

**SUHARTO: la peste brune**

**L'INDO**  
**International**

**N° 6 NOUVELLE SERIE 3 F**  
**PARIS 10 NOVEMBRE 1972**

**TEMPETES**

**LIBERTE-EQUALITE-FRATERNITE**



SCD6 25 343

# TEMPÊTES

Comune di Padova  
Biblioteca  
Cod. Bibl. 04  
BID 1010141682  
INV 1060018

L'Idiot International, un titre né dans la foulée de 1968, le premier journal d'extrême gauche ne voulant pas être groupusculaire, a vécu ! Il a vécu avec des hauts et des bas, des équipes l'ont traversé, l'ont marqué, sans qu'il soit jamais infodé à un groupe politique précis. L'Idiot International, un titre venant directement de la joie inventive de 1968, voulant poursuivre un mouvement plein d'espoir, voulant continuer une créativité ébauchée durant cette période où pendant quelques temps l'abdication du pouvoir bourgeois laissait place à un début de vraie vie, à une croyance de liberté sociale. A présent, 1968, les millions de travailleurs occupant leurs usines en même temps, tout cela est un passé ; un passé qui n'est pas mort, et qui doit pouvoir servir notre mouvement, au même titre que la Commune de 1871, 1917 en Russie ou les révolutions chinoises. C'est une des raisons pour laquelle l'équipe de l'Idiot International, voulant éviter une certaine nostalgie sentimentale, a décidé un changement de titre. D'autres motifs existent : le côté intellectuel étudiantin du nom « L'Idiot International » ; de plus en plus, à l'occasion du travail fait sur des luttes, des grèves, des ouvriers et des paysans achètent la publication : le titre Idiot international semble ne plus correspondre à ce changement de lecteurs.

En outre, l'équipe et la manière de fonctionner du journal ont changé : le journal est pauvre, et actuellement tout s'effectue bénévolement : rédaction, fabrication, dessins, photos... ce qui ne va pas sans poser de multiples problèmes de disponibilité de temps ! Un seul exemple : pour la fabrication proprement dite du journal, deux personnes sont indispensables pendant quatre jours (quand tout va bien) à l'imprimerie...

Il n'existe pas de « secrétaire de rédaction » ou de « rédacteur en chef » ; le plus souvent possible (il existe des cas de force majeure où l'on ne peut

joindre tout le monde dans les dix minutes) les décisions sont prises collectivement en réunion.

« Tempêtes » sera le nouvel Idiot International. Ce titre a été retenu d'abord parce qu'il n'éveillerait aucun souvenir précis, aucune référence politique à supporter ou à expliquer. Ne pas nous raccrocher à un passé, mais nous engager vers l'avenir, voilà notre but : « Tempêtes » existe, mais il est à faire.

De plus, « Tempêtes » semble correspondre à ce que nous voulons faire, à ce que nous voulons être : partie du mouvement politique d'extrême gauche harcelant sans cesse le pouvoir pour le balayer dans un souffle révolutionnaire. « Tempêtes » au pluriel, car nous ne sommes pas une organisation ou un embryon d'organisation, mais un centre de regroupement, un point de ralliement de cette extrême gauche inorganisée et dispersée en une multitude d'individus isolés. « Tempêtes » enfin, simplement parce que cela sonne bien !

Le collectif de « Tempêtes » s'est retrouvé sur des bases politiques marxistes-léninistes ; il veut éviter tout langage et toute pratique sclérosés. Il ne veut pas de ces clichés stéréotypés souvent répétés comme des litanies à tel point qu'ils n'ont plus de véritable signification. Différentes tendances s'expriment librement dans ce collectif de rédaction qui reste largement ouvert. Il ne prétend pas détenir la vérité, il tente d'approcher le plus possible d'une vision claire des événements et des luttes des travailleurs. Il tente de participer le plus efficacement possible au combat qui permettra de renverser le système capitaliste, pour l'instauration d'un régime du peuple et pour le peuple.

« L'Idiot International » a vécu, il a bien vécu : il fallait le faire. « Tempêtes » est né : il faut qu'il vive.

## TEMPÊTES n° 2 : Début décembre

# TEST

## MENSUEL

Supplément Breton  
de l'Idiot International  
TEMPÊTES

sera en vente dans le Finistère,  
le Morbihan, les Côtes-du-Nord,  
l'Ille-et-Vilaine et la Loire-Atlantique,  
ainsi que dans une vingtaine de librairies  
à Paris

PARUTION : tous les 15 de chaque mois  
Correspondance : TEST, TY-KOZ,  
Venelle-au-Bourre, 29210 Morlaix

Pour continuer, « L'IDIOT » a besoin de vous. Envoyez des articles, photos, documents, du journal.

### Diffusion du journal

Certains lecteurs nous ont écrit pour nous demander des envois groupés du journal. Ils se proposent de les diffuser auprès de lecteurs qu'ils peuvent contacter. Nous pouvons évidemment baisser considérablement les prix de vente selon le nombre. Toutes les propositions de diffusion que vous pourrez imaginer nous intéressent. KIOSQUES... si vous remarquez que « l'Idiot » n'est pas mis en évidence, « distraction ou négligence », essayez de le signaler, au marchand et au journal.

Abonnez-vous ! Ce sera un soutien important pour nous.

## l'Idiot international

Fondateur : Jean-Edern Hallier

Nouvelle Série N° 6 - 10 novembre 1972

Directeur de publication : Etienne BOLO

Correspondance : Idiot International

C/o N.P.P., 56, rue des Haies, Paris-20°

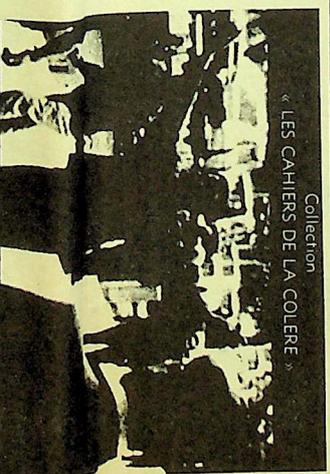
Tél. : 797-32-18

Imprimerie : Nouvelles Presses Parisiennes, 56, rue des Haies, Paris-20°

## Sommaire

Pages

TEMPÊTES .....	2
COURRIER des lecteurs .....	3
QUINZE JOURS EN FRANCE .....	4
ALSACE - PAYS-BASQUE .....	5
Grève à DANZAS .....	6
Luttes en BRETAGNE .....	7
INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE .....	8
PORTUGAL : La solidarité du capital .....	9
PRISONS : L'antichambre de la mort .....	10
SUHARTO : LA PESTE BRUNE en visite officielle .....	12
VIETNAM : La Paix ? .....	14
CHILI : Début et fin d'une expérience .....	16
ENSEIGNEMENT : Libérer l'école ? .....	18
« METS LA TELE. SIMONE ! » .....	20



## OSER LUTTER OSER VAINCRE

### FLINS 68

BANDE ORIGINALE DU FILM  
RÉALISÉ EN MAI-JUIN 68

Un document unique : la bande originale du film réalisé en MAI-JUIN 68 dans l'usine de RENAULT-FLINS pendant les 5 semaines d'occupation, avec les grévistes : 280 photos, 2 heures de bande sonore enregistrée dans l'effervescence de Mai.

A travers les événements particuliers de FLINS, MAI 68 tel que l'a fait et vécu la classe ouvrière.

Un film, un livre qui laissent la parole aux ouvriers. Une leçon politique donnée par les ouvriers eux-mêmes, dans leur langage, à leur façon.

Prix 12 F

### LE DRAPEAU ROUGE

« L'histoire du drapeau rouge », et par là même du mouvement ouvrier des origines à nos jours, par Maurice Dommanget. Un livre cartonné de 508 pages. Prix : 20 F.

REDUCTION de 15 % aux lecteurs de l'Idiot International.

COMMANDES directes aux Nouvelles Presses Parisiennes, service Diffusion, 56, rue des Haies, Paris-20°. (Joindre paiement par chèque bancaire ou postal). ENVOI des livres sous huitaine.

— Enlèvements d'ambassadeurs, détournements d'avions, massacre de Lodz... etc. Il ne manque pas de sujets d'indignation pour les bonnes âmes, lecteurs de Cebtron ou de Daniel Meyer, membres de la S.P.A. peut-être, ayant déjà pris position contre le massacre des bébés phoquois.

A Chicago, des blancs crient « tuez-le ! » en poursuivant de leur haine un nègre. Au Vietnam, le crime est officialisé, programmé, rentabilisé. La mort importe le nombre des morts, puisque cela est fait au nom de l'occident chrétien et garant de la liberté des peuples, une liberté bien pensante, aseptisée, frigidité et à air conditionné.

Il est bien connu que le communisme c'est dangereux, c'est beaucoup plus dangereux que le nazisme, alors mieux vaut un Vietnamien mort qu'un Vietcong vivant. Ce même raisonnement, l'ensemble du contingent français l'a tenu en Algérie. Etre Algérien, c'était être suspect, et un suspect, c'est un mort en surris.

La violence existe, mais elle n'est pas le fait des opprimés qui l'ont subie trop longtemps passivement. La vraie violence, elle couve sur toute l'Amérique Latine, nourrie de misère, de désespoir et d'humiliation, elle est en Afrique colonialiste et néo-colonialiste.

On s'indigne sur Prague, mais dans quelques mois, on va recevoir le président assassin d'Indonésie, responsable du massacre d'un demi-million d'Indonésiens.

S'il y avait eu seulement le quart de l'indignation qui a déferlé à propos de Munich, lors de l'assassinat de plusieurs dizaines d'étudiants mexicains... Mais un Ionesso, pourri à point pour entrer à l'Académie Française a pu déclarer que les morts de Mexico n'avaient eu que ce qu'ils méritaient. Alors, non, pas de leçon de morale ou alors nous saurons traiter les donneurs de leçon comme ils le méritent. Tous ces Thierry Maulnier, supporters de Vichy et de la dictature fasciste grecque, ce Chamei, acquiescé avec des souteneurs, qui s'indignait de l'immoralité de la jeunesse actuelle.

L'appel à la violence lancé par le « Che » répond à la violence qui, brutale ou plus feutrée, montre impitoyablement l'injustice, la dictature, le profit des uns et le mépris des autres.

La révolution s'adresse aux espoirs déçus par un réformisme vétilleux. Le Black Power plonge ses racines dans l'impissance d'un libéralisme moralisateur (cf. Luther King) comme le gauchisme est né des démissions et des silences du communisme orthodoxe.

Partout, la violence des gardiens de l'ordre établi, de la violence institutionnalisée fabrique des révoltes. Le droit à l'insurrection est le plus sacré des devoirs lorsque partout règne l'injustice qui s'appuie sur un appareil d'Etat au nom d'une légalité contestable. Oui à la violence révolutionnaire !

A l'Idiot,

Dans l'Idiot du 18 octobre, vous donnez un aperçu de ce que sont réellement nos soi-disant représentants.

Vous citez entre autre nom celui d'Olivier de Pierrebourg, lequel est maire de Guéret, où j'habite. Avant de vous donner quelques renseignements supplémentaires sur de Pierrebourg, je voudrais vous faire connaître promptement et superficiellement ma ville, en effet, deux ou trois exemples suffissent pour savoir dans quelle situation Guéret se trouve.

Ma ville, chef-lieu de la Creuse, a environ 15 000 hommes et le département a peu près 100 000. C'est un chef-lieu donc très bourgeoise, ici tout est bureaux, divisions, préfecture, etc. Par contre, les entreprises tiennent sur 7 doigts, et leur personnel ne dépasse pas 300 ouvriers. Est-ce que la Creuse et Guéret sont si pauvres que ça ? Non, ce nombre limité d'entreprises est conséquent à l'influence de la « franc-maçonnerie » locale qui gouverne la ville.

« Ehi ! de Pierrebourg, où sont les usines ? ! Les chefs d'entreprises refusent aussi de s'implanter dans la région en invoquant l'éloignement du chef-lieu d'un axe routier important. — Objection : Guéret est situé sur l'axe Bordeaux - Clermont - Lyon.

Les rares usines sont fermées : un gisement d'uranium fermé parce que ; non rentable. Mais la raison serait plutôt la mauvaise gestion des patrons.

La Creuse, détestée par les patrons, est adorée par les militaires qui apprécient le plateau de Millévaches avec le camp de Courrine, 60 000 HECTARES, et avec, à Guéret, le Magasin Central de Rechange (usine fabriquant des pièces détachées pour les tanks).

Revenons à de Pierrebourg, personnage que le bon Dieu a puni par l'obésité et la goutte. Monsieur ! ne se déplace qu'en DS avec chauffeur, pour aller... au bistrot, c'est son unique travail ; alors, si vous voulez le voir, ne jamais aller à la mairie, sauf si vous désirez admettre le lustre de 2 millions AF acheté aux frais de la municipalité... !

Ce même personnage dans sa campagne électorale promettait : plan d'eau (les travaux ont débuté, mais faillite dans les caisses municipales), cinéma (on en a un, mais dans quel état), où est-il ? Maison de retraités (commencée mais jamais terminée).

Implantations d'usines/ elles sont invisibles). Piscine, ah !, nous l'avons, mais elle a coûté excessivement cher, tout en béton qui se lézarde !

Le meilleur dans sa campagne, c'est qu'il annonce l'implantation d'une caserne de 20 gardes-mobiles (sans doute pour la prospérité !). Mais il y a eu une opposition de jeunes (diffusion de tracts, d'affiches, qui demandaient du boulot et pas des « mouches à merde » de Marcelhin).

Monsieur le maire a suspendu pour l'instant cette idée.

Voici deux exemples de l'incapacité truande du maire et de ses chéifs municipaux :

— Le lustre, et cette réponse envoyée à mon frère qui demandait la création d'une bibliothèque ambulante :

« Votre idée est excellente, mais la situation financière de Guéret ne permetait pas de créer une bibliothèque ambulante pour le moment ». Signé le 1<sup>er</sup> adjoint.

Où passe le fric ?

Un expulsé du lycée pour avoir osé porter les cheveux longs.

ES - 3 F - ANNONCES - 3 F -

Vieux compagnon libertaire, 65 ans, consentirait distribution prospectus dans la rue. Refuse la distribution dans les encombrements et les boîtes aux lettres ; contraire à ses conceptions révolutionnaires. Ecrire à l'Idiot : n° 200.

Jeune homme, 25 ans, expérience théâtre amateur, recherche figurant, petits rôles, cinéma, télévision, photos. Référence n° 201.

5 jeunes recherchent appartement : 3 chambres, grande cuisine, salle de bains, si possible téléphone. Sans reprise ni agence. Référence n° 202.

Cherche chambre, douche, possibilité cuisine. Dans Paris centre, Sud ou Ouest. 350 F maximum par mois. Agences s'abstenir. Référence n° 203.

Cherche grand appartement : 4 chambres minimum, salle de bains, cuisine. Paris 14<sup>e</sup> de préférence. Référence n° 204.

ANNONCES - 3 F - PETITES ANNONCES

PETITES ANNONCES - 3 F - ANNONCES

- F - SECONNES SELLER - F -

Le samedi 14 octobre, à l'appel des « Amis de la Terre », association écologique révolutionnaire, environ 200 personnes se sont réunies au Salon de l'Auto, pour protester contre les pollutions causées par ces véhicules, pollutions dont les embouteillages urbains ne sont pas les moindres. Elles ont été rejointes par quelques dizaines de « maos » venus protester contre la libération de Tramoni, deux jours auparavant.

A 15 heures précises, une trentaine de manifestants étaient présents au stand « L'automobile et l'environnement », au contenu fort réactionnaire. Le président des « Amis de la Terre » demanda l'autorisation au directeur du stand d'écrire des affiches et de les brandir à l'extérieur du stand ; autorisation accordée. Malgré cela, des flics en civil, sans d'ailleurs avoir onze personnes. Il s'agit là d'un abus de pouvoir caractérisé, à tel point que les « Amis de la Terre » se réservent le droit de porter plainte.

Après quelques moments de flottement, les manifestants décident de se retrouver tous au stand Renault, pour protester contre la libération de Tramoni. Les retardataires se joignent à eux, et plus de deux cents personnes manifestent à travers le salon pendant près d'une heure.

C'est la première fois dans l'histoire du Salon de l'Auto qu'une manifestation y a lieu. C'est la première fois aussi que l'automobile y est visée en tant que telle, et d'ailleurs, la manif à vélos, en effet, était autant un monôme détractants qu'une vraie manif. L'accueil du public a été assez favorable.

Il faut noter en effet que près de la moitié de la pollution atmosphérique à Paris est due aux gaz d'échappement des bagnoles. Et combien de temps perdu, de crises de nerfs, dans les embouteillages ? La société socialiste passe par une réorganisation des transports. Dans cette optique, la manif des « Amis de la Terre » est positive.

Jean-Michel Gambier.

Marie, le 19 septembre 1972

Monsieur et cher client,

Je tiens à vous dire personnellement à quel point j'ai été bouleversé par votre lettre du 14 septembre 1972. Je vous la renvoie donc, afin de faire une mise au point sur ce dossier, pour que vous puissiez avoir une idée plus précise de ce que vous n'avez cessé de me témoigner, et surtout, à quel point, sommes très sensibilisés.

Enfin, à quel point, sommes très sensibilisés. Je tiens à vous dire personnellement à quel point j'ai été bouleversé par votre lettre du 14 septembre 1972. Je vous la renvoie donc, afin de faire une mise au point sur ce dossier, pour que vous puissiez avoir une idée plus précise de ce que vous n'avez cessé de me témoigner, et surtout, à quel point, sommes très sensibilisés.

Je tiens à vous dire personnellement à quel point j'ai été bouleversé par votre lettre du 14 septembre 1972. Je vous la renvoie donc, afin de faire une mise au point sur ce dossier, pour que vous puissiez avoir une idée plus précise de ce que vous n'avez cessé de me témoigner, et surtout, à quel point, sommes très sensibilisés.

Je tiens à vous dire personnellement à quel point j'ai été bouleversé par votre lettre du 14 septembre 1972. Je vous la renvoie donc, afin de faire une mise au point sur ce dossier, pour que vous puissiez avoir une idée plus précise de ce que vous n'avez cessé de me témoigner, et surtout, à quel point, sommes très sensibilisés.

Monsieur et cher client,

Je tiens à vous dire personnellement à quel point j'ai été bouleversé par votre lettre du 14 septembre 1972. Je vous la renvoie donc, afin de faire une mise au point sur ce dossier, pour que vous puissiez avoir une idée plus précise de ce que vous n'avez cessé de me témoigner, et surtout, à quel point, sommes très sensibilisés.

Je tiens à vous dire personnellement à quel point j'ai été bouleversé par votre lettre du 14 septembre 1972. Je vous la renvoie donc, afin de faire une mise au point sur ce dossier, pour que vous puissiez avoir une idée plus précise de ce que vous n'avez cessé de me témoigner, et surtout, à quel point, sommes très sensibilisés.

Je tiens à vous dire personnellement à quel point j'ai été bouleversé par votre lettre du 14 septembre 1972. Je vous la renvoie donc, afin de faire une mise au point sur ce dossier, pour que vous puissiez avoir une idée plus précise de ce que vous n'avez cessé de me témoigner, et surtout, à quel point, sommes très sensibilisés.

Je tiens à vous dire personnellement à quel point j'ai été bouleversé par votre lettre du 14 septembre 1972. Je vous la renvoie donc, afin de faire une mise au point sur ce dossier, pour que vous puissiez avoir une idée plus précise de ce que vous n'avez cessé de me témoigner, et surtout, à quel point, sommes très sensibilisés.

P. G. BERTY  
Directeur général

M. Berty a certainement été bouleversé par la « doularesse affaire du tôle malformée » ; c'est en effet mauvais pour son poste de directeur général !

Mais M. Berty va peut-être un peu loin quand il affirme qu'il « s'agit d'un accident de fabrication dû à une défaillance humaine ». Bien sûr, le ministre de la Santé publique l'a dit, bien sûr on a pu le lire dans les journaux, bien sûr on a pu l'entendre à la radio ou à la télévision. Mais de quel droit déclarer que l'instruction judiciaire ne manquera pas de le confirmer ? Sinon de celui du mépris du droit !

Est-ce que M. Berty a eu des garanties officielles quant aux résultats de l'instruction, ou bien est-ce qu'il essaie tout simplement de « bluffer » les commerçants en présumant de l'aboutissement d'une instruction en cours ? Cela n'a l'air ni très net ni très honnête.

ABONNEMENT = SOUTIEN

15 septembre 1972, un étudiant qui cherche du travail s'adresse au C.O.P.A.R., organisme qui rend certains services aux étudiants : logement, travail...

On lui propose un poste de veilleur de nuit dans un hôtel : « 15 jours par mois, à peu près 1.300 F par mois ». Il faut parler anglais et avoir une bonne présentation... Il s'y présente, est accepté. Il s'agit, avec un autre étudiant, de se partager le mois en deux : chacun faisant à peu près 15 nuits. Chaque nuit commençant à 8 h le soir et se terminant à 7 h le matin (ce qui fait 11 h). 15 nuits par mois à 11 h, cela donne 165 h mensuelles, donc un, peu plus de 41 h hebdomadaires. Le tarif de 1.300 F donne à peu près 7,87 F de l'heure. Pour un travail de nuit, ce n'est pas mal, c'est acceptable.

La première paye arrive, et pour 8 nuits de travail étalées sur 15 jours, l'étudiant touche 360 F alors qu'il attendait 600 F. Que s'est-il passé ? Tout simplement, « il a mal compris » : 15 jours par mois, 1.300 F par mois, cela signifie qu'il faut fournir un travail de 15 jours par mois, mais que pour toucher 1.300 F il faut travailler un mois. Non pas du 1<sup>er</sup> au 30, mais un mois de 30 jours de travail. Oui, cela fait donc à peu près 4 F de l'heure...

L'étudiant, écorché, donne son congé ; mais, pendant sa dernière veille, il discute un peu avec la gérante de l'hôtel : réveil à 6 heures le matin, jamais libérée de son travail avant 22 heures. Et cela tous les jours : samedi et dimanche compris, jours de Noël et ou du 1<sup>er</sup> de l'An aussi ! Pas un instant de répit : pendant qu'elle défonce il y a toujours un client qui veut sa clef, qui veut téléphoner, partir ou louer une chambre. Un travail de services et de présence constants. Et tout cela pour 1.300 F par mois ! ; ; ; Qui, mais elle a une soixantaine d'années, et à cet âge-là, pour trouver un emploi qui permette d'améliorer la pauvre retraite, il ne faut pas être trop difficile ! C'est être exploité à outrance ou rien.

L'étudiant et les vieux, deux profs faciles, deux candidats sans trop de problèmes à la surexploitation. Bravo monsieur l'hôtelier ! De toute façon ce n'est pas scandaleux, c'est légal.

# QUINZE JOURS en FRANCE

PAGE RESERVEE AUX FAITS DIVERS TMOIGNANT DE LA LUTTE AU JOUR LE JOUR. VOUS QUI ETES TMOINS OU ACTEURS, ECRIVEZ-LA.

**CHAMBERY**, 17 octobre : Deux employés marocains d'une menuiserie, l'entreprise Demut et Carasso, qui avaient tenté de créer une section syndicale C.F.D.T., ont subi des sévices de la part de leur patron. Ils ont dû arrêter de travailler, l'un pendant 15 jours, l'autre pendant 4 jours.

**PARIS**, 17 octobre : Le syndicat des chômeux postaux (C.F.D.T.) s'élève contre la législation sur l'avortement. Le syndicat d'une entreprise où travaillent 10 000 femmes, s'élève contre le fait que « l'information sur la contraception des jeunes, des travailleuses, des travailleurs, soit purement interdite ».

**FOSS-SUR-MER**, 17 octobre : Sur le chantier d'extension de la société « Esso », plusieurs grèves perdues ont eu lieu depuis une semaine dans différentes entreprises du bâtiment et de travaux publics qui travaillent sur ce chantier.

**LAMASTRE**, 17 octobre : La grève continue à Trigano. Les ouvriers des usines de Tournon et de La Roche ont décidé de se mettre en grève illimitée à partir de jeudi si les négociations n'aboutissent pas. On entendra beaucoup plus parler de la maison quand le Club Méditerranée lancera ses publicités pour les sports d'hiver...

**PARIS**, 18 octobre : La demande d'utilité publique du Mouvement Planning Familial a été rejeté.

**SAINT-NAZAIRE**, 18 octobre : 300 travailleurs de Babcock Paris sont en arrêt de travail à la suite d'un mouvement revendicatif mené par la C.G.T. pour une augmentation de salaires.

**NANCY**, 18 octobre : Fin de la grève à la Grande Chaudronnerie Lorraine : un accord est intervenu au cours de la réunion de conciliation ; peu de chômage.

**ANGERS**, 18 octobre : Un travailleur de 47 ans enseveli sous trente tonnes de pierres dans une carrière de pierre à Saint-Barthélemy.

**PARIS**, 18 octobre : Après un mois de grève au F.A.S. (Fonds d'Action Sociale pour les Travailleurs Migrants), les grévistes ont décidé à l'unanimité la poursuite du mouvement.

**SAINT-VINCENT-DE-MERCUZE** (Isère) : Protestation contre la création d'un syndicat C.F.T. à l'usine Alpitly.

**LAMASTRE**, 19 octobre : Les grévistes occupent l'usine Trigano (170 travailleurs, en majorité des femmes).

**PARIS**, 20 octobre : Retrait des subventions accordées au Mouvement pour le Planning Familial.

**NANTES**, 20 octobre : Accident du travail mortel à Saunier Duval. Un ouvrier de 63 ans a été écrasé par une pile de palettes.

l'usine Trigano.

**LAMASTRE**, 20 octobre : Des piquets de grève à Lyon : Trois manifestations dans Lyon, organisées par les travailleurs de Berliet-Véhicules.

**LYON**, 20 octobre : 49 agences des Caisses d'Épargne sont fermées par suite de grèves depuis le 12 octobre.

**NANCY** : A Saunier-Duval, la grève continue.

**BESANCON** : Durant l'année 1971, en Franche-Comté, sur 630 000 salariés : 53 000 accidents du travail ; 250 morts et 4 000 pensions d'invalidité.

**GERLAND** (69), 20 octobre : Un ouvrier intérimaire de Brandt, embauché le matin, a été écrasé par un convoyeur alors qu'il se baissait pour ramasser son tournevis.

**VENISSIEUX** (69), 20 octobre : Deux manifestations de chacune 1 500 personnes à propos de Berliet.

**PARIS**, 20 octobre : Troisième semaine de grève à l'Office des H.L.M. Grève motivée par l'augmentation constante du volume de travail.

**PARIS** : Un ouvrier gravement brûlé à la station de métro Château-Landon : il avait laissé tomber un outil sur le rail conducteur.

**PARIS**, 20 octobre : Manifestation en faveur du maintien des abattoirs de la Vilette.

**PARIS** : Henri Modiano, député de Paris (démissionnaire U.D.R.), inculpé d'infraction aux lois sur les sociétés.

**LAMASTRE**, 21 octobre : Poursuite de l'occupation de Trigano.

**PARIS**, 21 octobre : Le Front de Libération de la Bretagne (F.L.B.) proteste contre l'interdiction de l'E.T.A. (basques).

**CLERMONT-FERRAND** : Incorporé depuis 5 jours, un soldat se suicide.

**NARBONNE**, 21 octobre : quinzième jour de grève avec occupation à l'usine chimique Malvez : augmentation de salaires, 40 heures.

## ENEZ AU JOURNAL

**PARIS**, 23 octobre : Sixième semaine de grève pour les travailleurs du F.A.S.

**TRIEL** (Yvelines), 23 octobre : Les 800 ouvriers de l'usine Fibrociment sont en grève depuis le 17 octobre.

**NICE**, 23 octobre : Cinquième cabaret détruit par le feu en trois mois sur la Côte d'Azur. A rapprocher des bruits de rackets et d'incendie criminel à propos du 5-7 à Saint-Laurent-du-Port.

## TELEPHONEZ

**FOSS-SUR-MER**, 24 octobre : 300 travailleurs immigrés manifestent après la mort d'un des leurs : ses camarades estiment qu'il s'agit d'un meurtre raciste camouflé.

**MARSEILLE**, 24 octobre : Un « déserteur », ayant demandé le statut d'objecteur de conscience, a été libéré alors qu'il était en prison depuis le 13 avril.

**CAHORS**, 24 octobre : Plusieurs centaines de producteurs de lait occupent une coopérative ; Solvaert, pour obtenir un prix minimum de 63 centimes par litre de lait pour l'hiver, l'augmentation du prix indicatif de 15 %.

**EPINAL**, 24 octobre : Deux inspecteurs du travail estimant ne plus pouvoir exercer leurs fonctions normalement à cause des pressions qu'ils subissent.

**MULHOUSE**, 24 octobre : 90 % des 8 500 employés des Potasses d'Alsace ont débrayé pour 48 heures.

**LAMASTRE**, 24 octobre : Chez Trigano, la réintégration d'une ouvrière a été obtenue : fin de la grève lancée dans ce but.

**RENNES**, 24 octobre : Deuxième semaine de grève à la Sofrel par la réintégration d'une ouvrière licenciée, 1 000 F par mois et 40 heures par semaine.

## ABONNEZ-VOUS

**TRIEL**, 25 octobre : La grève continue.

**PARIS** : Un ouvrier de l'entreprise ferroviaire de la gare de Tolbiac a eu la main coupée par un câble de soutien.

**PARIS** : La grève se poursuit à l'Office public des H.L.M.

**BEAUVAIS** : Grève avec occupation aux établissements Nouacel : la direction a déposé plainte pour occupation illégale, mais le tribunal des référés s'est déclaré incompétent.

**MALVEZUY** (Aude) : Dix-neuvième jour de grève à l'usine de raffinage d'uranium pour 40 heures de travail hebdomadaire.

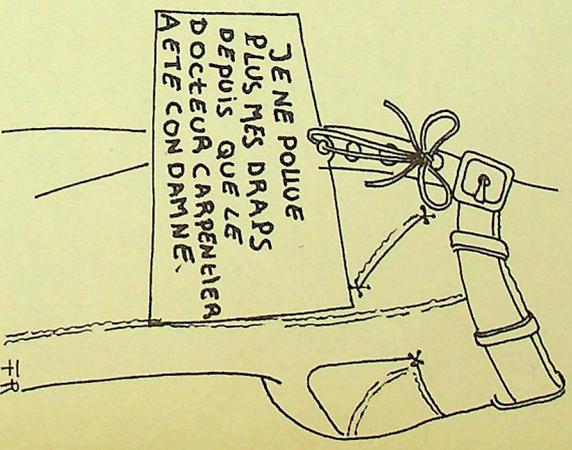
**PAYS BASQUE** : Seize mesures d'expulsion ou d'éloignement de la zone frontalière contre des Basques Espagnols prises par les autorités françaises depuis le 6 août.

**VENISSIEUX** : Nouveaux débrayages chez Berliet.

**ROMBAS** (57) : Un pontier de l'usine De Wendel Sidelor, mortellement brûlé.

## ECRIVEZ

**VILLENEUVE-LE-ROI** (94) : 150 travailleurs immigrés en grève à l'entreprise de bâtiment Baleyoy et Schull pour leurs conditions de vie et de travail.



31 octobre, le conseil national de l'ordre qui s'était réuni le 18 octobre 1972, vient de faire connaître sa décision à propos du Dr Carpentier : confirmation de l'interdiction d'exercer la médecine pendant un an.

**PARIS**, 26 octobre : Les grévistes du F.A.S. reprendront le travail le 27 octobre en ayant obtenu partiellement satisfaction.

**DIEPPE**, 26 octobre : Lock-out de 150 ouvriers à la société Vinco à la suite d'un mouvement commencé le 23 octobre, pour avoir une prime en compensation de la difficulté du travail.

**VENISSIEUX**, 26 octobre : Arrêts de travail chez Berliet.

**ERANGE** (Moselle), 27 octobre : Un travailleur a le bras écrasé par une courroie à la cimenterie.

**NANCY**, 27 octobre : Les travailleurs de Permail qui, ayant débrayé et se trouvant aux portes de l'entreprise ont vu un contremaître en voiture foncer sur un groupe d'ouvriers : 2 blessés.

**RENNES**, 27 octobre : Fin de la grève à la Sofrel, l'ouvrière licenciée a été réintégrée.

**PARIS**, 27 octobre : Fin de la grève à l'Office public des H.L.M.

**NANTES**, 27 octobre : 150 licenciements à l'usine de Batignolles le 1<sup>er</sup> janvier 1973.

**MALEVEZUY**, 27 octobre : La grève avec occupation continue à l'usine de raffinage d'uranium.

**LILLE**, 28 octobre : Quatre graves accidents du travail en trois jours : un à la cokerie de Drocourt, un sur le chantier de la Zal à Hemin, un aux établissements Coroni, à la gare Saint-Sauveur, le dernier aux établissements du Ghesquière.

**HYMONT et MATAINCOURT** (Vosges) : 76 % des travailleurs en grève à la manufacture Vosgienne de meubles. Une jeune fille et un travailleur blessés par un camion et une voiture fonçant sur le piquet de grève.

**PAYS BASQUE** : Les C.R.S. dans la cathédrale de Bayonne.

**DEUX-ALPES** (Isère), 28 octobre : Deux cabines à traction automotrice se sont heurtées : 9 morts.

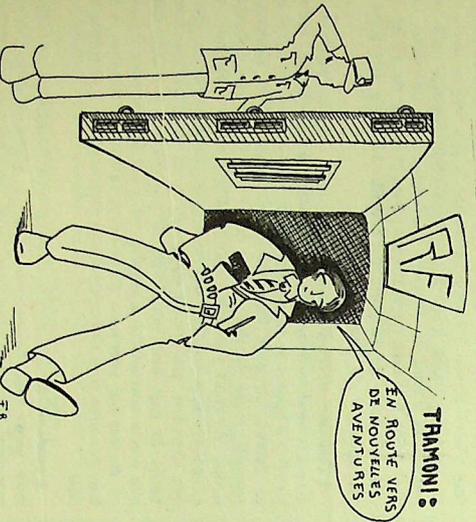
**VENISSIEUX**, 30 octobre : Les arrêts de travail continuent à Berliet. Les négociations sont actuellement bloquées en ce qui concerne les revendications de salaire.

**DOUVAIN** (Pas-de-Calais), 30 octobre : Piquets de grève à l'usine Française de Mécanique. Plusieurs voitures ont essayé de forcer le piquet : un gréviste a été blessé. Les travailleurs veulent la parité des salaires avec l'usine seigneur de Douai.

**PAYS BASQUE** : Après l'intervention des C.R.S. dans l'église de Bayonne, des grèves de la faim et des manifestations éclatent dans le pays basque : Mauléon, Sooca, Saint-André-de-Bayonne...

**MULHOUSE**, 30 octobre : Intervention de la police aux mines de potasse.

**VENISSIEUX**, 30 octobre : Manifestation des travailleurs de Berliet à la cantine de la direction.



# 8000 MINEURS

(POTASSE)

UNE GREVE TRES DURE PAR SON AMPLIEUR

Around de Mulhouse, 8 600 mineurs ont terminé la 2<sup>e</sup> semaine d'une grève marquée par plusieurs manifestations spectaculaires : barrages routiers, fermeture de la Direction Générale « pour manque de pouvoir de négociation », montée à Paris de 250 mineurs en tenue de fond, réunions variées, en particulier pour les femmes.

Une grève aux motifs peu exaltants en apparence : augmentation des salaires de 5 % (sur laquelle 2,2 % ont déjà été accordés) ; prime de 1 000 F au lieu de 406 F à la fin de l'année ; 4 jours de repos supplémentaires par an au lieu des 2 jours accordés ; déblocage d'un 1<sup>er</sup> crédit pour une grille unique des salaires ; extension des avantages en nature de la Mutuelle aux ouvriers.

Pourtant une grève très dure par sa durée, son ampleur, ses formes d'action. Conclusion du P.D.G. : « Mouvement disproportionné par rapport à ses motifs. » Donc : grève politique, que les syndicats, ces fauteurs de troubles, ont suscitée artificiellement en « chauffant » les mineurs avec des arrières-pensées électorales aussi louches qu'évidentes. Les grévistes, pour le moment, ne voient pas si loin. Les responsables syndicaux n'ont pas eu besoin de leur faire des graphiques compliqués pour qu'ils se rendent compte que leur pouvoir d'achat avait diminué à la suite de la flambée des prix de 1972. Les propositions annoncées par les M.D.P.A. en décembre 1971 ont été rabaisées dès janvier ou retirées : les négociations débouchaient donc sur une impasse, la Direction Générale prétextant le veto des autorités de tutelle.

LE COUT DE LA VIE ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

La même Direction a tenté de retourner l'opinion contre les grévistes en soulignant le taux élevé des salaires moyens : 2 150 F au fond, 1 500 F au jour, contre 1 500 F par mois, au fond, pour les mineurs du charbon. (Belgique : 2 100 F au fond pour les mineurs de charbon). Dans ces moyennes figurent aussi des salaires de 1 600 F et moins pour le fond, et de 1 200 F et moins pour le jour. Et en fait, il s'agit de la progression des salaires en fonction du coût de la vie, bien plus que de leur montant.

Et surtout les mineurs veulent que l'on n'oublie pas les conditions de travail qui sont les leurs : chantiers à 45°, où l'on perd souvent 4 kg par poste, où l'on souffre de crampes de chaleur ; inhalation de poussières, de gaz toxiques dégagés par les engins Diesel ; 600 à 800 accidentés au fond chaque année (3 morts à la mine Amélie en août) ; contraintes des postes de nuit, etc.

Enfin les mineurs sont conscients d'avoir pendant plus de 50 ans rapportés à l'Etat des bénéfices substantiels : ils n'acceptent pas de voir leur instrument de travail dévalorisé par une gestion hasardeuse : investissements au Congo et au Canada ; investissements financés en Alsace par du crédit à court terme ; gaspillage des gaz sous-produits de la potasse (18 millions de tonnes de sel jetées dans le Rhin chaque année...). Depuis 1963, ils demandent l'installation en Alsace d'une plate forme chimique qui permettrait l'exploitation rationnelle du gisement et de ses sous-produits. Or le déficit des M.D.P.A. ne date que de 1966 et il est dû pour 67 % aux frais financiers du crédit à court terme... C'est donc une prise de conscience de leur situation globale qui a jeté les mineurs dans la grève, non l'approche des élections ; et voilà pourquoi on a dressé contre eux des enviers de Mulhouse (par pour longtemps, les carnets à souche ayant bientôt « disparu ») ; voilà pourquoi une grosse chaîne verrouillait l'autre semaine l'entrée de la Direction Générale où les employés travaillaient maintenant sous la « protection » de la police...

# en grève totale

## Pays Basque : La solidarité d'un peuple attaqué sur deux fronts



Au point de départ des derniers événements au Pays Basque, se trouve une grève de la faim faite par quatre jeunes du Pays Basque pour protester contre les mesures d'expulsion prises par les autorités françaises contre sept réfugiés du Pays Basque Sud. Au bout de 17 jours, il fallut les emmener à l'hôpital afin de pratiquer des perfusions. Ils furent aussitôt relayés par 46 grévistes Français et Espagnols, mais surtout Basques. C'est alors que les CRS intervinrent le 27 octobre dans la cathédrale Bayonne où ils font usage de grenades lacrymogènes pour chasser les grévistes de la faim. Le soir même, 2 000 manifestants défilent dans Bayonne. Ce chiffre était inattendu, le gouvernement français ne pensait pas que l'intervention de la police inciterait tant de personnes à descendre dans la rue. Le 29 octobre, il y a plus de 80 grévistes de la faim : 46 à Bayonne, 13 à Saint-André, 7 à St-Martin-de-Biarritz, 5 à Socoa, à Mauléon, 2 à St-Palais, 2 à Hasparren, d'autres à Ostaritz, Hendaye...

Le 2 novembre, Julien de Madariaga, fondateur du Mouvement Basque Espagnol (E.T.A.) qui a été arrêté dans la cathédrale, est condamné à trois mois de prison ferme par le tribunal de Bayonne.

Actuellement, Madariaga continue la grève de la faim dans sa cellule. Le 3 novembre, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de Lusine de Lacq, dont les ouvriers sont en grève pour protester contre la menace de fermeture de Lusine, ont adressé un message de solidarité envers les grévistes de la faim de Bayonne.

*L'E.T.A. est né en 1953 d'un groupe de jeunes militants qui voulaient passer à l'action directe. En 1961, l'E.T.A. fit dévaler un train transportant des vétérans carlistes de la guerre d'Espagne, qui avaient combattu avec Franco. En 1968, le chef de la police politique de Saint Sébastien, l'ortonnateur bien connu, fut tué par l'E.T.A. Pendant le procès, à Burgos, de six de ses membres tenus pour responsables de cette mort, l'E.T.A. enlevait le consul d'Allemagne Fédérale à Saint Sébastien : Eugen Beihl. En janvier 1972, le directeur d'une grosse firme industrielle fut enlevé, puis relâché contre la réintégration de cent quatre-vingt-trois grévistes licenciés. L'E.T.A. se finance par les hold-up de banques.*

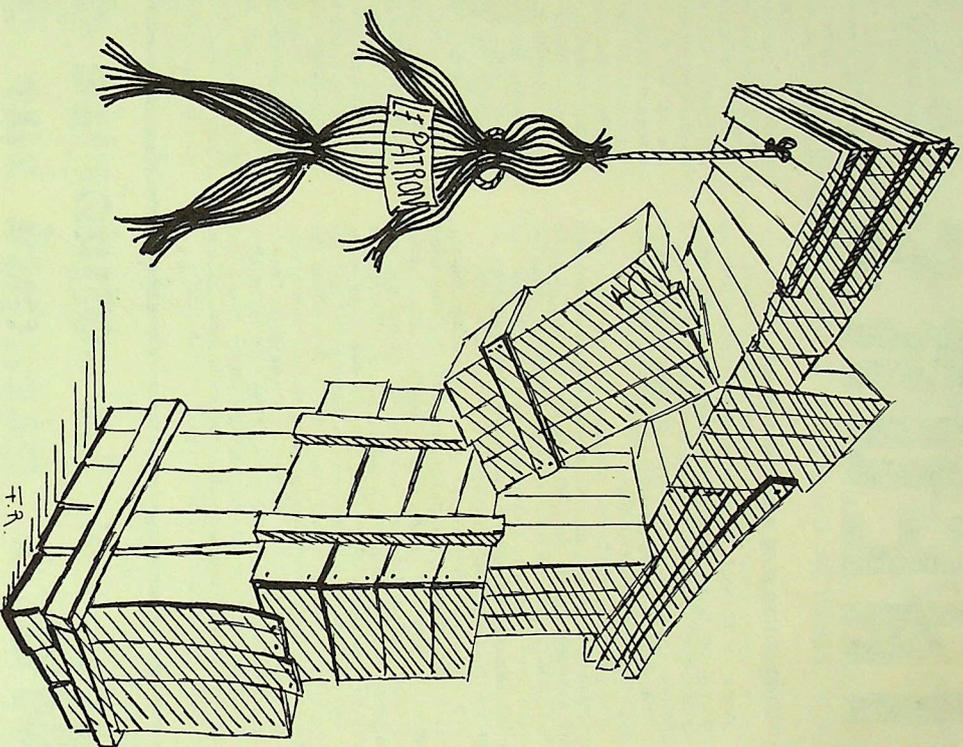
Le Pays Basque est actuellement réprimé des deux côtés : d'abord par le fascisme de Franco, et ensuite par « l'impérialisme français ».

Les Basques Espagnols venant se réfugier en France sont expulsés, et pendant ce temps, pour plusieurs milliards de pesetas, le gouvernement franquiste continue d'acheter du matériel de guerre français. L'Etat français tient moins à son appartenance démocratique qu'aux intérêts financiers et économiques. Et un révolutionnaire basque, soit-il espagnol, est toujours un ennemi de l'Etat français. En les réprimant, « on fait d'une pierre deux coups ».

# GRÈVE

# A

# DANZAS



Depuis le mercredi 18 octobre, la presque totalité des ouvriers de l'entreprise de transport Danzas, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement, est en grève.

La Danzas emploie 300 ouvriers qui travaillent « sur le quai » : les rouleurs qui chargent et déchargent les colis sur les camions, les pointeurs qui sont responsables de la destination des colis, tous travaillent 47 heures par semaine, pour un salaire de 1 200 à 1 350 F par mois, dans le froid, sans matériel, dirigés par des chefs d'équipe et des chefs de quai, faisant appliquer sévèrement les très dures cadences. La plupart des ouvriers de quai, plus particulièrement soumis aux accidents de travail, des travailleurs immigrants, Nord-Africains, Portugais, Maliens, Sénégalais. S'ils désirent devenir chefs d'équipe, une seule solution pour eux, gagner la confiance de la direction, c'est-à-dire devenir flicard.

## LES CONDITIONS DE TRAVAIL A DANZAS

A la mi-octobre, des discussions se déroulent entre les délégués d'entreprise et le patron. Face aux revendications des ouvriers : 11 % d'augmentation, le treizième mois après un an de travail au lieu de 8, une prime de tonnage égale pour tous, une prime de nuit de 5 F au lieu de 4, et une heure par mois pour se réunir, la direction oppose une série de refus obstinés. Une assemblée de travailleurs s'organise sous l'impulsion des délégués sortis de réunion, à l'issue de laquelle la grève illimitée est votée par une importante majorité.

## L'ORGANISATION DE LA GREVE

Elle s'effectue d'abord à l'intérieur de l'entreprise par la mise en place de piquets de grève. Chaque jour se tient une assemblée des travailleurs devant laquelle les délégués syndicaux rapportent les propositions de la direction. Après des débats en général assez largement ouverts, un vote a lieu sur la grève.

Très vite des contacts sont pris avec l'extérieur. D'abord avec les ouvriers de la gare ferroviaire de Tolbiac qui, après l'échec de leur grève font maintenant partie du comité de soutien à la Danzas. Des tracts sont distribués pour tenter de solidariser le personnel de bureau. Cette tentative échouera, ce personnel étant syndiqué à la C.F.T. ou à F.O. Les ouvriers vont essayer de sortir de l'usine, ils vont discuter à la sortie des entreprises voisines en distribuant des tracts expliquant leur lutte. L'usine voisine, Savonrice, débute 24 heures : dans quatre autres entreprises, « Calberson », « la Satem », « Malissard » et « Virolles », les ouvriers refusent de décharger les camions en provenance de Danzas, puis les caisses sans étiquettes après la tentative du patron de la Danzas de supprimer l'entête des bordereaux.

## LE COMITE DE SOUTIEN

Ouvert aux bonnes volontés de toute tendance, de tous partis, de toutes opinions qui veulent aider les grévistes, il veut permettre aux ouvriers de prendre réellement le

contrôle de la grève. Un ouvrier de Tolbiac raconte : « Si notre grève a échoué, c'est que nous avons tout laissé aux mains des délégués qui nous ont dit de rentrer chez nous, puis de reprendre le travail, et en fait, nous n'avons rien eu. »

Le rôle du comité de soutien, et cela est bien clair aussi bien pour ses membres que pour les ouvriers, n'est pas de « prendre des décisions, mais d'aider à réaliser ce que la base décide ».

Les mesures effectives prises ont été de deux ordres, impression de tract, et travail de liaison avec d'autres usines grâce aux militants qui y travaillent. Il organise aussi des collectes sur les marchés qui alimentent une caisse gérée par les ouvriers.

## LE BILAN APRES QUINZE JOURS

Jusqu'à maintenant, le manque d'argent ne se fait pas trop durement sentir, mais la lutte risque d'être encore très longue : les dernières propositions du patron sont : 1 % d'augmentation au 1<sup>er</sup> novembre, soit 8 % pour 1972, au lieu des 11 % demandés, le 13<sup>e</sup> mois en 1976, et, en attendant 100 F de plus en fin d'année. La direction a envoyé une lettre personnelle à chaque ouvrier. Essayant les pressions personnelles et, après avoir présenté la grève comme une « agitation permanente d'une minorité qui agit par les menaces et les pressions de toutes sortes », elle termine sa lettre par les menaces suivantes : « Dans ces conditions, je suis décidé à prendre toutes les mesures qui permettront d'assurer la sauvegarde de l'entreprise, et par conséquent le maintien de votre emploi ». De plus, certains contrats mensuels d'ouvriers récemment embauchés n'ont pas été renouvelés. La direction prévoit que les retenues de salaires (mesure magneña!) dues aux heures de grève, seront échelonnées sur trois mois.

Des problèmes personnels se posent maintenant avec acuité pour quelques travailleurs qui, pour assurer le nécessaire à leur famille, sans rompre la solidarité, ont quitté l'entreprise, cherchant une autre embauche.

Cependant, beaucoup d'ouvriers ont gardé toute leur combativité : « Dès le début d'une grève illimitée, on doit savoir qu'on prend des risques et ne pas lâcher. Certains ont l'impression d'avoir obtenu quelque chose avec 100 F de plus à la fin de l'année. Cela veut dire qu'au fond, ils n'étaient pas réellement pour la grève illimitée ».

Les pressions sur les travailleurs immigrés dont la principale préoccupation est encore trop souvent d'acquiescer le minimum nécessaire à une réinstallation dans leur pays d'origine, servent au directeur à diviser les travailleurs et à briser la solidarité des ouvriers d'origines diverses. Le patron, avec l'accord de son syndicat autonome, refuse à accorder quoi que ce soit tant que le travail n'a pas repris.

Face à la dureté du patronat, il est nécessaire que les ouvriers de Danzas (quai Pontarovski, Paris 9<sup>e</sup>) trouvent un véritable soutien, aussi bien au niveau financier qu'au niveau de l'opinion publique. Cette grève durera, si tous les révolutionnaires conscients organisent le soutien, tant que le directeur n'aura pas cédé.

# TANT PIS POUR EUX

« Nous sommes des démocrates... Nous ne voulons pas troubler la sérénité du déroulement de la campagne électorale... » Voilà en substance, ce que déclarait Georges Ségué au micro d'un poste périphérique, peu de temps avant la Journée dite d'action du 26 octobre. Singulier propos dans la bouche d'un dirigeant syndical, digne des traditions les plus réformistes et que Jouxhaux n'eût pas désavoué. Mais cela enlève toute équivoque à l'esprit dans lequel sont organisées ces pseudo-journées d'action.

Déjà, en juin dernier, les journées du 7 et du 23 répondaient au même objectif, alors que se déroulaient des mouvements revendicatifs remarquables par leur combativité et leur caractère de masse (Joint Français à St-Brieuc, Nouvelles Galeries à Thionville, Girosteel au Bourget, etc.).

En octobre, ce sont les mêmes mots d'ordre qui ont été mis en avant : le salaire minimum interprofessionnel à 1 000 F et la retraite à 60 ans. Ces mots d'ordre sont peu mobilisateurs, et ce n'est pas un hasard ! Au train où vont les choses, la hausse du coût de la vie reconnue par les organes du pouvoir et du patronat eux-mêmes, aura vite fait de ramener à son caractère dérisoire la revendication des 1 000 F. Son obtention dans de telles conditions n'aura pas augmenté d'un iota le pouvoir d'achat des catégories les plus pauvres. Bataille électorale pour bataille électorale, le pouvoir a porté le SMIC à 4,55 F de l'heure, quelle dérision !...

Quant au mot d'ordre de retraite à 60 ans, c'est une aspiration légitime et justifiée de la classe ouvrière. Mais, la encore, la législation récemment adoptée sur la retraite anticipée, marque le caractère limité que peut revêtir l'action telle qu'elle est envisagée par les états-majors syndicaux.

Dans ces conditions, personne ne peut s'étonner que la journée du 26 octobre, pourtant organisée en commun par la C.G.T. et la C.F.D.T., ait été marquée par la médiocrité des résultats. Ceci est à mettre à l'actif des travailleurs dont la combativité n'a pas été entamée.

Bien au contraire. Depuis la rentrée, on assiste à une multiplication des mouvements issus de la base, auxquels les préoccupations électorales sont totalement étrangères.

Huit semaines de grève chez Big Dutchman à St-Carreuc. Les ouvriers obtiennent 50 centimes de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> octobre.

A la bometerie Corlay près de Lorient, les ouvrières en grève illimitée.

Chez Berliet, à Vénissieux, les mouvements se succèdent.

Les mineurs de potasse, en Lorraine, sont entrés dans leur troisième semaine de grève.

Aux Kaolins, à Plemet, les ouvriers, dans leur septième semaine de grève, organisent une manifestation de soutien avec 2 000 personnes.

Les cheminots poursuivent leurs actions entamées depuis la rentrée.

A la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine, les mouvements se succèdent depuis le 30 octobre.

Au port de Dunkerque, grève des écluseurs.

Chez Malvesi-Communex, à Narbonne, grève illimitée à partir du 5 octobre.

Ce ne sont pas les seuls exemples.

Il est réconfortant de constater que la classe ouvrière poursuit son combat et développe ses luttes avec une « sérénité » que troublent de moins en moins les journées d'action bidon et les soucis électoraux.

Jamais, peut-être, autant que le 26 octobre, le caractère rituel du défilé de la Nation à la République n'a été autant marqué. Si ça continue on ne verra plus, à ces véritables processions, que les cadres syndicaux.

Et ce sera un bien. Car les véritables luttes se situent au niveau des décisions prises par les ouvriers, sur le lieu de leur travail, et contrôlées par eux. Ce sera un bien, car la volonté de lutte pour *changer la vie* est bien plus importante que le souci de messieurs les électoralistes. Ce sera un bien, car les combats doivent aller et front en se développant sans que les journées-souppes puissent servir de dévoiement pour briser l'élan et casser les mouvements du noyau dur du prolétariat !

Les mouvements décidés par les travailleurs dans chaque entreprise, dans chaque atelier, à partir de leurs aspirations particulières, ne sont pas en contradiction avec un mouvement d'ensemble. Au contraire, il y prépare la classe ouvrière en permettant l'initiative créatrice, en forgeant leur unité véritable, en développant l'expérience.

C'est dans ces luttes que les meilleurs et les plus combattifs deviennent les véritables cadres du prolétariat.

C'est le développement et l'intensification de ces luttes qui créeront les conditions d'un véritable mouvement de masse. Tant pis pour « leur sérénité ».

Pierre SIMON.

# BRETAGNE : Contre les seigneurs

## LES PETITS SEIGNEURS BRETONS DU CAPITALISME

Les Côtes-du-Nord sont devenues cette année le thermomètre social de la Bretagne. Forts du succès de leurs camarades du Joint Français, les travailleurs bretons dans leur ensemble ont compris qu'une lutte dure pouvait être menée avec succès contre un patronat de choc, jusqu'ici tout puissant dans un pays notoirement sous-industrialisé où la possession d'un emploi a longtemps été considérée comme un privilège.

Les luttes en cours à Big-Dutchman de Saint-Carreuc et aux Kaolins de Plémet démontrent actuellement que tout est possible pour peu que les travailleurs bénéficient du soutien populaire. Le 5 septembre, les travailleurs de Big-Dutchman déclinent la grève illimitée. Le 25, c'est au tour des ouvriers des Kaolins de Plémet. Les premiers revendiquent une augmentation horaire de 55 centimes, une prime d'ancienneté, une prime de fin d'année et une révision du montant des frais de déplacement ; les seconds 80 centimes, le treizième mois, des primes pour ceux qui travaillaient de nuit et les jours fériés. A Saint-Carreuc, le mouvement mobilise 50 personnes, à Plémet 120 des 140 travailleurs de l'usine sont en grève.

o fait ses armes ailleurs qu'en Bretagne. Ces nouveaux notables, forts du sacrifice qu'implique selon eux l'implantation industrielle en Bretagne, usent volontiers du chantage. Récemment, le directeur des Abattoirs de Collinet, Gilles, a menacé de licencier 50 travailleurs parce qu'il avait été condamné pour avoir pollué les eaux de la Rrance.

A Saint-Carreuc, on ne s'est pas contenté de menaces. Le département monté a été fermé. Ordre de la direction générale. Ce qui prouve ou bien que M. Trémel a tort de se prendre pour un homme important puisqu'il ne dispose d'aucun pouvoir, ou bien qu'il n'a pas voulu mettre tout son poids dans la balance pour empêcher une telle décision.

### LE PAUVRE SEQUESTRE DE PLEMET

Aux Kaolins, c'est autre chose. D'abord sur le plan des conditions de travail où il reste énormément à faire. Le gros ennemi : la poussière, avec les cas de silicose qu'elle entraîne fatalement. Ensuite, sur le plan de la lutte. Ici, pas (encore) de licenciements, mais un patron buté qui a porté plainte pour séquestration parce que les grévistes ont bloqué l'entrée de l'usine, ce qui l'a condamné



### UN SAUVEUR NOMME TREMEL

Big-Dutchman France est une filiale de Big-Dutchman International dont le siège est en Hollande. Elle vend du matériel automatique d'élevage agricole et porcin. Le travail de montage demandé au personnel est simple, ce qui, dans la logique du système capitaliste, suffit amplement à justifier une politique de bas salaires. La féodalité règne encore ici dans l'esprit de certains. Trémel, le directeur, n'est-il pas le bienfaiteur ? N'a-t-il pas créé à Saint-Carreuc, sa commune natale, quelques dizaines d'emplois, alors que son dynamisme personnel lui aurait permis de « réussir » bien mieux dans la région parisienne ou à Marseille ? Ne lui arrive-t-il pas d'embaucher, simplement pour rendre service ? Le fait qu'il soit premier adjoint de la commune ne prouve-t-il pas le bien qu'il veut à ses concitoyens ? Ces propos sont ceux de élus réactionnaires locaux qui ajoutent : « Avec toutes ces grèves, quel industriel viendra encore s'installer en Bretagne, » A Big-Dutchman, Trémel avait pourtant pris toutes les précautions, son bras droit et homme de main, Nivet, est un ancien militaire enclin à penser qu'il convient de mater tous les mécontents qui empêchent la nouvelle société de se faire.

1<sup>er</sup> novembre : dans la nuit de mardi à mercredi, comme la semaine dernière, les Services d'action civique (S.A.C.) ont recommencé leurs collages très nombreux dans toute la commune, et mis des bombes sur des habitations de Saint-Carreuc. Là où des gens avaient écrit : « Trémel kollabo » (Trémel a été un collaborateur des Allemands pendant la dernière guerre), ils ont ajouté : « Bravo ! » Ils ont également ajouté : « Tenez bon, Trémel, nous sommes avec vous », et puis : « Big-Dutchman = travail ».

Au paternalisme des notables de type plévéeniste, succède aujourd'hui celui des self-made-men revendus au pays pour rendre service à leurs compatriotes nécessiteux. Tout ça, on vient de le voir, avec l'aide d'une maîtrise musclée étrangère qui



à rester à l'intérieur d'une enceinte de 5 000 m2 mais avec maison d'habitation, pièce d'eau, etc. « Avec 80 centimes d'augmentation, explique Jean Lefoucheur, secrétaire de l'U.D. C.F.D.T., les gars des Kaolins n'atteindront même pas, à l'embauche, le niveau de leurs voisins de chez Ollida à Loudéac (5,18 F) où on ne roule pourtant pas sur l'or. Alors, vous comprenez, les difficultés économiques, d'accord. Mais, d'une part, on demande à voir et, d'autre part, cette politique de bas salaires, personnes n'en veut plus. »

30 octobre, Guidel (56) : les ouvriers de l'entreprise de bonneterie Orly ont commencé leur deuxième semaine de grève. Leurs revendications portent sur l'amélioration des conditions de travail (aménagement des horaires, sur la baisse des rendements et sur un salaire minimum de 900 F).

De nouveaux Joint Français ? Oui et non. Non, si on compare la structure des entreprises et si on tient compte de l'aspect régional du problème soulevé par le conflit du Joint. Oui, si, au-delà de cet aspect régional — qui a permis aux notables de récupérer une partie du mouvement —, on envisage la question comme elle doit être envisagée : sous l'angle du mode de production.

SOCIÉTÉ A DES KAOLINS  
ET PRODUITS REFRACTAIRES  
DE BRETAGNE — PLEMET  
N° S. S. EMPLOYEUR : 313.22.183.0001. A 00  
COMMISSIONS VERSÉES A URSSAF  
SAINT-BRIEUC

PÉRIODE			
NOMBRE HEURES			
NOMBRE	TAUX	MONTANT	
196	4,23	829,23	
NOMBRE HEURES			
NOMBRE	TAUX	MONTANT	
196	4,23	829,23	
HEURES ÉLÉMENTAIRES			
22	25 %	5,46	
HEURES SUPPLÉMENTAIRES			
22	50 %	10,92	
TOTAL HEURES			
218		16,38	
TOTAL RETENUES			
NET	AVANCES	SALAIRE BRUT	
956,42	54,00	1.010,42	
NET A PAYER (1.010,42 - 54,00 = 956,42)			
PROFESION : OSI (1.010,42)			

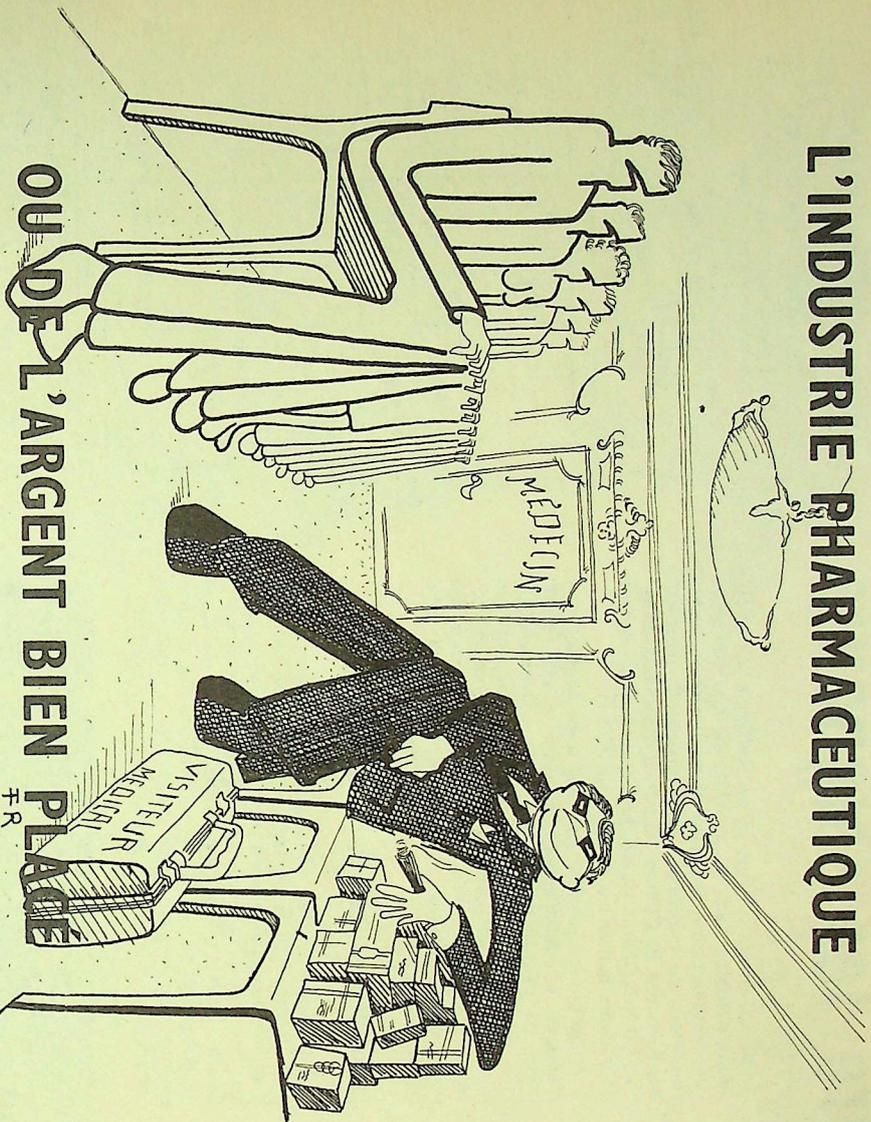
A Saint-Carreuc, le travailleur breton est exploité par un patron breton. Parce que c'est la loi du régime capitaliste, qui veut que la main-d'œuvre soit payée en fonction des besoins du marché et non du travail accompli. Parce que c'est la loi du capitalisme de fermer la boutique lorsque les bénéfices ne sont plus suffisants. Alors, apparaît clairement l'absurdité du langage de ceux qui voudraient faire croire que leur préoccupation essentielle est de donner du travail à leurs semblables.

Des grévistes des Kaolins et de Big-Dutchman de Plémet et Saint-Carreuc (Côtes-du-Nord) se sont rendus mardi 31 octobre aux portes des usines Renault à Billancourt pour expliquer leurs luttes et appeler à la solidarité. Une collecte a été faite dans un drapeau breton.

En un sens, le mouvement de solidarité qui s'est développé autour de ces deux conflits est plus important politiquement que celui qui s'est développé durant la grève du Joint. Qui s'est intéressé à Plémet et Saint-Carreuc avant que n'éclatent les événements actuels ? Qui peut prétendre que ces événements sont suffisamment importants pour que se cristallisent autour d'eux le mécontentement des Bretons, qui serait une sorte de mécontentement diffus, indépendant du système dans lequel nous vivons ?

On ne peut se contenter de poser le problème en termes de disparités de salaires et d'industrialisation manquée. Ces disparités, cette industrialisation manquée ne sont jamais que des conséquences. Les causes, elles, résident dans les structures d'un régime basé sur l'exploitation des travailleurs par ceux qui possèdent le capital. Que les uns et les autres puissent être Bretons n'est qu'un hasard.

# L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE



La thérapeutique devrait être comme l'ensemble de la médecine, un service public.

Elle constitue actuellement une sorte de fromage que se partage un groupe semi-parasitaire aux dépens de l'intérêt général.

## L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE DETIENT UN QUASI MONOPOLE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA THÉRAPEUTIQUE.

Soigner en vue de guérir constitue le but ultime de l'activité médicale...

Mais qui apprend aux étudiants en médecine et aux médecins quels sont les médicaments efficaces et comment les manier dans chaque cas particulier ?

### Essentiellement les visiteurs médicaux.

C'est parce que :

— Le cours de thérapeutique, lui-même orienté (voir ci-dessous), ne dure que quelques mois et s'étiole rapidement dans le temps ;

— Surchargés de travail, médecins et étudiants lisent peu les articles thérapeutiques, et écoutent peu les communications faites à des congrès sur ce genre de sujet ;

— Enfin, le recyclage officiel — enseignement post-universitaire — jouit d'une impopularité solide et généralement méritée.

Par contre, les délégués médicaux sont très actifs (1) :

— Visites aux médecins, un peu plus d'une par jour ;

— « Enseignement » attrayant, rapide, simplifié à l'extrême, par un corps enseignant hypercourtois, sympathique, patient, souvent intelligent ;

— Soutien des arguments oraux par des campagnes directes écrites, insérées dans les revues professionnelles, ou adressées par la poste ;

— Appui de ces mêmes arguments par de luxueuses brochures qui tendent à donner confiance (même si elles ne sont pas lues, leur allure sérieuse peut impressionner) ;

— Démonstration reprise dans un joli stand par le même garçon ou la même fille à l'occasion de manifestations scientifiques.

Tout cela est omniprésent, admirablement coordonné par la direction du marketing.

— En primes facultatives : séances de films scientifiques, jeux-concours avec prix, dîner-débats organisés par l'inévitable visiteur médical devenu à force de patience un véritable « copain » (fréquence du tutoiement entre médecins et vieux visiteurs passant depuis des années).

L'influence des « grands patrons » est censée contre-balancer l'influence de ce déluge d'informations fournies par l'industrie.

Comment ?

— Par leurs cours thérapeutiques ;

— Par leurs conseils aux internes et aux externes ;

— Par leurs ordonnances souvent recopiées avidement par leurs correspondants ;

— Par leurs articles thérapeutiques, leurs communications à des congrès.

Mais il faut savoir que les enseignants font presque tous des « expertises » de médicaments payés par les firmes entre 5 000 et 15 000 F (jusqu'à 30 000 F pour un grand leader national !).

Ils se voient offrir des voyages pour des congrès, la production gratuite de leurs films scientifiques, des ouvrages pour leur bibliothèque, des subventions désintéressées pour leurs recherches.

Dans ces conditions, les plus intégrés voient leurs prescriptions et leur enseignement gauchis en faveur des grands

laboratoires — les plus généreux — dont ils connaissent personnellement médecins conseils et directeurs. Ils sont tentés de privilégier les grands produits qu'on leur a confiés en expertise, même s'il s'agit de spécialités discutables.

Enfin, il faut souligner le fait qu'eux aussi connaissent très peu de produits par essais systématiques personnels. Pour beaucoup de nouveautés, ils doivent se faire une opinion après lecture de la brochure et audition du visiteur médical. Le jugement, favorable ou défavorable, qu'ils émettent au bout du compte dépend bien peu des qualités réelles du produit.

Et pourtant, le message parvient au praticien par le canal prestigieux du « patron », ce qui lui donne un poids considérable.

### UN ENSEIGNEMENT FALLACIEUX

L'enseignement pharmaceutique fourni par l'industrie pharmaceutique est commandé par des impératifs strictement économiques très coûteux, il s'avère cependant de mauvaise qualité.

Environ 900 millions de francs sont consacrés à la « mise à jour permanente des connaissances thérapeutiques du médecin », selon la formule de la Chambre syndicale de l'industrie pharmaceutique.

Cette somme est répartie entre les différents fournisseurs qui parasitent les laboratoires : agences de publicité, revues médicales (un numéro de la plus lue d'entre elles revient environ à 40 000 F et contient 400 000 F de publicité), d'où la possibilité d'offrir aux abonnés, trois fois par an, des « petites annonces gratuites ».

Il apparaît évident qu'avec ce même argent, il serait possible d'assurer un enseignement post-universitaire médical de bonne qualité, tout en dégageant des sommes importantes à d'autres fins.

**Cet enseignement s'avère peu efficace, et, de plus, bien souvent, les conseils prodigués par les visiteurs et les brochures sont contradictoires.**

Les démonstrations sont souvent fallacieuses.

Le visiteur médical a reçu comme consignes : — Utiliser largement l'argument de prestige : « Notre grande maison... Le professeur X... en est ravi... » (Il s'agit en fait de vingt cas réunis par un externe de son service, et pour lesquels il a touché 1 million.)

Les laboratoires poussent enfin à la consommation.

« Posologie à augmenter... A rajouter en fin d'ordonnance S.V.P. »

Si ce ne sont pas exactement les termes employés, c'est l'esprit.

**Cet enseignement est commandé par des impératifs purement commerciaux.**

En régime d'économie libérale, une entreprise industrielle se donne pour objectif de réaliser par tous les moyens légaux une croissance rapide de son chiffre d'affaires (elle peut, par exemple, décider qu'elle doit doubler son chiffre d'affaires tous les quatre ans).

L'industrie pharmaceutique obtient rigoureusement à cette logique. Elle va donc recourir à différents procédés, soit communs à toutes les entreprises capitalistes, soit qui lui sont propres.

**Élimination progressive des produits qui valent moins de 4 à 6 F la boîte, et qui ne sont pas rentables.**

**Création de pseudo-nouveautés.**

**LA COURSE AU FRIC**

**Analyse fine des motivations du médecin (le client).** Les services du marketing pratiquent la mise sur cartus

perforés du corps médical, hiérarchisant les clientèles en fonction du chiffre d'affaires présumé et des habitudes de prescription ; les praticiens sont ainsi répartis en trois à cinq catégories selon les fichiers.

De plus, une fiche médicale. Elle doit comporter : la jour par le visiteur médical et exploiter les manies Faculté d'origine (pour dépister et exploiter les manies thérapeutiques locales), les amis médecins, les patrons pré-férés, toutes choses susceptibles d'orienter la prescription. **Manipulation du prix des substances de manière à arriver à une rentabilité maximale.** Bien qu'important, la progression rapide du chiffre d'affaires n'est pas tout.

Il importe d'obtenir des marges bénéficiaires très élevées.

La cuisine se situe là bien loin du visiteur médical, au niveau des directeurs des entreprises.

Les substances nouvelles n'ont par définition pas de prix. Certaines maisons étrangères peuvent ainsi vendre le même produit 1 F le gramme en France (même modeste) et 29 F le gramme en France (même marge + 28 F).

**A QUOI SERVENT LES FONDS QUE PERMET DE REUNIR CETTE ORGANISATION DE LA THÉRAPEUTIQUE ?**

Payer très largement leurs cadres à tous les niveaux. Salaires mensuels de l'ordre de 20 000 F pour un directeur, 10 000 F pour un « bon médecin » ou un pharmacien, 3 000 à 6 000 F pour un visiteur médical patenté, un ingénieur, un chercheur scientifique.

Seuls les ouvriers et les ouvriers sont payés à l'heure de façon décente, mais sans plus.

D'où la possibilité de grèves à ce dernier niveau hiérarchique, les niveaux plus élevés étant bien aliénés au système, dont ils ignorent du reste plus ou moins les turpitudes, en dehors du groupe de direction proprement dit.

**Construire des sièges sociaux luxueux.**

**Financer des usines prestigieuses et de beaux laboratoires de recherche.**

Malheureusement, les chercheurs, aiguillés vers des axes de travail commerciaux, ne « rendent » pas à la mesure de leur talent. Ils seraient mieux employés à tenter de combler les vrais trous de l'arsenal thérapeutique (traitement étiologique du cancer, et des rhumatismes, etc.).

**Ambidex Image un peu falsifiée de cette industrie.** Par diverses activités de bienfaisance : films scientifiques, subventions désintéressées (aux centres universitaires de recherche), prix et bourses en faveur de futurs praticiens désargentés, etc.

**Gaspiller, enfin, énormément d'argent dans une gestion souvent archaïque et toujours « relaxe ».**

Principe général : peu importer les sorties puisque les rentrées sont tellement faciles à accroître.

**QUELLE EST L'ORIGINE DE CETTE PUIE D'OR** Bien sûr, en dernière analyse, ce sont les travailleurs qui financent.

Mais le circuit économique un peu tordu rend la chose discrète.

Mais la machine sait ce qui se passe et ne manque pas de stimuler à n'importe quel prix le médecin. Qu'est-ce que 90 milliards d'anciens francs de « publicité-information scientifique » pour entretenir et accroître rapidement un marché total de 600 milliards d'anciens francs ?

15 % du chiffre d'affaires total de l'industrie pharmaceutique en publicité.

Prenons un exemple : la réglementation de la publicité. Il existe un texte législatif dû à M. Jeanneney, interdisant toute illustration non indispensable à l'argumentation scientifique en faveur du produit.

Mais :

— Une dérogation a été immédiatement obtenue par les périodiques médicaux très puissants en haut lieu ;

— Appliquée quelques mois, la loi est maintenant tombée en désuétude, comme le montre la nature des courriers médicaux actuels.

### DES SOLUTIONS RADICALES

**Seules seront efficaces les solutions radicales, révolutionnaires.**

Quelques principes généraux peuvent être dès maintenant retenus :

— La thérapeutique médicamenteuse est un service public de base, comme l'enseignement, la S.N.C.F. ou les P.T.T., elle doit être organisée par l'Etat ;

— La vraie recherche scientifique doit être centrée essentiellement sur les « gaps » thérapeutiques : cancer, rhumatisme, etc. Financée par la population qui bénéficie de ses progrès, elle doit être contrôlée par les représentants de la ladite population ;

— Il importe que les médecins soient informés rapidement et honnêtement des progrès constants de la recherche : nécessité absolue d'un recyclage permanent coûteux qu'il ne l'est actuellement ;

— Il faut que les gens qui travaillent dans l'industrie soient payés normalement, sans plus ;

— Quant aux capitalistes, partiellement inutiles, en raison de l'autofinancement, on doit les supprimer ;

**Cela dit, il est loin d'être prouvé qu'une simple nationalisation, le reste du système étant maintenu tel quel, puisse constituer une solution valable.**

Tout se tient.

À la médecine commerciale, à l'acte (on vend des actes médicaux comme on vend des salades, plus on en vend, plus on est riche), correspond une information scientifique-commerciale absurde et ruineuse.

Au même ensemble appartiennent les hôpitaux hiérarchisés, inhumains, souvent minables, les cliniques hôtels-royaumes des mauvais soins, les pharmaciens rentiers, etc. C'est tout l'appareil de la Santé publique qui doit être démolie de fond en comble ; mais... la santé n'ira pas sans le reste !

# La Solidarité du capital

## LA REPRESSION AU PORTUGAL

Les changements intervenus dans le personnel politique portugais à la suite de la disparition du professeur Salazar, n'ont rien changé aux structures de l'oppression et du combat. Mais celui-ci a acquis des formes nouvelles, surtout à partir des grandes grèves de 1968 : celle de la Lisnave (chantiers navals) a mobilisé plus de 5 000 travailleurs, tandis que celle des transports collectifs de Lisbonne a assisté à une résistance originale et efficace : les employés des transports ont assuré les transports, tout en refusant de contrôler ou de vendre les titres de transport.

Ce mouvement s'est renforcé à partir de la fin de l'année 1970, avec une série d'actions armées visant des objectifs stratégiques importants : des bases aériennes, des bateaux destinés au transport des troupes ou du matériel de guerre pour les colonies, le commandement de l'O.T.A.N., des entrepôts de munitions ou de matériel.

— Mars 1971 : l'action armée contre la base d'Alverca, s'est soldée par la destruction de 13 hélicoptères Alouette, 1 hélicoptère géant SA 330 et d'autres appareils militaires.

— Juin 1971 : sabotage du matériel militaire destiné à la guerre coloniale emmagasiné dans le port de Lisbonne.

— Juin 1971 : destruction du centre de télécommunications et aussi d'une base secrète de l'O.T.A.N.

— Novembre 1971 : sabotage d'une batterie de canons à Barreiro (centre ouvrier de la péninsule de Setúbal).

— Juillet 1972 : destruction d'une quinzaïne de ca-mions Diesel Berliet, à Olivais, dans la proche banlieue de Lisbonne, lors de la visite officielle de Giscard d'Estaing au Portugal.

Ces actions sont nécessairement accompagnées d'une répression accrue, la police politique ne parvenant pas à liquider ces groupes politiques. Bien au contraire, il ne font que se multiplier, rendant toujours plus instable le pouvoir en place. Ainsi, et contrairement à ce que pensaient nombre d'hommes et d'organisations politiques, le régime du prof. Caetano est aussi répressif que celui du prof. Salazar. Les prisons politiques sont devenues à craquer, et les méthodes de la police politique sont toujours aussi brutales. La torture du sommeil est l'arme privilégiée de cette police qui ne refuse cependant pas de recourir aux méthodes moins scientifiques des passages à tabac. Cela n'empêche cependant pas des actions sans nombre, qui se développent partout, dans les usines, les quartiers, les syndicats, les coopératives, les prisons, les universités, l'armée...

— Du 7 au 10 février 1972 : grève des ouvriers de la Grundig à Braga (Nord du Portugal), avec occupation d'usine et expulsion des agents de la PIDE (police politique) et PSD (police de sécurité politique, dont le rôle confond la gendarmerie, les CRS et la police judiciaire), qui sont venus les déloger. Les travailleurs, unis et décidés à lutter, ont obtenu une importante augmentation de salaire : 75 % pour les femmes et 50 % pour les hommes.

— 27 février 1972 : d'importantes manifestations de rue contre la guerre coloniale.

— 15 avril 1972 : 10 000 personnes manifestent contre l'augmentation du coût de la vie (40 % depuis 1969) et contre la guerre coloniale (qui dure depuis 11 ans) à Porto. La police charge brutalement blessant plusieurs manifestants, dont une centaine est arrêtée. 20 policiers sont blessés.

— 1<sup>er</sup> mai 1972 : un communiqué du ministère de l'Intérieur, publié la veille, interdisait toute manifestation. Malgré l'apparat de l'appareil répressif, il y a eu diverses manifestations, en particulier à Moscovide (banlieue de Lisbonne).

— 6 mai 1972 : à Alcátara (quartier ouvrier de Lisbonne), un groupe de ménagères attaquait les bouche-ries pour protester contre l'augmentation du prix de la viande.

— 6 mai 1972 : 700 étudiants et associés des coopératives manifestent à Lisbonne aux cris : « Guerre du peuple contre la guerre coloniale », « Luttes contre le coût de la vie », « A bas le fascisme ». 17 manifestants sont arrêtés.

— 11 mai 1972 : les étudiants de l'IST (Institut Supérieur Technique, la première école du génie portugaise) manifestent dans la rue et avec la participation de la population attaquent les vitrines de plusieurs banques. Trois étudiants et un lieutenant de l'armée sont arrêtés.

— 16 mai 1972 : Les étudiants de l'IST protestent contre les arrestations et les brutalités policières et occupent le bureau du directeur, qui demande l'intervention de la police. Celle-ci charge, blessant 20 personnes et arrête 20 autres dans l'après-midi. Après cette charge, les étudiants vont se rassembler à l'Institut Supérieur des Sciences Economiques et Financières.

La police intervient avec une très grande brutalité, lâchant plusieurs chiens policiers spécialement entraînés à mordre les manifestants : une fille aura un bras arraché

par les chiens, des étudiants seront obligés de sauter par les fenêtres. Plus de 80 étudiants sont hospitalisés et 8 sont arrêtés.

Le ministre de l'Education Nationale essayera de démissionner, mais sa démission est refusée par le Conseil des Ministres et il reprend son portefeuille.

— 19 et 24 mai 1972 : manifestations à Lisbonne contre la répression : 30 travailleurs, employés et étudiants sont arrêtés.

— 31 mai 1972 : Un communiqué de la police politique (DGS) annonce le démantèlement de plusieurs organisations révolutionnaires, après la découverte d'armes, d'explosifs et de propagande révolutionnaire. De nombreuses arrestations.

— 11 juin 1972 : un commando révolutionnaire attaque un entrepôt à Algarve et réussit à s'emparer de quelques dizaines de kg d'explosifs. Dans un communiqué, la Police invite la population à dénoncer tout individu suspect.

## LA PART DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Ces actions dénoncent la situation de crise du Portugal, ressentie par la classe ouvrière non seulement au niveau des salaires, mais aussi dans le cadre des obligations militaires. En d'autres mots : la guerre coloniale est devenue l'axe de la vie portugaise, et aucune astuce politique ne parvient à déguiser cette vérité fondamentale. Ainsi, toute action — grève ou manifestation — est forcée de mettre l'accent sur cette donnée. A cela il y a deux réponses : l'une donnée directement au Portugal, dont nous venons de voir les axes principaux, la seconde à l'étranger, et notamment en France. En fait, l'émigration attaquée non seulement la domination du capital, en raréfiant la force de travail, mais empêche la continuation de la guerre coloniale. Les quelques milliers (70 000 à ce jour) de déserteurs et d'immigrants, manquant terriblement à l'appel, le Portugal ne pouvant pas dépasser le nombre de mobilisés actuels (environ 140 000), sans mettre en péril la structure même du pouvoir.

Le gouvernement portugais, au prises donc avec le manque de force de travail, mais aussi aux prises avec le manque de soldats, était forcé de trouver une solution à la fois rapide et efficace. Le raisonnement des responsables portugais a été simple et direct : nous sommes de bons clients de la France, il faut que le gouvernement français nous aide à trouver une solution à ce problème. Autrement, nous irons chercher ailleurs les marchandises que la France nous vend, et nous demanderons ailleurs les capitaux français investis chez nous. La visite du ministre des affaires étrangères portugaises en France en 1971, et celle de Valéry Giscard d'Estaing à Lisbonne il y a quelques jours, répondent à cette double inquiétude : assurer le commerce Français pour le Portugal et développer les investissements français tant au Portugal que dans les colonies portugaises. La contre-partie a été obtenue par le gouvernement portugais : il deviendra de plus en plus difficile d'être déserteur ou insoumis en France.

C'est ainsi qu'on assiste ces derniers temps au renforcement de la répression en France sur les travailleurs portugais. Les tracasseries administratives classiques, représentées par la carte de séjour, la carte de travail et autres papiers, sont devenues encore plus difficiles à régler. Surtout, les autorités françaises refusent ces documents à tous les jeunes portugais n'ayant pas accompli leurs obligations militaires, qu'ils soient déserteurs ou qu'ils soient insoumis. En même temps, les déserteurs portugais se voient refuser systématiquement le statut de réfugiés politiques, bien que leur action soit essentiellement politique. En d'autres mots, les tracasseries administratives, qui étaient un des volants du contrôle policier sur les étrangers, sont devenues une forme répressive essentiellement politique après les accords passés avec le ministre des affaires étrangères (Rui Patrício) en 1971.

Le gouvernement portugais veut obtenir le retour au Portugal de ces 70 000 jeunes. A ce prix, la France, qui participait déjà à la guerre coloniale en vendant des armes destinées à la contre-guerilla, comme c'est le cas des hélicoptères, qui assurent aux Portugais le contrôle du ciel en Guinée comme en Angola et au Mozambique, ou en participant au financement de quelques-unes des grandes opérations économiques et techniques coloniales (construction de Cabora Bassa, au Mozambique, par exemple), est en train de participer encore plus directement à la guerre : elle se doit de fournir au gouvernement portugais quelques milliers de jeunes par an. En d'autres mots, la France devient une base de la guerre coloniale menée par Caetano et le capitalisme multi-national.

La répression portugaise ignore d'ailleurs de plus en plus les frontières. Les militants portugais habitant en France sont victimes d'opérations policières menées par des policiers français assistés de policiers portugais, qui ont souvent l'air de diriger les opérations. De même, des militants ayant des rapports avec d'autres militants

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM (M., Mme, Mlle) .....

Prénom .....

Adresse : Rue .....

Ville .....

Département ou pays .....

Je joins à ce bulletin mon règlement par chèque bancaire, mandat, chèque postal, que je retourne à

« L'IDIOT INTERNATIONAL » - N.P.P., 56, rue des

Hales, Paris-20<sup>e</sup> - France.

Date .....

Signature :

un an : 60 F

France : six mois : 33 F

un an : 75 F

Etranger :

arrêtés au Portugal, sont convoqués par la Police française. C'est là une pratique fort courante et dont tout indique qu'elle devra s'aggraver dans les mois qui viennent : la police française ayant demandé au gouvernement portugais de renforcer le nombre des policiers portugais travaillant en France. C'est dire que la police française abandonne à la police politique portugaise le contrôle des neuf cent mille portugais travaillant en France.

Si cela ne nous surprend pas de la part de Raymond Marcellin, dont la thèse de droit, soutenue en 1941, faisait l'éloge de Salazar et de son corporatisme, il est de notre devoir d'alerter l'opinion sur ce changement de la structure de la répression en France et que si elle s'adresse essentiellement, dans un premier temps, aux militants portugais, doit devenir bientôt une règle générale. En fait, la complicité des polices précède celle des affaires. Mais elle est à la base de toute répression accrue. Les militants portugais, comme les militants espagnols, forment aujourd'hui la première ligne du combat. Il s'agit d'empêcher les gouvernements ibériques d'exporter en France leurs systèmes répressifs. Mais il s'agit aussi de sauver les militants portugais de tomber dans les mains de la police politique.

Au mois de mai dernier, la police politique portugaise lâchait ses chiens contre les étudiants et les manifestants, faisant des blessés et procédant à de nombreuses arrestations.

Le 12 octobre 1972, la PIDE/DGS est allée plus loin encore dans ses attaques criminelles :

José Antonio Ribeiro Santos, étudiant en droit, a été assassiné par un agent de la PIDE. Un autre étudiant a été blessé.

Le G.I.R.P. ne peut que dénoncer une fois de plus cette escalade de la violence dans la répression, seule réponse du gouvernement fasciste de M. Caetano aux justes revendications des couches de plus en plus nombreuses de la population.

Il assure de son soutien la famille de José Antonio Ribeiro Santos, les étudiants en lutte et tous ceux pour qui, au Portugal, le combat continue contre le fascisme et le colonialisme.

Parce qu'il faut que ces crimes cessent, le G.I.R.P. renouvelle son appel de soutien.

120 rue H.-Littolf, 92 - Bois-Colombes

G.I.R.P.

# La cause des peuples

par Jean-Edern HALLER

sortira le 25 novembre

aux Editions du Seuil

# RÉVOLTES A FLEURY-MÉROGIS

Le 26 octobre 1972, nous lisons dans la presse du soir :

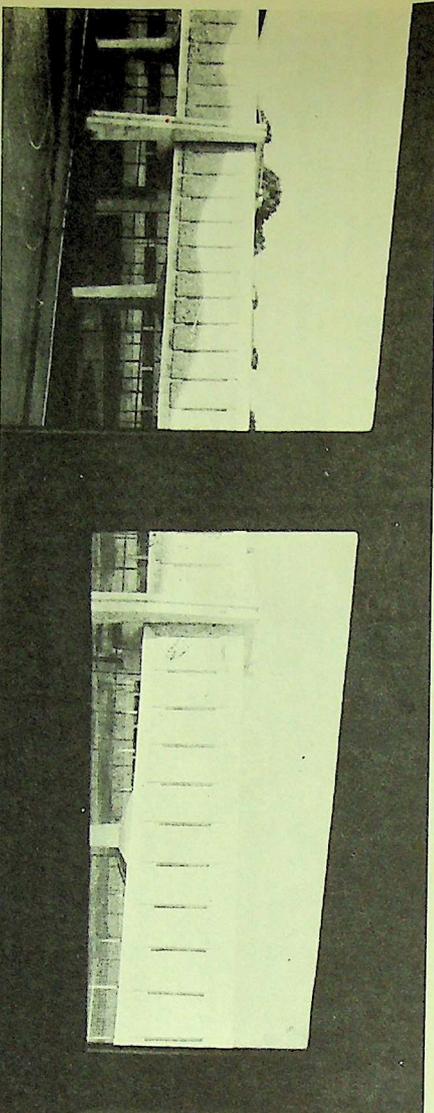
- » Une très vive effervescence a régné en fin de matinée, ce mercredi 25 octobre à la prison de Fleury-Mérogis (Essonne). Quatre-vingt-dix détenus ont refusé de regagner leurs cellules au terme de la promenade. La direction de l'établissement pénitentiaire a fait appel à un escadron de la gendarmerie mobile.
- » Le commandant des forces de l'ordre déclare le lendemain :
- » Ce n'est pas la première fois que nous sommes alertés.
- » Cela se renouvelle en moyenne une fois tous les deux mois dans le cas de cet établissement.
- » Les responsables — qui paraissent particulièrement inquiets — réclament notre intervention au moindre mouvement. Or, il ne se produit jamais rien de vraiment grave. Tout y est d'ailleurs si compartimenté qu'il semble difficile qu'il en soit autrement. »

## LE SCENARIO

Au moment de la fin de la promenade, les détenus restent paisiblement dans la cour de promenade sans se mettre en rang pour regagner leurs cellules. Les surveillants chefs arrivent, une discussion s'organise, les détenus indiquent leurs revendications, cependant qu'on agit devant eux à la fois les foudres du mitord et le fait qu'ils agissent contre leur intérêt et celui de leurs camarades. Au bout d'un moment, la réponse de l'administration étant habituellement une fin de non-recevoir et de non-discuter, on appelle les forces de l'ordre. Le règlement pénitentiaire dit bien que « l'on ne discute pas avec un détenu ». Devant des revendications même calmes, justifiées et réalisables, la seule discussion ne peut être donc que la force. Ensuite, on verra.

*Il semble d'après leurs dires que les forces de l'ordre ne sont pas intervenues. Les prisonniers en les apercevant au moment où elles prenaient position dans les cours, sont rentrés immédiatement sans heurts dans les bâtiments vers leurs cellules.*

On a su qu'il y avait un grand nombre de détenus envoyés au mitord. Ont-ils été tabassés, de quelle manière leurs revendications ont-elles été écoutées ou bien considérées comme manœuvres subversives? Les murs sont trop hauts pour que nous le sachions.



## LES HOMICIDES PAR CONNERIE

On se suicide beaucoup en prison ces dernières semaines. Heureusement, personne ne parle d'évasion.

Comme se plaisent à le dire bien des responsables de la Pénitentiaire : « On n'a jamais fichu à la porte un directeur d'établissement pour le suicide d'un détenu, mais pour une évasion, sa carrière est fournie. »

De Gaulle avait la « toutoute vindicative ». Après que Tenne, responsable O.A.S., se fut évadé du pénitencier de Saint-Martin-de-Ré dans une malle, il brisa la carrière du directeur de l'établissement.

Cette évasion devait avoir une autre conséquence qui se nomme aujourd'hui M. Le Corno, directeur de l'administration pénitentiaire.

En effet, à la place des magistrats qui occupaient ce poste auparavant, et plus ou moins interchangeables en tant que magistrats, de Gaulle mit des hommes sur lesquels il aurait tout pouvoir.

» De son côté, le directeur de la prison affirme : « Il s'agit d'« un mouvement d'humeur » et tout s'est terminé dans le calme. »

» Il se trouve cependant qu'il n'a pas voulu préciser les circonstances de l'incident et les raisons qui ont amené les détenus à manifester.

» Cette histoire du 25 n'était pas close puisque, dans les jours qui suivirent, d'autres troubles avaient lieu. Fleury est un ensemble de plusieurs bâtiments. Quatre sur cinq construits sont occupés par les détenus. Deux sont les bâtiments de jeunes en dessous de vingt et un ans, deux sont des bâtiments d'adultes. Trois sur quatre des bâtiments ont manifesté en refusant de rentrer. Le mercredi 25 c'était des adultes, le lendemain ce furent les jeunes et le samedi 28 ce fut le deuxième bâtiment des adultes qui refusait de rentrer de promenade.

» Que se passe-t-il dans ces cas-là ? En fait, pas grand-chose semble-t-il. Il semble aussi pour autant qu'on le sache, qu'il s'agissait de revendications portant sur la qualité des repas. »

## LES SILENCES DE L'ADMINISTRATION

Le silence de l'administration laisse tout supposer. Pourquoi se taire si l'on a bonne conscience et si l'on se sent dans son droit ? Les portes de prison sont toujours aussi closes aux témoins, aux visiteurs. L'administration oublie un peu qu'il s'agit tout de même d'un service public. Tout se passe comme s'il y avait une délégation de pouvoir faite à de petits vice-rois dotés de leur constitution personnelle. Forts de leur arbitraire apparemment, plus total, ils naviguent hors du contrôle populaire, hors du regard de l'opinion, hors de la morale habituellement acquise.

Révoltes à Fleury, révoltes ailleurs. Nous nous réjouissons de ces signes qui montrent que des hommes en prison sont encore capables de vouloir quelque chose et ne sont pas encore devenus des loques définitivement handicapées.

Pour mémoire, Fleury est une maison d'arrêt. C'est-à-dire que les détenus là-bas sont, soit des prévenus, soit des condamnés à des petites peines. On peut donc dire que ce ne sont pas des grands criminels qui se révoltent mais de petits délinquants dont rien ne prouve par ailleurs que leur place est là-bas.



# L'ANTICHAMBRE DE

## MICHEL FAUQUEUX EN C

**POUR LES VINGT-CINQ SUICIDES DE L'ANNEE, SILENCE OFFICIEL... POUR UNE EVASION SPECTACULAIRE, LA PRESSE ET LA RADIO SONT DECHAINEES ET DONNENT DES BULLETINS HORAIRES...**

Quelle différence les deux événements dans les faits d'un nous disons que l'a plus grave une é

Il y a les coupures de veines des avant-bras, parfois touchant des artères, les petits couteaux ronds à beurre qui sont donnés pour les repas, les couvercles de boîtes de bière, les éclats de verre de l'ampoule ou du globe, une dent de fourchette que l'on passe et repasse jusqu'au sang. Les moyens sont multiples.

Les strangulations sont variées : on peut se serrer la gorge avec les mains, ce qui est moins sérieux, mais aussi se pendre avec draps, lambeaux de vêtement ou fil électrique, cordelette tressée...

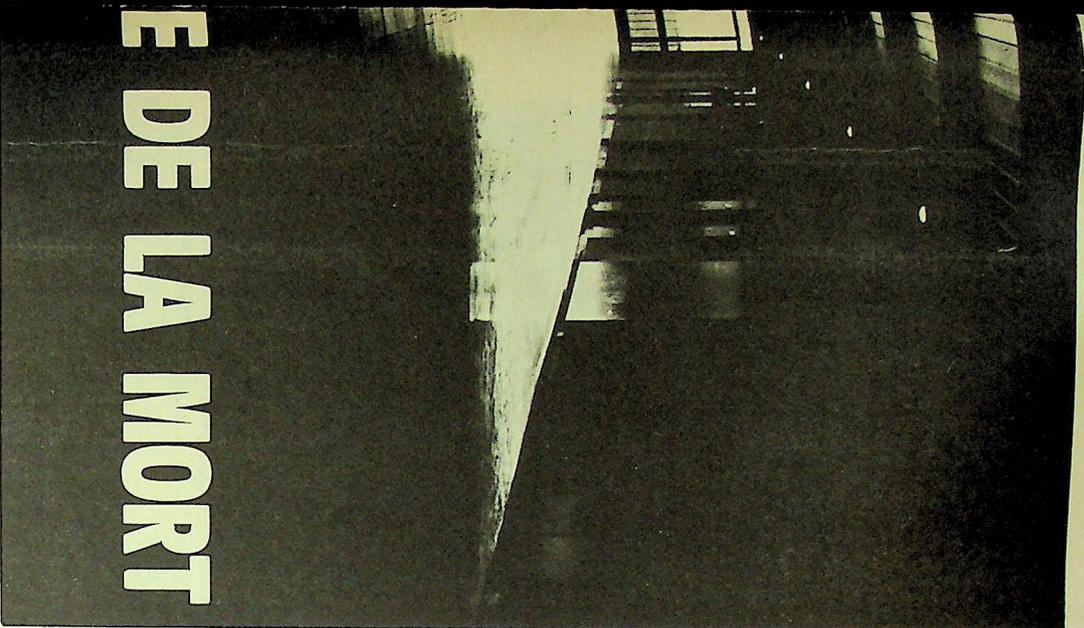
Lorsque M. Le Corno traite de haut les tentatives de suicides-« chantages », et prétend que les détenus font cela pour obtenir des avantages, c'est peut-être vrai, mais 1972 n'est pas terminé, et il y a déjà 25 morts cette année. M. le Directeur, c'est beaucoup.

Le hasard fait bien les choses, direz-vous, et aide la subversion. Mais si vos 9 000 fonctionnaires pour 32 700 détenus et 21 000 probataires aidaient un peu les détenus à vivre et à se reprendre ou lieu de les engluer de silence, de brimades et de désespoir, surtout quand les détentions sont injustifiées ; si vos employés apprenaient un peu à tendre la main au lieu de rouler des mécaniques ou de s'en foutre, impuissants quand ils arrivent à comprendre ; si, enfin, vous laissiez les éducateurs, leur boulot, sans boycott systématique ou mauvais esprit, alors, on n'aurait pas signé autant de certificats de décès bien gardés.

Vous savez bien qu'un surveillant stagiaire ou une femme de ménage de l'administration gagnent environ 1 100 F par mois, ce qui n'est déjà pas riche, alors que les médecins internes qui saleront pour faire la garde à Fleury, Fresnes ou La Santé ou ailleurs, garde qui comporte soins, urgences, consultations 24 heures sur 24, gagnent 850 F par mois.

Alors, M. Le Corno, que choisit-on, place Vendôme derrière la colonne Plevén ? La vie ou le bâton ?...

LES PAS D'



# DANS UN MONDE SANS ISSUE

## LES SURVEILLANTS

Il y a évidemment dans le nombre des surveillants des sadiques, des salauds, des faux-jetons, d'autres vertueux, mais en nombre assez comparable à ce que l'on trouve dans l'ensemble de la population. Les gardiens trop méchants, leurs collègues ne les aiment pas. Cela attire des ennuis, on les appelle « graines de flics ». Une longue enquête menée à l'école pénitentiaire avec le conseil de chercheurs étrangers à cette administration a montré que le profil psychologique des détenus et des gardiens était superposable, en tous cas au départ, et que ces courbes psychologiques étaient superposables à celles de la population en général. Nous nous ressemblons tous Messieurs Mesdames les bonnes âmes.

Il ne faut sûrement pas chercher systématiquement à détendre les surveillants mais c'est trop facile de l'accuser qu'eux et d'oublier qu'ils ne sont que les instruments aliénés d'un système qui les manipule eux aussi.

Beaucoup, surtout des jeunes, rêvaient d'un autre métier. Le plus gros recrutement se fait dans les régions sous industrialisées: Midi de la France, Corse, les provinces de l'Ouest. Avec un niveau d'études souvent très bas, quels sont les emplois possibles en restant au pays ? Pas grand chose de décent n'est possible. On n'a pas non plus envie de partir à la ville pour travailler en usine. De loin, surtout à la campagne, l'ADMINISTRATION apparaît comme un rêve de sécurité et de promotion sociale. Le salaire fixe, la retraite, les vacances, les avantages.

On essaie les concours d'entrée possibles. Il y a bien les Postes, mais c'est difficile, il faut être fort. La gendarmerie ensuite, puis les C.R.S., la police, mais il y a beaucoup de collés. Pour ceux qui ont été refusés partout, il reste au niveau le plus bas l'administration pénitentiaire qui, même en embauchant sans beaucoup de sélection (si l'on peut dire), n'arrive pas à remplir complètement ses besoins en personnel.

Quelques mois d'école pénitentiaire, un uniforme pour qu'on le distingue des détenus et parce qu'il représente l'AUTORITE, une hiérarchie terrifiante de petits chefs, terrifiés eux aussi, le surveillant stagiaire passe la porte de la détention et commence son métier. S'il est bien conforme, ne se fait pas remarquer en bien ou en mal, il sera titularisé et aura droit à la stabilité administrative de l'emploi.

Le surveillant espionnera en permanence le détenu. Une idée fixe, empêcher l'évasion de ce dernier. Tous-jours il pense à lui, cherche à s'identifier à lui, essaie d'entrer dans son jeu. Que ferait-il lui-même pour s'évader ? C'est comme cela qu'il faut surveiller, ne laissant ni un espace géographique ni un espace affectif où il pourrait se manigancer quelque chose. On essaie bien de regarder dans le derrière pour chercher des objets cachés mais c'est dans la tête qu'il faudrait pouvoir entrer ; c'est là seulement que la surveillance est bonne, à la source.

Le surveillant vit en détention ses heures de travail, souvent en plus il habite près de la prison, mange au mess avec les autres gardiens. Il arrive aussi qu'il soit marié et que sa femme travaille elle aussi à la prison. L'administration adore cela : mari et femme dans le pénitentiaire, c'est l'obéissance et le bon esprit idéal. La majorité des surveillants ne vit que dans un milieu de surveillants et ne voit presque rien d'autre.

On nous a raconté qu'à Fleury-Mérogis l'aliénation des surveillants-élèves ou stagiaires calibataires est caricaturale. Ils habitent dans l'un des bâtiments de détention tout neuf de la prison. Ce bâtiment n'a pas encore été occupé par les détenus. Ils ont chacun la même cellule qu'un détenu. Ils laissent d'ailleurs la porte ouverte car si elle se fermait, ils n'auraient pas de poignée intérieure pour l'ouvrir...

Il paraît que les surveillants qui y habitent vont être expulsés de la prison. Le scandale de surpopulation pénale est tel dans certains endroits que les bâtiments neufs, dont certains sont vides depuis plusieurs années, vont être enfin affectés aux détenus. Pour les surveillants, on construit devant la prison de splendides baraquements métalliques où ils seront logés. Ceci est une autre histoire qui rejoint celle des conditions de travail et de vie des travailleurs.

## LA CRISE PSYCHOLOGIQUE DE LA SURVEILLANCE...

Autrefois, c'est-à-dire jusqu'à maintenant, dans presque toutes les prisons de France sauf quelques établissements pour jeunes et un peu Fleury-Mérogis, on interdisait aux surveillants de correspondre avec les détenus. Un signe autre que réglementaire surpris entre le gardien et le prisonnier, comme par exemple dire bonjour ou s'inquiéter du moral, pouvait envoyer le détenu au mitard et occasionner un blâme administratif pour le surveillant.

La réforme maintenant explique vaguement aux surveillants qu'il faut changer de méthodes bien que le règlement soit toujours le même. On lui explique un peu qu'il vaut mieux parler un instant avec le détenu et donner un peu de chaleur humaine plutôt que de le laisser commettre des actes de violence désespérés contre les autres ou lui même. Les plus vieux n'y comprennent plus rien et sont très malheureux. De plus, avec les révoltes, les insolences des jeunes qui

C'est trop facile d'accuser les matons. Les juges ne font pas leur boulot, déclare, en concluant, un employé de l'administration, qui est premier surveillant, galons d'argent. Il est éccuré. L'histoire est la suivante.

6 ou 7 heures du soir : un détenu a mal à la tête. Le premier surveillant va voir.

Jean-Louis n'a pas encore vingt et un ans, l'air correct et gentil. Il est en prison depuis quatre mois et son histoire est scandaleuse. Il est marié depuis un an et demi. Sa femme est enceinte. Lui travaille comme ouvrier spécialisé chez un artisan dont il est le bras droit et gagne 1 800 F par mois, ce qui est un très bon salaire pour son âge.

Le jour de l'accouchement arrive, il conduit sa femme à la clinique. Tout ne se passe pas très bien et elle doit rester plus longtemps que prévu avec quelques complications. Le jour de la sortie arrive, il va chercher sa famille, mais pour les laisser partir, on lui explique qu'il doit régler immédiatement la note de la clinique, environ 1 950 F. Il ne dispose à ce moment-là que de 1 800 F et il s'effrite à l'idée qu'il faut tout payer tout de suite.

Il prend sa voiture et part demander un peu d'argent à sa mère qui n'en a pas, et chez son frère qui n'en a pas. Il ne sait plus que faire. En revenant vers la clinique, il aperçoit derrière un supermarché des bouillies en livraison. Il pourrait y prendre un tas de caisses vides qui servent à transporter quelques-unes et les ramener à la société qui les consigne. Il arrête sa voiture, ouvre coffre et portière et commence à emplier des caisses. Il espère trouver ainsi l'argent qui manque pour la clinique. Une cliente vertueuse a relevé le numéro de la voiture ; il sera arrêté par la police quelques instants plus tard, emmené au commissariat.

Le casier judiciaire de ce garçon est vierge, il n'a jamais eu le moindre ennuï avec la police, il a un emploi, un logement, une famille ; son patron qui lui aurait avancé plus que l'argent nécessaire.

Au tribunal des flagrants délits, il raconte douze mois de prison ferme : « Un mois par caisse, lui a dit le procureur ! Si vous en avez pris vingt-quatre, cela aurait fait deux ans ! »

Le garçon a fait appel. Il est là depuis quatre mois et demi, il attend, se traite de con, ne comprend pas, se désespère.

Lui au moins a un boulot qui l'attend à la sortie, car son patron compte sur lui.

Des histoires de flagrant délit, on en entend beaucoup d'autres, lamentables, révoltantes. En quelques instants distraits, un homme en noir, aussi dangereux qu'un poids lourd sans conducteur dans une descente, écrase aveuglément.

Sait-il qui sont les gens devant lui, sait-il où il les envoie et comment ? En garde à vue, avant le jugement de flagrant délit : pas de rasage, pas de vêtements propres, s'il y a eu tabassage, des taches de sang, des têtes tuméfiées, souvent, pas de nourriture depuis deux jours.

Depuis le silence des escaliers silencieux, et dans le bruit des mentottes, la bête est poussée dans une arène bruyante : le tribunal. Des avocats commis d'office essayent de faire un tour de piste et c'est le jugement à l'instant. Les journées peines pour des pécaïlles tombent sur des hommes et des femmes sans défense qui sont bien rarement des femmes sans professionnels et qui n'y comprennent rien, même après des semaines ou des mois.

« ne connaissent plus l'autorité », l'interdiction de principe de trapper de manière trop voyante, c'est la crise dans l'administration.

C'est aussi la crise de confiance en eux-mêmes et dans leur boulot chez les gardiens. Chez eux aussi, il y a un nombre important de dépressions nerveuses et de suicides.

Nous pensons que la prison est un pourrissoir au sens le plus vrai du terme. La société met là-dedans des individus fragiles et faibles le plus souvent. L'immense majorité des détenus est faite de tout petits délinquants dont la faute originale a été de naître dans certains milieux perturbés et qui n'ont jamais pu s'adapter à la lutte moderne pour la vie. De ces individus fragiles qui passent entre ses murs, envoyés par la paresse inconsciente des juges, la prison ne peut que fabriquer des espèces d'infirmes. A part un petit nombre, ces hommes et femmes ne pourront plus vivre. On les aura assistés et humiliés comme des vieux gosses pendant des années et, le jour où ils sortiront, ils seront encore bien loin d'une autonomie individuelle que le jour de leur incarcération. Des infirmes sociaux, voilà tout ce que le système pénitentiaire a été dressé à faire.

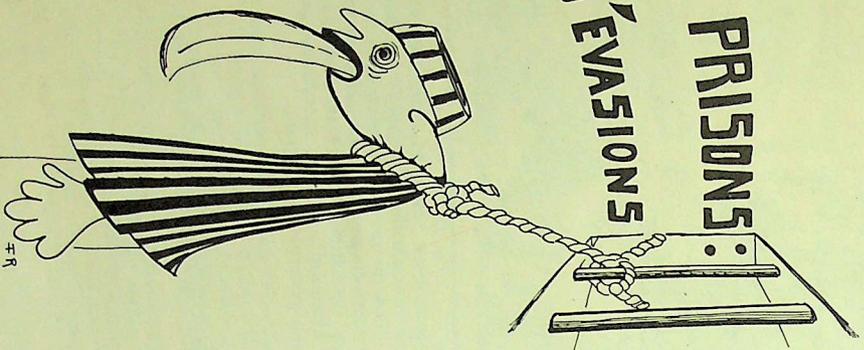
Si la prison aujourd'hui est ce pourrissoir organisé par la moralité bourgeoise pour défendre la propriété, elle est aussi un endroit de dégradation lente pour ceux qui y travaillent obscurément et dans leurs uniformes.

Ce n'est pas en changeant parcimonieusement quelques bribes du vieux système dans son ancien esprit et ses vieilles maisons que l'on changera réellement quelque chose, c'est en tant qu'institution et paravent des abus de la justice actuelle qu'elle doit disparaître.

## UX EN CAVALE...

Quelle différence d'importance accordée entre les deux événements. Cela nous donne raison dans les faits d'une manière éclatante lorsque nous disons que l'administration trouve beaucoup plus grave une évasion qu'une mort d'homme.

## LES PRISONS : PAS D'ÉVASIONS



# SUHARTO : LA PESTE B

## EN FRANCE

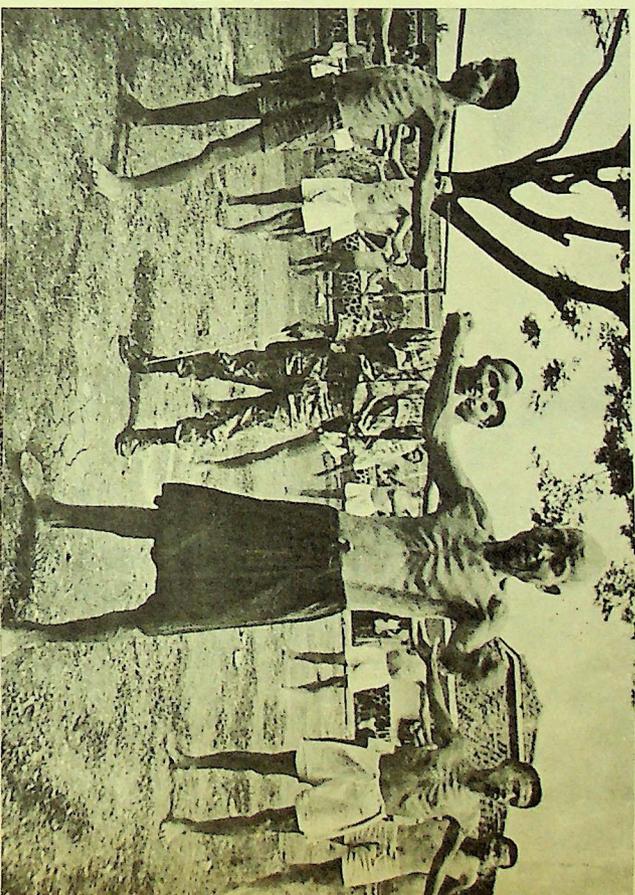
Le gouvernement français va être très bientôt honoré de la visite officielle du président Suharto, le tristement célèbre dictateur d'Indonésie. Il sera bien entendu traité par Pompidou comme un chef d'Etat-ami-de-la-France. Mais quoi qu'on fasse, quoi qu'on en dise, Suharto reste l'émule en Asie des Hitler, Mussolini, Franco. Il est en Indonésie l'équivalent d'un Thieu au Vietnam du Sud, un fantoche à la solde des Américains.

C'est en se rappelant l'exécution sous ses ordres de 500 000 communistes que nous devons montrer à Suharto que les fascistes et les tortionnaires ne sont jamais les bienvenus, fussent-ils invités par M. Pompidou.

### UN MILITAIRE...

Il commence sa carrière dans l'armée coloniale hollandaise qui occupe son pays. Il y est « bien noté », et il aura le privilège de suivre un stage de formation pour cadres de l'armée, en 1940 à Gombong (Central Java). En 1941, il est sergent. Mais l'Indonésie est bientôt occupée par l'armée fasciste japonaise, qu'il n'hésite pas à suivre pour y « obtenir du galon ».

A la fin de la seconde guerre mondiale, lorsque le peuple indonésien se soulève contre l'occupation japonaise et ensuite contre le colonialisme hollandais, Suharto change encore de camp et rejoint l'armée de libération. Pendant plusieurs années, il est commandant militaire du district de Jogjakarta, alors capitale de la République ; après 1956, il est commandant de la division de Central Java, avec le grade de colonel. Constamment, il affirme « sa loyauté » au président Sukarno.



dont il dispose à son commandement, sur la corruption de ses officiers, étayées par sa vie luxueuse. Alors que bon nombre d'officiers et de soldats se plaignent des bas salaires et des mauvaises conditions de logement, il s'achète un véritable petit palace. Les relations qu'il entretient avec les milieux d'affaires apparaissent de plus en plus à l'occasion de marchés et tractations douteux.

### LA PRISE DU POUVOIR PAR LA REPRESSION...

Ce n'est cependant qu'au début d'octobre 1965 qu'il va réaliser son exploit : il mobilise ses divisions et d'autres unités de l'armée pour écraser le « Mouvement du 30 septembre », dont l'initiative venait d'officiers libéraux de l'armée et de l'aviation. Cette action va servir de prétexte à Suharto pour lancer à travers le pays tout entier l'un des massacres les plus sauvages et barbares de l'histoire, avec pour objectif : l'élimination des communistes et des éléments progressistes dans les milieux nationalistes et religieux. Journalistes, artistes, intellectuels, étudiants, ouvriers, paysans, adolescents, personne de ceux qui pensent à gauche n'est épargné. Suharto prépare déjà sa prise du pouvoir.

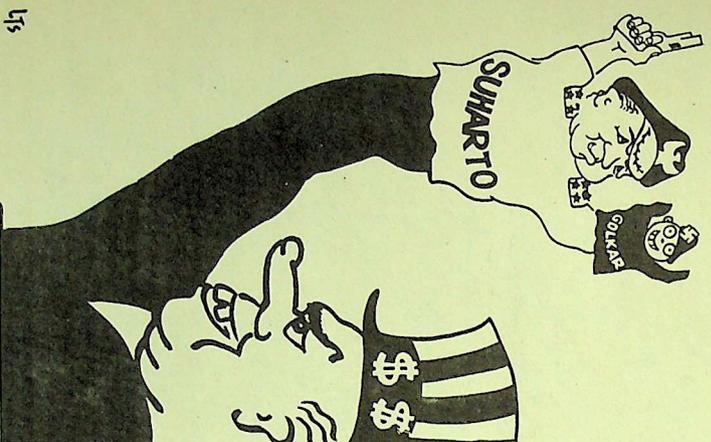
Suharto, soutenu par les forces réactionnaires impérialistes et domestiques, met sur pied, dès le début de 1966, conspirations et manipulations pour s'emparer du pouvoir et de l'appareil d'Etat. Usant de toutes sortes d'intimidations et de menaces, Suharto force Sukarno, en mars 1966, à lui remettre les pleins pouvoirs « pour sauver le pays et restaurer la loi et l'ordre ». Il va en fait en profiter pour « légaliser » et consolider son usurpation de pouvoir. Les brutalités et atrocités, déjà commises par l'armée, vont se poursuivre.



### ...ET L'EPURATION

Suharto déclare l'interdiction du Parti communiste indonésien, et il fait arrêter tous les dirigeants, cadres et militants du Parti. Les autres forces politiques soutenant Sukarno sont, elles aussi, liquidées : les arrestations de personnalités se poursuivent. De nombreux ministres progressistes sont internés (et le sont encore), gouverneurs et fonctionnaires civils sont renvoyés, plus de quarante journaux sont liquidés, plus de quatre cents journalistes emprisonnés. Les livres et publications de gauche sont détruits, les organisations populaires et les syndicats sont dissous. Dans chaque université, corps d'armée, ministère et service public, des « équipes de surveillance » sont organisées, pour chasser les gens de gauche, dans tout le pays, à tous les niveaux. Les partis politiques reçoivent l'ordre de purger leurs rangs. L'armée prend la relève.

Un seul pas reste à faire : atteindre le sommet de l'Etat. Bâtonnettes et chars vont convaincre l'« assemblée constituante du peuple » bido à nommer Suharto, en 1967, « premier président » de la République. Pour parachever cette nomination, Suharto fait enfermer Sukarno, et le soumet à des interrogatoires continus jusqu'à sa mort en 1970.



### ...DEJA CORROMPU

Des rapports sur de multiples irrégularités et corruptions, dans lesquelles Suharto est impliqué, se mettent à circuler, et le président Sukarno le sauve en le faisant remplacer à ce poste, et en le nommant plus tard commandant de l'Etat-Major de l'armée (Kostrad), avec le grade de major-général. De nouveau, des rumeurs circulent parmi les officiers de l'armée à propos des abus qui sont faits avec les énormes fonds

Non seulement l'exécutif central de l'Etat, mais aussi les exécutifs régionaux ou provinciaux, allant jusqu'au niveau du village, sont complètement contrôlés par la junte militaire fasciste. Le ministre de l'intérieur est un lieutenant-général (Amur Mahmud), et son secrétaire général est un major-général (Sunandar).

La majorité des gouvernements des 26 provinces d'Indonésie sont major-général, brigadier-général, colonel, etc. Des centaines de colonels, majors et lieutenants ont été nommés maires ou chefs de district à travers toute l'Indonésie.

De nombreux généraux sont ambassadeurs dans de nombreux pays. L'ambassadeur en France est un lieutenant-général (Askari) ; l'ambassadeur en Grande-Bretagne est un général d'aviation (Alamsjah) ; l'ambassadeur aux U.S.A. est un lieutenant-général (Sjarif Thayeb) ; la liste est longue.

Le ministre de l'Information, son secrétaire général, le directeur général de l'Information, sont des militaires. Le chef du parti politique créé par Suharto, la grande majorité du « parlement » bido, sont encore des militaires.

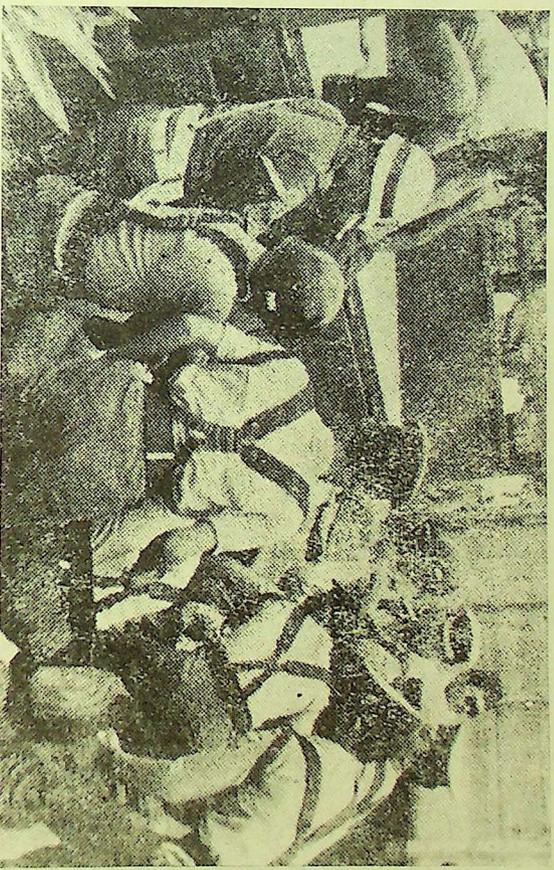
# RUNE EN VISITE OFFICIELLE

## LE VISAGE BRUT DU FASCISME

Jamais Suharto, ni personne appartenant à son régime, n'ont osé « chiffrer » le nombre des victimes de ce véritable génocide qui se déroula à travers toute l'Indonésie, en 1965-1966-1967.

Divers journalistes de la grande presse internationale et des agences de presse firent des rapports et des comptes rendus révélateurs sur les atrocités qui furent alors commises. Les estimations qu'ils donnèrent du nombre des victimes varient de 500 000 à 1 million de personnes assassinées.

Dans diverses parties du pays, la population de villages entiers était exécutée, sans pitié pour les femmes et les enfants. Des journalistes ont révélé que dans de nombreuses prisons, des rangs entiers de prisonniers (80-90 personnes) étaient exécutés chaque nuit, pendant plusieurs mois, sans procès ni interrogatoire. Viols, tortures, amputations étaient monnaie courante. Pour le coup, il fallait creuser sa propre tombe avant d'être descendu à la mitrailleuse. Pour d'autres, c'était la mort par les gaz, emprisonnés. Pour faire des exemples, certains étaient battus à mort à coups de tiges d'acier, décapités, leurs têtes étaient plantées sur des tiges de bambou pour être promenées à travers les villes.

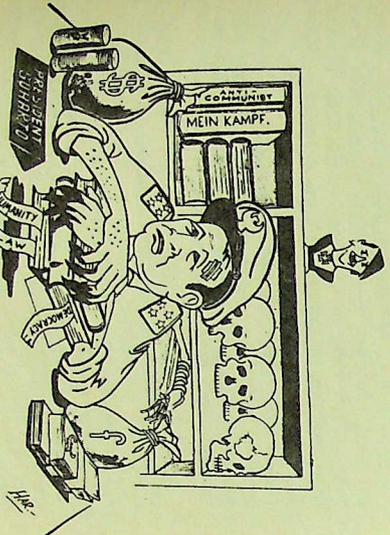


## INDONESIE : LA PLUS GRANDE PRISON DU MONDE

Cela se passait il y a cinq ans. Les atrocités des plus visibles ont cessé, pour faire place aux prisons remplies et aux camps de concentration (350 d'après la commission internationale des juristes à Genève). De nos jours, le régime de Suharto maintient plus de 100 000 prisonniers politiques. Amnesty International donnait le chiffre de 116 000 en avril 1971. Seuls 160 d'entre eux ont été jugés depuis 1966, par des cours militaires spéciales. Alors qu'en 1971 et 1972, un petit nombre de prisonniers étaient relâchés, à grand bruit, les arrestations se sont poursuivies. Et il est très difficile de savoir ce qui se passe réellement dans les camps et les prisons. Seuls quelques journalistes ont pu, à ce jour, bénéficier d'une « visite organisée » de camps préalablement choisis. Ce qu'ils y ont vu, les photos qu'ils ramènèrent, permettent d'imaginer aisément dans quelles conditions vivent les prisonniers. Dans une prison du centre de Djakarta, Glodok, les détenus ont droit à quatre cuillères de riz salé le matin, et quatre cuillères de riz et un petit morceau de poisson salé l'après-midi (d'après le journal de Djakarta, « Berrita Yudha »).

## LA PRISON DANS LA RUE

Les familles et parents des détenus sont tenus à l'écart de la société, « ayant eu des sympathies avec des éléments subversifs ». Ils ont peu de chances de trouver un travail régulier, et ils sont porteurs d'une carte d'identité spéciale (couleur spéciale, etc.). Leurs déplacements sont limités, et ils doivent déclarer les visites qu'ils font ou qui leur sont faites. Ils sont sans cesse l'objet d'exactions et de chantage de la part de la police. C'est la persécution continue pour qui se situe à gauche.



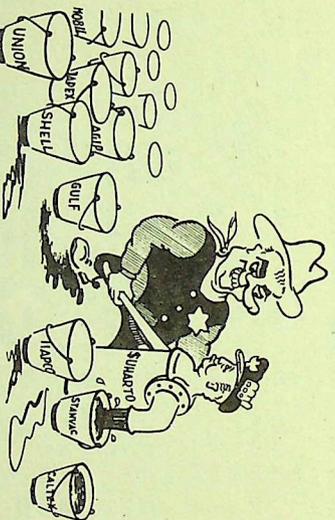
## LA "MISE EN VALEUR" DE L'INDONÉSIE

L'Indonésie, archipel de 3 000 îles habitées, a un territoire de presque 2 millions de kilomètres carrés, soit trois fois et demi la France. La plupart de ces îles sont très fertiles, et le sous-sol est riche de minéraux variés : bauxite, nickel, manganèse, argent, cuivre, phosphate, soufre, charbon, uranium... Enfin, les gisements de pétrole sont très importants. L'Indonésie, c'est « le diamant de l'Equateur ». Ses ressources et sa position stratégique en font une victime de choix des pays impérialistes.

Les Etats-Unis essaient depuis longtemps de contrôler l'Indonésie, pour investir et avoir une base d'appui dans leur politique asiatique. Les tentatives américaines pour anéantir les mouvements révolutionnaires indonésiens, pour éliminer le Parti communiste et pour renverser les gouvernements réticents, ont été incessantes. Avec Suharto, ils trouvent l'homme dont ils avaient besoin pour atteindre leur but.

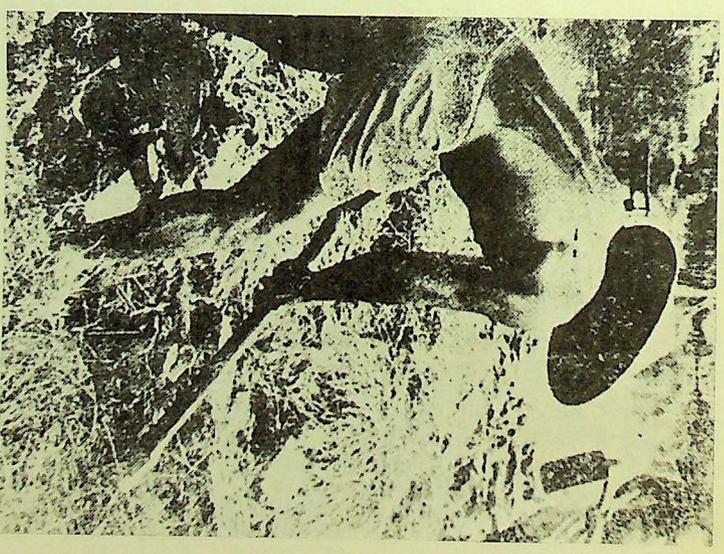
## UNE VÉRITABLE MISE A SAC DU PAYS

Suharto au pouvoir, la porte était ouverte aux investissements étrangers. Les chiffres officiels indiquent que, depuis le début de 1972, les investissements étrangers s'élevaient à 1,7 milliard de dollars, concernant plus de 481 projets dans des secteurs aussi variés que l'industrie, le tourisme, la pêche, les travaux publics, etc. Les investissements américains représentent environ un tiers du capital étranger total investi dans le pays.

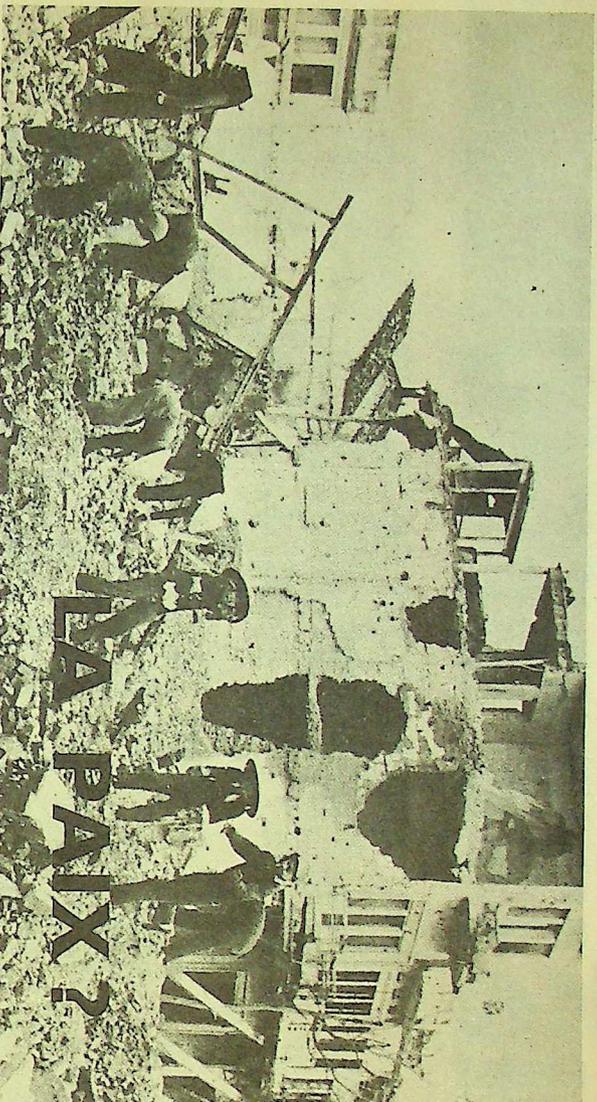


Depuis 1968, des concessions pétrolières ont été accordées à plus de cinquante compagnies, pour la plupart américaines, pour exploiter le pétrole sur terre et en mer. C'est un véritable pillage qui est organisé par les compagnies étrangères, main dans la main avec les militaires qui tiennent le pays.

La Hollande, le Canada et le Japon se partagent avec les U.S.A. les gisements de nickel et de cuivre. Le Japon, qui a grand besoin de matières premières, vient d'ailleurs en seconde position pour les investissements. En 1971, 10 millions de mètres cubes de bois étaient acheminés vers le Japon, représentant l'exploitation de 27 millions d'hectares de forêts. Les compagnies japonaises payent 1 franc pour exploiter un hectare de forêt, et elles vendent le bois de 75 à 150 francs le mètre cube. L'exploitation est rentable.



Le 13 novembre, la France va recevoir le fasciste Suharto, en tournée européenne. L'Organisation indonésienne pour la solidarité des peuples afro-asiatiques, qui nous a fait parvenir documents et photos, appelle tous les anti-fascistes de France à marquer leur opposition à Suharto et son régime fasciste. Après l'Espagne, c'est un nouveau rapprochement du gouvernement Pompidou avec des pays fascistes.



## QUELLES QUE SOIENT LES POSSIBILITES DE CESSER-LE-FEU...

A l'heure où cet article est écrit, la date du cessez-le-feu reste encore très incertaine, les Sud-Vietnamiens soutenus ou non par les Américains, refusant, on espère temporairement, de signer les accords marquant la fin des hostilités. Les combats ont repris avec violence. Chaque parti essayant de redessiner, s'il en est encore temps, les zones respectives d'influence. Pourtant, la divulguation par Hanoi, le 26, des textes agréés aussi bien par les Nord-Vietnamiens que par les Américains (confirmation de Kissinger le 28) avait laissé espérer une signature rapide. Les éléments essentiels des accords prévus sont :

— Le retrait des troupes étrangères (américaines et alliées) dans les soixante jours, les fournitures d'armes soit au G.R.P., soit à Saigon étant stoppées. La situation politique au Sud-Vietnam sera alors la suivante : deux zones, l'une contrôlée par le F.N.L., l'autre par Saigon, seront maintenues, et établiront des relations au niveau local si possible, jusqu'au moment où des élections organisées par un Conseil national à trois composantes, sous la surveillance d'une commission internationale, pourront être organisées. Fait intéressant, le règlement de la question des autres pays de l'Indochine est laissé à des négociations ultérieures. Chaque partie reconnaissant de plus le droit du peuple khmer et du peuple lao d'assurer eux-mêmes leur avenir sans ingérence extérieure (ce qui implique le retrait des troupes étrangères de ces pays).

Sans négliger le fait qu'une reprise totale de la guerre reste toujours possible, sous un prétexte ou un autre, et qu'un immense bluff diplomatique a pu être monté par les Américains, Kissinger en tête, pour assurer la réélection de Nixon, il semble cependant à peu près certain que l'engagement américain direct au Sud-Vietnam prendra prochainement fin.

## ...ENTRE LES AGRESSEURS AMERICAINS...

L'alternative pour Nixon semblait simple. Il lui fallait mettre un terme aux hostilités d'une manière ou d'une autre avant la fin de son mandat. Après dix ans de combats, seule l'arme atomique reste inemployée. La résistance opiniâtre du peuple vietnamien créant ainsi les conditions objectives d'un cessez-le-feu. Pourtant tous les moyens furent essayés. Quelques chiffres permettent de situer le problème :

543 000 soldats américains en 1969 en Indochine, 6,5 millions de tonnes de bombes aériennes, 7 millions d'explosifs terrestres utilisés de 1963 à 1971, 120 milliards de dollars dépensés pendant la même période.

« Nous ne mettrons aucune limite à l'usage de l'aviation en Indochine », déclarait Nixon en 1971. Tenant ses engagements, cet homme sérieux et responsable fit déverser sur le Vietnam du Sud, le Laos et le Cambodge 11,3 tonnes par km<sup>2</sup> d'explosifs de tous genres pendant les trois premières années de son mandat, qui devait marquer le désengagement américain. Nixon fut aussi le premier à utiliser des B 52 (200 actuellement) à multiplier les dispositifs technologiques les plus poussés, par exemple : le guidage par laser des bombes qui cependant n'arrêtaient pas de tomber (mystère de la science !) sur des écoles, des hôpitaux, des ambassades (n'est-ce pas M. Pompidou !) et plus grave encore, sur les systèmes de digues indispensables à la survie aussi bien de la population que de l'économie du Nord-Vietnam.

De même, les armes chimiques (900 000 tonnes) furent employées à grande échelle : les défoliants, les herbicides ravagèrent des régions entières. Les bombes au phosphore et surtout l'usage répété du napalm rendirent plus horrible encore la réalité quotidienne des populations vietnamiennes, aussi bien au Sud qu'au Nord. L'asphyxie économique du Nord-Vietnam fut même espérée, d'où le minage des ports vietnamiens, dernier degré de l'escalade américaine.

Pourquoi un tel acharnement, pourquoi un pays capitaliste sacrifié-t-il une partie de sa jeunesse, de ses ressources et aussi de sa crédibilité face à l'opinion publique internationale et intérieure pour mener une guerre d'agression loin de ses propres territoires. L'enrichissement inexorable des événements, le refus de la déroute, les engagements politiques, les intérêts extrêmement puissants des industries de guerre peuvent expliquer en partie la durée du conflit.

Mais cela ne peut suffire.

En 1954, les accords de Genève avaient prévu des élections à travers tout le Vietnam. La certitude du succès communiste (ne serait-ce que par le nombre supérieur d'électeurs au Nord) entraîna les Américains à intervenir d'abord par l'installation du régime fasciste de Diem, puis directement. Quels intérêts protégeaient-ils alors réellement ? ceux de leurs alliés, bourgeois et trafiquants en tout genre de Saigon, ou les leurs propres ? Il semble assez facile de répondre quand on prend conscience du double rôle que jouait le Vietnam dans l'esprit des stratèges américains. « Dernier rempart du monde libre », disait Kennedy, il aurait pu ajouter : « face à la Chine dont l'emprise sur tout le Sud-Est asiatique passe par la réunification du Vietnam ».

Mais que représente donc cette partie du monde pour le capitalisme international sinon une des parties les plus peuplées du tiers-monde, réservoir sans équivalent de force de travail et lieu d'implantation d'immenses usines (à capitaux souvent japonais) exploitant à fond les conditions d'emplois et de chômage (tendémique dans ces régions), rendant ainsi impossible tout développement harmonieux de l'économie dans ces pays.

Quoi qu'il en soit, toute tentative de donner la priorité aux explications politiques ou aux explications économiques apparaît encore plus vaine quand on constate l'étroite corrélation qui existe dans toute cette partie de l'Indochine entre la situation économique et les méthodes de gouvernement des cliques Thieu, Lon Nol et Souvannaphouma.

## ...LES FANTOCHES SUD-VIETNAMIENS...

Ainsi, à Saigon, Thieu dut, pour se maintenir face à l'opposition grandissante de couches de plus en plus importantes du pays, instituer un véritable régime de terreur, intensifiant sans cesse la fascisation de son régime pour garder le pouvoir à ses amis américains. Ainsi les arrestations, les tortures, les assassinats par la police ne frappent plus seulement les révolutionnaires vietnamiens mais aussi n'importe quelle personne se prononçant pour la paix ou la neutralité, sans distinction de son origine sociale, de sa tendance politique ou de sa religion. Les exemples des exactions de la police, dirigées depuis avril 1971 par des militaires en service détaché, sont innombrables. Arrestations de centaines d'étudiants, de syndicalistes, d'ouvriers ; celle des dirigeants de la J.O.C., organisation catholique, torturés, puis emprisonnés en avril 1972. Création de fausses preuves (par exemple) contre le président de l'Union des lettres, l'étudiant Ha Dinh Nguyen.

Un chiffre suffira à montrer l'ampleur de ces arrestations supervisées par des conseillers américains. En 1970, Alfred Hasser, secrétaire du Fellowship of Reconciliation, évaluait le nombre minimum des détenus politiques à 200 000. De plus, l'avenir de ces emprisonnés arbitraires est des plus incertain. Le journal « Tsm-Mien-Nam » rapportait en avril 1972 que les camps avaient été minés de manière à pouvoir provoquer leur destruction (détenus compris) au moment où leur défense serait rendue impossible face à l'avance du F.N.L.

La situation économique est à l'image de la situation politique de ce pays. Le déficit budgétaire atteint chaque année 30 % du budget. Les réserves en devises sont tellement faibles que si l'aide américaine était

retirée, les importations ne pourraient être assurées plus de quelques mois. Cela ne peut surprendre quand on sait que le rapport exportations/importations est de 3 %. Les seuls domaines économiques qui présentent un caractère florissant étaient ceux fondés sur les activités de guerre, les bars, le commerce des produits en provenance des surplus américains et les activités annexes des camps militaires. La situation des campagnes est souvent déplorable, particulièrement dans les zones de combat où de nombreuses terres sont totalement ruinées et inutilisables. A Saigon même, l'engorgement dû aux réfugiés crée des conditions de chômage particulièrement importantes.

Autre trait commun à Saigon, Phnom Penh et Vientiane, la corruption règne à tous les niveaux. Payer un fonctionnaire pour ne pas payer ses impôts est considéré comme un bien faible délit dans un pays où le tribunal de Danang juge un colonel et un capitaine de la « glorieuse » armée nationale pour des trafics se montant à des centaines de millions de piastres, dans un pays où les plus hauts fonctionnaires accumulent les plus vastes profits en trafiquant le riz, l'or, les devises ou la drogue, dans un pays où le ministre de la Défense, le général Nguyen Van Vy, achète cinq compagnies bancaires avec les cotisations de la caisse d'épargne militaire, à laquelle chaque soldat doit verser 100 piastres par an. Incompétence, corruption et fascisation semblent ainsi être les mots d'ordre du quotidien au Vietnam du Sud.

## ...ET LE F.N.L....

Face à ce panier de crabes, le F.L.N. présente la structure d'un véritable mouvement de masse. Créé le 20-2-1960, le Front regroupa dès son origine les vastes mouvements d'opposition au régime autoritaire de Diem. Y étaient en effet représentés :

— les masses paysannes des plaines côtières profondément exploitées par la réforme agraire de Diem en faveur des grands propriétaires ;  
— les minorités ethniques des Hauts plateaux ;  
— la classe ouvrière des villes du Sud, plus marquée par le capitalisme colonial (main-d'œuvre des usines et aussi des plantations de caoutchouc).

A ces composantes s'ajoutaient les représentants d'organisations de jeunesse, de femmes et aussi de bouddhistes. Les buts définis dans le programme initial étaient principalement : institution d'une véritable démocratie, renversement du régime américanodémiste, organisation d'élections, réduction des taux de fermage, réunification et neutralité du Vietnam.

Cristallisation de toute l'opposition à Diem, le F.N.L., assurant en même temps les combats militaires et l'action politique, acquit au cours de la lutte une structure plus révolutionnaire : le Parti communiste vietnamien y possédait un rôle de direction de plus en plus important. Le travail politique est autant développé dans les zones sous contrôle américain que dans les zones libérées. Le F.N.L. ayant conscience, comme l'écrivait Giap, que « la lutte politique joue un rôle très fondamental parce que c'est dans le domaine politique que se trouvent notre supériorité fondamentale et la faiblesse fondamentale de l'ennemi ».

Dans les zones sous contrôle américain, un certain nombre d'actions sont développées : fourniture de vivres et d'objets de première nécessité aux guérilleros, rassemblement des renseignements de tous ordres, lutte s'appuyant le plus massivement possible sur les masses paysannes : L'adhésion au Front étant présentée plus comme une réaction collective de défense que comme un recrutement individuel et personnalisé. L'action se développe aussi dans les villes avec des grèves aussi bien à caractère professionnel ou catégoriel comme celle de solidarité avec les usines Nam Hoa (1966) ou comme la grève des cyclopussees, qu'à propos des problèmes plus généraux de la guerre ou de la lutte anti-répression.

Dans les zones libérées, une redistribution des terres est accomplie. Une répartition nouvelle des fonctions administratives ayant pour but de créer autour des structures villageoises les possibilités de création d'un véritable Etat socialiste est réalisée ; la participation à la lutte dans ces zones s'opèrent soit dans l'armée même de libération, soit dans des milices villageoises ou dans des groupes d'auto-défense le plus souvent commandés par d'anciens membres de l'armée.

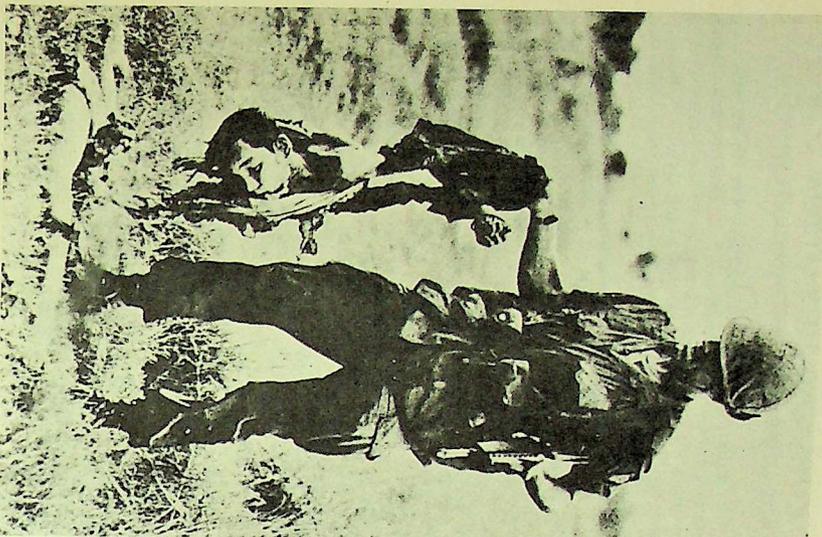
Ainsi le F.N.L. est présent dans tout le Vietnam, ayant su s'adapter à la structure pré-imposée qu'est le Sud-Vietnam, coupé arbitrairement du reste du pays.

A sa direction, le Parti communiste vietnamien. Créé en 1929, le Parti communiste vietnamien possède depuis 1945, date de la création de l'Etat ouvrier du Nord-Vietnam, un pays de référence. Asses rapidement, on peut lui reconnaître trois caractéristiques :

— D'abord une compréhension du rôle de la paysannerie dans une société de type colonial, paysannerie sans laquelle aucune transformation radicale des structures sociales n'est possible ;

— Ensuite un caractère pratique très marqué, du sans doute aux nombreuses années de lutte, qui se manifeste au niveau théorique par le Thoi Co ou « Théorie du moment favorable » ;

— Puis aussi un caractère internationaliste très marqué, accordant son soutien aux luttes des autres peuples indochinois et essayant de développer l'aide des révolutionnaires étrangers pour agir sur l'opinion publique internationale.



### ... LA LUTTE CONTINUE AU CAMBODGE...

L'opinion publique internationale a pris conscience du problème que pose le Cambodge seulement depuis une ou deux années.

En effet, l'image donnée par le pays que gouvernait Sihanouk était celle d'un pays neutre aussi bien sur le plan intérieur qu'international. Ami de la France, de la Chine, de l'U.R.S.S., entretenant des relations avec les U.S.A., Sihanouk ne manquait pas une occasion d'affirmer sa neutralité (voir le fameux discours de Phnom Penh du général de Gaulle). Appliquant ce que certains appelaient le socialisme bouddhique, il se voulait créateur d'une voie politique originale. Mais cette politique de la tour d'ivoire ne pouvait se concilier longtemps avec la position du Cambodge sur l'échiquier international. Rien que de 1962 à 1969, les troupes des Etats-Unis ou de leurs alliés sud-vietnamiens violèrent plus de 7 000 fois les frontières cambodgiennes. La politique d'intervention dans les affaires des pays étrangers que menait dans cette partie du monde les Etats-Unis, devait fatalement amener quelque stratégie américaine à penser qu'un changement de gouvernement pourrait permettre la préparation d'une base de repli, après le départ du Vietnam, au Cambodge. D'où le coup d'Etat Lon Nol-Sirik Matak du 18 mars 1970, payé et organisé de longue date par la C.I.A. et par la propagande de sa radio « Khmer Serei » installée en Thaïlande.

Il n'est pas inintéressant de noter que la propagande américaine, répétant inlassablement les mêmes erreurs, voulut jouer de la carte des nationalités, essayant de développer un réflexe anti-vietnamien dans les populations khmers. Et une fois de plus, mettant eux-mêmes le feu aux poudres, ils se trompèrent.

La Conférence des pays indo-chinois tenue un peu plus tard, en marquant la solidarité des peuples vietnamiens, khmers et laos, suffit à le montrer. Quels furent donc les résultats de ce coup d'Etat ?

D'abord l'installation à Phnom Penh d'un gouvernement de ruine économique. Pays exploitateur de riz, le Cambodge doit maintenant en importer. La pénurie des marchandises rend le sort du peuple khmer plus misérable encore. Les sphères gouvernementales sont livrées aux trafiquants de tous genres (tels les khmers Serei, anciens contrebandiers). Sur le plan politique, l'installation de Sihanouk à Pékin et son accord avec le F.U.N.K. (l'équivalent du F.N.L. au Cambodge, le G.R.U.N.K. correspondant au G.R.P.), malgré une certaine ambiguïté politique, marque un pas décisif dans le ralliement de couches importantes de la population à la lutte pour l'indépendance nationale.

« L'appartenance au passé » déclarait Sihanouk depuis Pékin, puis il réclamait l'établissement d'un régime socialiste populaire fondé par les jeunes nationalistes progressistes et les communistes. « Mettant un grand espoir dans la jeunesse », il recommandait l'échec de son expérience de gouvernement « face à la corruption et au chômage ».

Et bien que la situation au Cambodge dépende de ce qui se passe au Vietnam, il ne faut pas oublier que la guerre continuera tant que Lon Nol ou ses acolytes seront au pouvoir à Phnom Penh, et que cette lutte a besoin d'une solidarité internationale qu'elle trouve déjà à Hanoi et à Pékin, mais non à Moscou.

Ceci demande quelques explications. En effet,

l'U.R.S.S. non seulement ne fournit pas d'armes mais en plus crée à Phnom Penh un parti d'opposition à buts légalistes et s'oppose de plus avec tous ses moyens diplomatiques à la reconnaissance du G.R.U.N.K. (particulièrement à l'U.N.E.S.C.O. où ses représentants votèrent contre).

Est-ce un des prix payés pour la politique de détente et de statu quo qu'installe Brejnev entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. ?

Rien n'interdit de le penser.

### ... AU LAOS...

On parle relativement peu de la guerre au Laos. Et pourtant 3 000 tonnes de bombes y sont déversées chaque jour par des B 52 basés en Thaïlande, et pourtant 20 % de la population, soit 700 000 personnes, sont sans-abris ou réfugiés. Cette guerre à outrance a permis l'installation à Vientiane d'une administration entièrement américaine ; par l'intermédiaire de l'U.S.A.I.D., qui sert aussi bien au contrôle et à la direction de l'agriculture, de l'éducation, des travaux publics et de la santé, qu'à couvrir les activités occultes de la C.I.A. et de l'ambassade américaine, « 374 millions de dollars ont été fournis au Laos » (en 1971). Et cependant, la misère et la pénurie de vivres s'aggravaient de jour en jour. Ceci ne serait être un problème pour le gouvernement de Vientiane, qui s'appuie principalement sur les féodaux, les bourgeois, les grands propriétaires fonciers et les politiciens véreux de toutes sortes. Le Laos est le pays où les trafics sont sans doute les plus florissants de tout le Sud-Est asiatique. La drogue, d'abord et avant tout, cultivée et traitée par les mercenaires américains du général Van Pao, ou par les troupes réfugiées de Tchang Kai-shek, puis transportée par les avions de Air America jusqu'à Saigon ou Bangkok. (Faits rapportés devant une commission du sénat américain par Alfred Mac Coy.) Le fait que cette drogue aboutira inévitablement aux U.S.A. semble intéresser fort peu les dirigeants américains. Le riz ensuite, permet à quelques trafiquants bien placés d'accumuler, par la vente aux organismes d'aide américains (tel l'O.D.A.) des surpluses de certaines régions, d'énormes profits.

Sur le plan politique, la situation depuis 1962 n'a pas cessé de se dégrader. En 1962, l'installation, patronnée par les grandes puissances étrangères, d'un gouvernement tripartite (qu'on n'appelait pas encore gouvernement à trois composantes) à Vientiane aurait dû mettre fin à une guerre à trois, qui durait déjà depuis quelques années, entre une armée financée et dirigée par la C.I.A., une armée de libération populaire et une armée du centre au rôle assez ambigu.

## LA GUERRE AU LAOS

« Nous avons pu voir ce que trois années, à peine, d'intenses bombardements américains sont parvenues à faire d'une région rurale. Dans de vastes zones, la teinte dominante des tropiques, le vert vif, a été remplacée par un dessin abstrait où se mêlent le noir et de brillantes couleurs métalliques ; la majeure partie du feuillage qui subsiste encore est rabougri et calciné par l'action des défoliants. Le napalm est régulièrement utilisé pour brûler l'herbe et les sous-bois qui couvrent la plaine. Le feu semble brûler sans trêve, ne laissant derrière lui que des reclangs calcinés. »

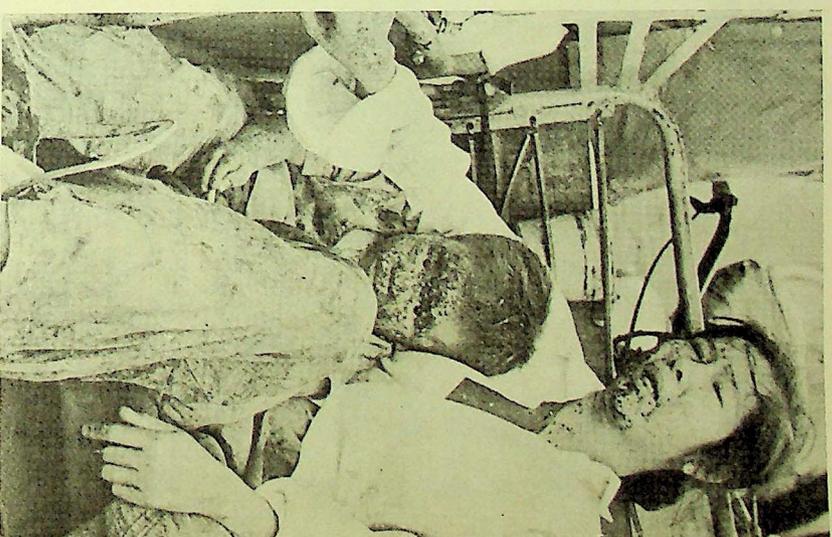
« Dans la plupart des régions, il est difficile de distinguer les cratères les uns des autres car le sol est si bouleversé par les bombardements qu'il ressemble à celui des régions sahariennes que dévastent les orages. Les bombardements ininterrompus sont destinés à détruire les gîtes des rivières ou à provoquer des glissements de terrain. »

« Sur une des basses aériennes abandonnées, la désolation de la plaine apparaissait dans toute son horreur, des cratères béants occupaient la plupart des versants, le sol était entièrement recouvert de débris laissés par la guerre et qui, par endroits, atteignaient la hauteur de la cheville ! souflets, cartouchières, vestes, bidons d'essence, munitions, bombes non explosées, et surtout des milliers de brochures de propagande imprimées par le service américain d'information puis parachutées. »

« Certains d'entre eux n'avaient pas été touchés mais la plupart utilisés comme papier de toilette, aussi bien sans doute par les amis que par les adversaires. »

(In Far Easten Review - Alimann - janvier 1972.)

Mais les grandes déclarations sur la neutralité au Laos ne serviraient pas à grand chose. Faisant partir les conseillers américains officiels, Kennedy continua à approvisionner en armes et devises, par l'intermédiaire de Air America, les maquis pro-américains. Formée actuellement d'environ 30 000 hommes, organisés en petites brigades spéciales et en brigades de guérilla, composée principalement de Méos, peuple montagnard de tous temps hostile au Laos, mais aussi d'environ 5 000 Thaïlandais et de quelques Philippins, cette armée de mercenaires se veut le soutien au sol des troupes de Vientiane, et surtout l'appui de la guerre



aérienne déclenchée par les Américains. Ces bombardements, présentés comme une « mesure de protection renforcée », euphémisme discret pour raids aériens sans limitation ni de lieux, ni d'intensité, trappèrent très vite aussi bien la piste Ho Chi Minh que les zones libérées par le Pathet lao. Face à cette ingérence de plus en plus importante des Américains, rapidement soutenus par le chef du gouvernement de coalition Souvannaphouma, le Pathet lao, regroupant dans un front assez large d'« importantes couches de la population », démit dès 1964 toute représentativité au gouvernement de Vientiane, et portait la lutte sur le terrain même en libérant successivement quelques provinces, actuellement entièrement administrées par le « Front patriotique lao ».

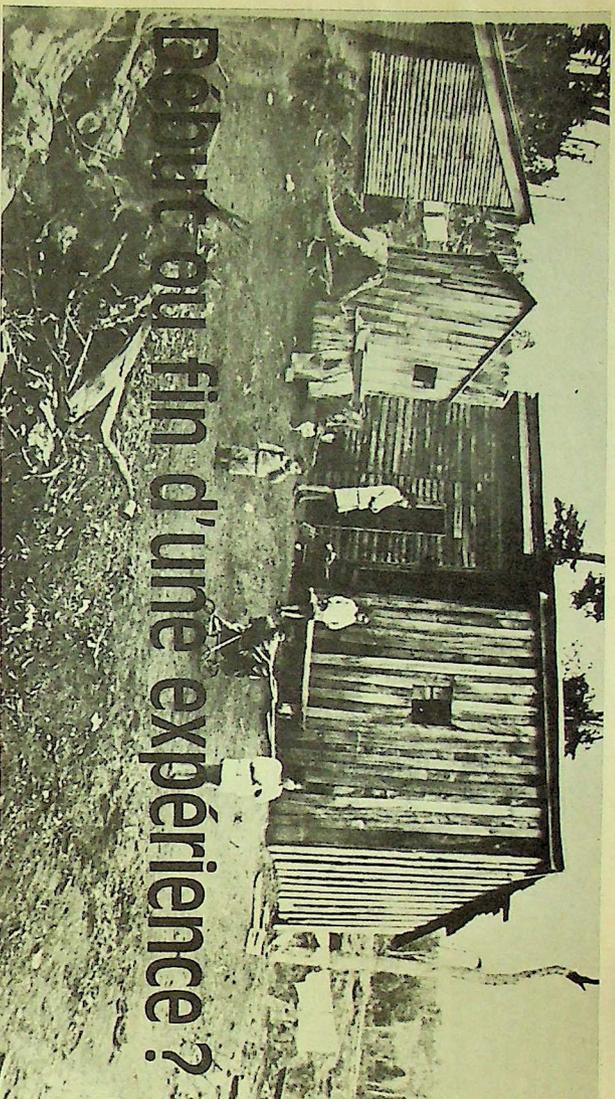
Des négociations sont, paraît-il, devenues maintenant possibles ; les premières rencontres ont eu, ou vont avoir lieu à Vientiane.

Mais le chemin semble encore très long jusqu'à la signature d'un accord qui, de toute façon, de même qu'au Vietnam, ne serait qu'une étape dans la lutte de libération du peuple lao.

### ... ET AU SUD-VIETNAM

En effet, quels que soient les termes de l'accord que Saigon devra finir par signer, LA LUTTE POLITIQUE CONTINUE au Sud-Vietnam. Dans une première phase, le G.R.P. devra commencer par accroître son influence et développer les structures déjà établies, dans les zones encore dirigées par Saigon. Ceci n'ira pas sans d'importantes difficultés. La police d'abord, aidée de tous ses satellites, sécurité militaire, police secrète, brigades anti-émutes et service de renseignements divers, est devenue sous le régime de Thieu une police entièrement fasciste ; l'armée, agglomérat d'environ un million de soldats, d'origine très variée ; allant de jeunes garçons de 13-14 ans, des détenus de droit commun aux aventuriers de tout acabit, est cependant dirigée par des officiers, derniers défenseurs d'un ordre établi qui leur assure souvent de confortables revenus, qui conçoivent l'armée plus comme un instrument de répression que comme un instrument de guerre. Livrée à elle-même, ou utilisée par Thieu, si elle réussit à garder sa cohésion, elle peut être encore un redoutable atout dans la lutte politique, sinon dans la lutte armée. L'impact qu'a, pu avoir, au cours des années, le travail de propagande du F.N.L. dans cette armée peut difficilement être évalué actuellement. On peut, de toute façon, être certain que Thieu emploiera au maximum cette armée et cette police pour empêcher l'organisation d'élections libres et démocratiques.

Dans un second temps, après d'éventuelles élections, les problèmes du passage à une véritable société socialiste et de la réunification avec le Nord se posent tout avec acuité. Cela sera encore rendu plus difficile par la situation économique du pays. En effet, après l'explosion de joie qui accompagnera la fin de la guerre, très vite les dures réalités de la vie quotidienne reprendront le dessus. Il faudra véritablement créer un nouveau mode de vie, par exemple la moitié de la population n'a jamais connu la paix. Sans négliger le rôle que peuvent jouer l'aide économique et l'aide technique étrangère, il nous faut comprendre que l'avenir du Vietnam ne pourra être réglé que par les masses vietnamiennes, grâce à une cohésion de toutes les classes exploitées. Le prix que les révolutionnaires vietnamiens auront à payer sera encore très lourd.



## Debut ou fin d'une expérience ?

Dès son arrivée à l'aéroport de Pudahuel, le voyageur entrant au Chili est mis en contact avec les problèmes économiques que doit affronter ce pays de 10 millions d'habitants. Il est exigé du touriste qu'il échange, au cours officiel, le valeur de dix dollars par jour. Au marché noir de l'argent, très pratiqué, le dollar vaut 5 fois plus qu'au cours officiel.

Sur la route qui conduit de l'aéroport à Santiago, les équipes de soutien à Allende, dirigées par le peintre Mata et les militants du M.I.R., ont donné la parole aux murs :

Le gouvernement d'Union populaire a respecté scrupuleusement son programme. En un an, l'Etat est devenu propriétaire du cuivre, du charbon, du nitrate, du fer, du téléphone, de la majorité des banques. En avril 1971, un premier bilan permettait de constater que 398 domaines agricoles avaient été expropriés en faveur des paysans pauvres, qu'un demi-litre de lait était distribué gratuitement tous les jours aux enfants, que 34 000 maisons avaient été construites, que des maisons de repos et de vacances populaires avaient été créées. Mais les principales denrées alimentaires sont rationnées : on ne peut manger de la viande que un ou deux jours par semaine, par exemple.

— L'un des responsables de la réforme agraire, Adrian Vasquez, vice-président de l'Institut de développement agraire, m'a expliqué avec chaleur et conviction le processus de cette réforme :

« En dix-huit mois, nous avons déjà exproprié plus de fundos que pendant les six ans de Frei et quarante cinq mille familles paysannes travaillent sur 7 millions 500 000 hectares, propriété de l'Etat. Nous avons exproprié légalement les propriétés improductives et mal gérées par leurs propriétaires. Les expropriations ont permis de rentabiliser aussitôt ces exploitations et d'absorber la main-d'œuvre au chômage... L'obstacle majeur est de vaincre la passivité des paysans et de les faire participer à la gestion de la production. A la base, il y a des assemblées auxquelles participent toutes les personnes de plus de 16 ans. Dans les conseils paysans communaux, il y a une représentation complète de tous les problèmes de la paysannerie. Les paysans doivent trouver eux-mêmes les solutions à leurs problèmes, les offices gouvernementaux ne sont là que pour conseiller et coordonner afin d'incorporer chaque secteur de production dans le processus national. »

— Le MIR, extrême-gauche chilienne, reproche au gouvernement sa prudence excessive dans les expropriations. Il préconise l'expropriation sans indemnisation des fundos entre 40 et 80 hectares, et le MIR organise l'occupation de ces propriétés par les paysans. Hector Suarez, qui bien que sympathisant « miriste », soutient à fond la réforme gouvernementale malgré ses manques, m'a déclaré :

« La réforme agraire du gouvernement ne touche que les latifundis, où l'absentéisme des propriétaires était très élevé et qui étaient très mal ou insuffisamment exploités. C'est une réforme mise au point par le gouvernement Frei et qui ne casse pas les structures du pouvoir agraire dans la campagne. C'est là que les résistances de la bourgeoisie terrienne sont les plus vigoureuses. »

Le gouvernement condamne officiellement les occupations illégales mais est souvent forcé de les éliminer s'il ne veut pas se couper des masses paysannes.

### UNE SITUATION ECONOMIQUE CATASTROPHIQUE

— La véritable bataille politique se livre autour de l'économie dont les rouages sont encore commandés par ceux qu'Allende cherche à abattre. Le président

« Murs propres, peuple muet. »  
« Prendre l'offensive, c'est mener la Révolution de l'avant ! »

En septembre 1970, les partis de gauche chiliens, rassemblés autour d'un programme d'inspiration nettement marxiste, accèdent au pouvoir à l'issue d'élections. La bourgeoisie et l'armée laissent le nouveau régime s'installer et le « camarade président » Salvador Allende succède au démocrate chrétien Eduardo Frei. Deux ans après, où en est la première tentative de révolution par les urnes ?

veut respecter un jeu électoral dont les règles sont faussées et établies de façon à laisser le pouvoir réel dans les mains des possédants. La bourgeoisie disposant de la majorité des moyens d'information — journaux, radios, télévision — dont la tenue est supérieure à ceux de la gauche, et qui a une capacité de mobilisation très grande. Imaginons qu'en France, aux dernières élections présidentielles, Rocard serait passé avec une « Assemblée nationale » où l'U.D.R. serait majoritaire, que l'armée de Massu et autres tortionnaires, que la police fasciste n'aurait pas été épurrées et on a à peu près la situation dans laquelle se trouve Allende.

— ALLENDE ET L'UNION POPULAIRE VEULENT SE CONCILIER LE SECTEUR DES CLASSES MOYENNES, TRES IMPORTANT AU CHILI OU 20 % DE LA POPULATION APPARTIENNENT AU SECTEUR LIBERAL, MAIS CES CLASSES MOYENNES SE SENTENT VISEES PAR CHAQUE PROJET GOUVERNEMENTAL VISANT A « ETATISER » DES SECTEURS DE L'ECONOMIE.

Des économistes chiliens estiment que le blocage des prix a été très nocif et que l'Union populaire a sacrifié l'accumulation du capital à l'expansion de la consommation.

Pour Allende, le responsable principal de la situation économique dramatique est l'administration démocrate chrétienne qui l'a précédé au pouvoir. En 1969, 50 % des salariés gagnaient 200 francs par mois, l'espérance de vie n'allait pas au-delà de 59 ans en moyenne.

Les exploitants nord-américains qui osent réclamer une indemnisation après avoir spolié le peuple chilien, ont accéléré l'extraction du cuivre avant la nationalisation sans observer la règle d'exploitation rationnelle qui veut que les éléments stériles du minéral soient évacués au fur et à mesure. Il en a coûté deux ans de travail et 30 millions de dollars au Chili pour remettre les mines de cuivre en état d'exploitation normale.

— Le pays doit vendre ses matières premières pour se procurer les devises nécessaires à l'achat de denrées alimentaires et d'articles industriels de première nécessité qu'en raison de son sous-développement il ne peut pas produire.

Des économistes, certains très proches politiquement d'Allende, disent que si une redistribution du revenu s'imposait, elle devrait se faire par des réformes de structures et non pas par l'émission exagérée de billets de banque qui entraîne le contraire de l'effet recherché car aujourd'hui, l'inflation atteint davantage les bas salaires que les revenus des riches qui profitent du marché noir.

— LA SOLUTION DES PROBLEMES EXIGE LA CONSOLIDATION RAPIDE DU SECTEUR NATIONALISE MAIS LA COALITION DE GAUCHE, POUR CONSERVER L'APPUI DES PETITS PROSOLIDATION. LA SE SITU LE NCEUD DU DIFFEREND QUI OPPOSE LE PARTI COMMUNISTE AU MIR, qui déclare que si le gouvernement d'Union populaire a mis en place un secteur industriel contrôlé ou administré par l'Etat, les nationalisations ne changent pas les vraies conditions de vie des Chiliens.

### LE CAPITALISME INTERNATIONAL COMPLICE DANS L'ASPHYXIE ECONOMIQUE DU CHILI

— Le journaliste Jack Anderson a révélé comment une entreprise impérialiste, l'I.T.T., avait en compagnie de la C.I.A. comploté contre le gouvernement populaire de Salvador Allende. Les plans de l'I.T.T. étaient :

- 1° Les banques ne doivent pas renouveler les crédits, ou doivent tarder à le faire ;
- 2° Les compagnies doivent traîner en longueur pour envoyer l'argent effectuer les livraisons, etc. ;
- 3° Nous devons retirer toute aide technique et n'en permettre aucune pour l'aventir.

En prononçant une saisie-arrêt sur une cargaison de cuivre venant de la mine d'El Teniente, à la demande de l'entreprise capitaliste Kennecott, le tribunal de Paris participe à l'asphyxie économique du Chili et c'est un véritable coup de poignard dans le dos qu'elle a donné au régime d'Allende en but à une véritable guerre économique des Etats-Unis. Sur 270 millions de dollars de crédits qui devaient être accordés par des banques privées américaines, seulement 32 millions ont été débloqués.

La Banque mondiale a refusé des prêts et l'Allemagne de l'Ouest, dotée d'un « gouvernement social-démocrate », s'est montrée un créancier encore plus dur que Washington.

— Les entreprises nord-américaines n'envoient qu'au compte-goutte les pièces de rechange des autobus, des automobiles, des machines-outils et les pneus.

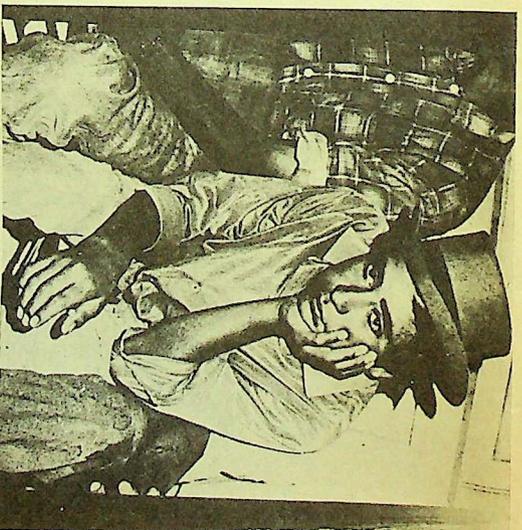
— A ucours d'un entretien, Oscar Nunez, l'un des responsables nationaux de la CUT (Syndicat unique regroupant aussi bien les syndicats démocrates-travailleurs, comptant plus de 500 000 affiliés, chiliens, les syndicats communistes, les chrétiens socialistes du MAPU que les ministres de la FERI), m'a déclaré :

« En face de la politique de nationalisation, la Démocratie chrétienne défend la politique de participation. Elle reproche à l'Union populaire de remplacer le capitalisme international et privé par un capitalisme d'Etat et ils se font le porte-parole des ouvriers, mais qu'en est-il en réalité ?

Dans le projet de loi qu'ils ont présenté à la Chambre, il est dit que :

« Les représentants de la direction aux comités de base ont le devoir de faire les informations économiques, techniques et administratives relatives au fonctionnement de l'entreprise car ces données sont confidentielles. « Le secret commercial » est inconciliable avec la participation des ouvriers. »

Je dis que c'est vouloir diviser les ouvriers de l'entreprise entre ceux qui servent et les autres. Le contrôle ouvrier entraîne l'élimination du caractère confidentiel des informations économiques. »



### CRITIQUES DU M.I.R. A L'ENCONTRE DE L'EXPERIENCE ALLENDE

Oscar Nunez reprend ensuite à son compte les arguments du MIR.

Il reproche l'arrivisme qui règne à l'intérieur de l'Union populaire et la bureaucratie. Par exemple, pour choisir les responsables placés à la tête des entreprises étatisées, on a réparti les postes entre les partis proportionnellement à leur quota électoral. On a nommé des personnes incompetentes. Il condamne l'alliance que l'Union populaire cherche avec la petite industrie car elle coupe le prolétariat en deux (les mineurs du cuivre ont une position privilégiée par rapport aux autres travailleurs).

Aiors qu'une partie importante du capital des entreprises nationalisées est encore entre les mains de représentants du capitalisme (42 % pour les mines de charbon), le gouvernement a engagé la bataille de la production qui profite donc également aux intérêts privés.

Dans les usines et les grandes propriétés, il n'y a pas réellement de discussions à la base, non plus qu'une remise en cause des rapports hiérarchiques existants. Alors, le prolétariat ne voit pas tellement dans sa vie quotidiennement ce qu'il y a de changé d'avant les nationalisations.

Le contrôle ouvrier sur les entreprises privées signifie contrôle de la classe ouvrière sur la classe capitaliste. Cela signifie le contrôle des ouvriers sur les travailleurs intellectuels de l'usine et le contrôle mondial vers la prise réelle du pouvoir et la survie de l'expérience d'unité populaire.

A cela, le Parti communiste chilien rétorque qu'il est nécessaire de consolider les positions acquises et de ménager la classe moyenne, de s'en faire une alliée, ou bien d'accélérer le mouvement.

Le MIR constate que cette politique réformiste de recherche d'entente se termine par une série de capitulations devant l'adversaire sans avoir gagné la sympathie des couches moyennes, bien au contraire.

Alors que « les Momios » déclenchent une grève ouvertement politique dans le but de désorganiser et d'affaiblir le pays, que les extrémistes fascistes de « Patrie et Liberté » se livrent à des attentats, à des sabotages, à des provocations et à des assassinats, que l'impérialisme nord-américain lance une offensive économique, Salvador Allende fait des concessions à la droite, libère les dirigeants du syndicat des transporteurs incarcérés, lève l'ordre de réquisition des véhicules et renonce à créer une nouvelle institution publique de transports routiers. Il en arrive à demander à la Démocratie chrétienne de contribuer à l'apaisement des passions et il en est encore à s'attacher à démontrer que son gouvernement agit dans le strict respect de la légalité.

— « Le socialisme ne naîtra pas de la signature d'un accord avec les représentants des groupes lésés par le processus de transformation. Allende doit choisir une ligne prenant appui exclusivement sur les masses », m'affirmait Manuel Cabreres, le directeur de la revue théorique la meilleure d'Amérique latine — « Punto Final » —, dans son bureau de la rue Union centrale.

Pourquoi, lui ai-je demandé, l'Union populaire a-t-elle tant de mal à rassembler du monde dans ses meetings ?

« L'Union populaire s'enlise dans les mauvaises habitudes de vouloir résoudre les problèmes à la Chambre des députés. La mobilisation des masses ne consiste pas d'organiser de vastes rassemblements mais à faire appel à elles pour orienter et organiser le processus révolutionnaire. La désaffection des masses réside dans l'oubli total des statuts des Comités d'Union populaire qui devaient agir comme des organisations de masse alors qu'ils se sont transformés en organisations renfermées sur elles-mêmes et bureaucratiques. »

Le respect de la légalité bourgeoise permet à la bourgeoisie de saboter le programme de l'Union populaire, de se regrouper et de se préparer à renverser le gouvernement Allende.



## A SANTIAGO COMME A PARIS, L'ENNEMI PRIORITAIRE EST LE GAUCHISME

Il est plaisant de constater, qu'après avoir reproché au MIR de « jouer la mouche du coche » par ses critiques, que Orlando Millas, membre du bureau politique du Parti communiste et ministre des Finances, les a reprises à son compte, déclarant que les organismes de participation ont été parfois réduits à jouer le rôle des anciens contremaitres et que les ouvriers ne se sentant libérés que de manière abstraite, ont continué de revendiquer.

Pour le Parti communiste, le Chili ne peut se passer du jour au lendemain du secteur privé. En outre, arrivée au pouvoir avec 36 % des voix, l'Union populaire doit pour lui, rechercher l'alliance des classes moyennes, s'entendre avec les démocrates sincères, « tous ceux qui sont intéressés aux progrès du pays ».

Mais aujourd'hui, les partisans d'une entente avec l'Union populaire, à la direction du Parti démocrate chrétien, ont été mis sur la touche, nouveau camouflet pour le Parti communiste et sa politique de main tendue.

Evidemment, répond l'extrême-gauche, si vous vous placez sur le terrain électoral, le socialisme est perdant à tous les coups en face d'une majorité mystifiée par une exploitation séculaire. « Les masses » ne prennent conscience d'elles-mêmes que dans la pratique du pouvoir. Puisque la « bourgeoisie » domine le Parlement, il faut dissoudre le Parlement et le remplacer par une Assemblée du peuple représentative.

Quelques semaines avant et après l'élection d'Allende, les gros propriétaires éleveurs, sachant qu'ils allaient être expropriés, ont abattu massivement le cheptel, empêchant la reproduction du bétail.

Malgré les comités de surveillance, les commerçants, appuyés par les partis de droite, stockent la marchandise et se livrent à la spéculation.

Pour les pneus par exemple, une véritable razzia s'est organisée : les ventes ont augmenté de 54 % en quatre mois, alors que le parc automobile ne s'est accru que de 10 % en deux ans.

Si « Punto Final » reproduit en entier les thèses du Parti communiste, ce dernier n'a pas le même sens de l'information honnête et déforme les thèses de l'extrême-gauche.

Dans les colonnes d'« El Siglo » (l'Huma chilien) et du « Clarín » (extraordinaire journal, mélange de « Charlie-Hebdo », de « France-Dimanche », de « Canada enchaîné » et de San Antonio politisé), le Parti communiste chilien insulte le MIR à longueur de colonnes, le présentant comme manipulé et payé par la CIA et la droite. Il l'accuse, par ses actions marginales, de favoriser la propagande des ennemis de « la Révolution chilienne », mais les camarades du Parti communiste ne rejettent pas ces actions marginales lorsqu'ils peuvent les récupérer. Par exemple, lorsque j'étais dans le bassin houiller de Schwager, le prêtre communiste et la maîtresse communiste ont inauguré, avec force discours, « une cité sauvage » comme il en est né des centaines sous l'impulsion du MIR, des chrétiens de gauche du MAPU et des socialistes. Il s'agit d'occuper des terrains appartenant à l'Etat ou à des sociétés privées, afin d'y pouvoir édifier des baraquements dont les habitants deviennent propriétaires. Au début, il y eu des interventions violentes de la police mais qui cessèrent devant la multiplicité de ces actions et par les interventions des fonctionnaires gouvernementaux. A Coronel, les socialistes ont refusé de siéger à la tribune d'inauguration aux côtés des communistes qui, démocratiquement, leur avaient concédé quelques strapons et quelques minutes de paroles. On a eu le droit à des rabachages, au catéchisme habituel que l'assistance n'écoutait pas. Aucune flamme, aucune fantaisie dans ces discours.

— Alors que le MIR, bien que le critiquant, apporte un appui total au gouvernement Allende, le Parti communiste veut obtenir une rupture totale entre la coalition gouvernementale et le MIR et la mise hors-la-loi de ce dernier à la faveur d'un décret sur la dissolution des milices armées.

Pendant un certain temps, les résistances les plus vives à la ligne conciliatrice prônée par le Parti communiste se sont rencontrées au sein du Parti socialiste par plusieurs dirigeants qui, conscients de l'impossibilité de mener à bien la socialisation par la seule voie parlementaire, sont désireux de « mobiliser les masses pour imposer à l'opposition les mesures radicales nécessaires à la survie du régime ». Allende s'est séparé des ministres représentant cette tendance et il est aujourd'hui l'otage du Parti communiste qui fait une cour effrénée à « la fraction modérée de l'electoral » ; mais la Démocratie chrétienne, se sentant très forte devant une Union populaire qui est venue négocier son neutralisme à genoux, a claqué la porte au nez des émissaires du gouvernement, à la fin du mois de juin.

## LA DROITE PASSE A L'OFFENSIVE

Au début de la présidence d'Allende, l'Union populaire put procéder à la nationalisation de l'industrie du cuivre et à la réforme agraire car c'était des revendications populaires, mais ensuite le processus de socialisation de l'économie a été stoppé par la contre-attaque de la réaction qui a fait bloquer par les députés chaque projet de réforme.

« Les fascistes parlent déjà. Des propriétaires terriens touchés par la loi de réforme agraire ou par des actions de commando du MIR... ont entrepris de reconquérir leurs terres et leurs fermes par la force... »

« Nous n'avons que des 22 Long Rifle, l'année dernière, disent les désignés de la « Garde blanche ». Nous avons maintenant des mitrailleuses importées d'Argentine. »

(Marcel NIEDERGAN, « Le Monde ».)

Après une période d'attentisme prudent, la droite non seulement a cessé de trembler mais a repris l'initiative pour reprendre la petite partie du pouvoir qui lui a échappé. La bourgeoisie a l'habitude de se regrouper derrière la Démocratie populaire, très implantée dans les classes moyennes, représentant 45 % de la population. Cela permet de mener le combat contre Allende, non pas pour la défense des

intérêts des privilégiés mais au nom de la défense de la démocratie et des libertés individuelles qui ne sont nullement menacées dans ce pays où tous les courants d'opinion ont la possibilité de s'exprimer, ce qui est l'exception en Amérique latine quant ce n'est pas en Europe.

Du « soutien critique » à l'expérience Allende, la Démocratie chrétienne, sous la houlette de l'ex-président Frei qui se présente comme « l'Homme providentiel au-dessus des partis » (on connaît la chanson), est passée à une opposition virulente, noircissant la situation économique, montant en épingle le moindre incident pour crier à la guerre civile.

## « LA BATAILLE DES MANIFS »

Gauche contre droite : la bi-polarisation politique s'est concrétisée par la tenue de deux rassemblements de masse, chacun acclamant son « champion ».

Le 12 avril, la droite a rassemblé à peu près 400 000 personnes. Les fascistes — fils à papa et lumpen-prolétariat — de Patria y Libertad, brassards à tête de mort, portent des pancartes proclamant qu'il faut

## « EL PUEBLO AL COMBATE ! »

### LAS FASCISTAS NO PASARAN !

Le 18 avril, 500 000 personnes se sont rassemblées sur les mêmes lieux pour écouter Allende. Pour faciliter la mobilisation, les bureaux officiels et les usines avaient fermé, le personnel étant regroupé et véhiculé jusqu'au lieu du rassemblement. Il y avait beaucoup moins de dynamisme qu'à la manifestation précédente mais une plus grande fermeté : des visages fermés mais déterminés.

Cependant, la gauche est sur la défensive et à la recherche de nouvelles formules pour reprendre l'offensive. Un signe avant-coureur de l'effritement du soutien populaire au gouvernement a été l'échec de son candidat, le très modéré Felipe Henara (sorte de Mends-France) comme recteur de l'Université. Les 80 000 professeurs, assistants et même les étudiants et les employés lui ont préféré le recteur sortant, ultra-conservateur.

Aux dernières élections syndicales, les démocrates chrétiens ont fait une poussée surprenante dans ce bastion de la gauche, emportant la majorité aux mines de cuivre et à la compagnie aérienne Lan Chile.

## UN ETRANGE SILENCE OU LA FIN DE L'ILLUSION LYRIQUE

Alors qu'en 1971, Ducloux, Fatou, Mitterrand et Defferre se sont rendus au Chili, et que la presse de gauche s'est gargarisée sur l'expérience chilienne qui arrive à sa première échéance, les élections générales en 1973, nos chantres « les lendemains qui chantent avec des roses et du pain » se tiennent cois et pourtant il serait très instructif de voir pourquoi le parti d'Allende va être perdu, puisque au lieu de concilier marxisme et liberté, il va lui falloir choisir entre élections et la fin du processus de socialisation ou pas d'élections et la guerre civile.

## APRES L'HEURE DES BRASIERES, L'HEURE DES POMPIERS

Certains observateurs rapprochent la situation actuelle au Chili de celle de l'Espagne républicaine à la veille de la guerre civile : un gouvernement d'une prudence qui froie l'immobilisme, une droite vindicatrice, une extrême-gauche qui se renforce de jour en jour.

La droite attendra-t-elle que le pouvoir lui tombe dans les mains à la suite de l'échec électoral prévisible de l'Union populaire ou bien va-t-elle accentuer sa pression et essayer de créer une situation insurrectionnelle où l'armée se rangeant à ses côtés, elle écrasera la vermine socialiste ?

Ces jours derniers, l'opposition conservatrice a essayé de porter un coup de grâce — ou un coup dressai — au régime en s'efforçant de paralyser les activités fondamentales du Chili en lançant la grève des camionneurs. Plus d'essence, donc plus de transport de marchandises. La pénurie des produits alimentaires de base — lait, sucre, riz, etc. — s'est encore accrue.

Dans des conversations privées, des responsables communistes m'ont avoué franchement qu'ils ne dormaient plus la situation et qu'ils étaient prêts à passer la main démocratiquement (sic). Le socialisme chilien aura bientôt ses martyrs car les mineurs du bassin houiller de Concepcion, les petits paysans, les étudiants et les professeurs influencés par le MIR ne sont pas disposés à recommencer comme avant l'expérience Allende et l'impérialisme nord-américain, lié aux oligarchies nationales, veulent faire un exemple à la mesure de la frayeur qu'ils ont eu.

Dans ce duel, il faudra bien que l'un des deux antagonistes enterre l'autre, la voix populaire réclame « la main dure » et les révolutionnaires ont interprété les paroles d'adieu de Fidel Castro aux Chiliens : « Je pars dans mon pays plus révolté... » « Onnaire, plus extrémiste que jamais » comme « une critique voilée de la formule de la « révolution pacifique ». L'expérience chilienne aura prouvé que la révolution dans la légalité bourgeoise est un leurre, que la transition vers le socialisme ne se réduit pas à l'application d'un programme réformiste.

# LIBERER L'ECOLE ?

La rentrée 1972, l'apparition de nouveaux groupements autonomes sur le thème de l'école (M.L.E., etc.) ramènent le problème de l'enseignement au fait des préoccupations des militants révolutionnaires. Cependant, cette école et la « révolution pédagogique » que le Vif Plan mijote, risquent de remettre en question les analyses classiques de notre système d'éducation, « l'université élite », etc. Devant ces nouveaux éléments, et compte tenu des prises de position dispersées d'organisations révolutionnaires, syndicales, etc., il nous paraît intéressant de développer dans nos colonnes un débat sur « l'école aujourd'hui ». Dans ce numéro, c'est le groupe « MATERIAUX POUR L'INTERVENTION » qui s'exprime sur ce sujet, en répondant à nos questions.

Nous espérons pouvoir entamer une confrontation avec d'autres mouvements qui voudront bien s'exprimer dans les prochains numéros du journal.

## TECHNOLOGIE ET TRAVAIL ABSTRAIT DANS LA VIE PROFESSIONNELLE...

Votre dernière brochure débute sur une analyse rapide des traits marquants de notre société : le processus de déqualification des travailleurs, leur mobilité, et l'investissement du pouvoir dans la technologie comme forme nouvelle de domination. Ces traits se fondent en une « idée force » que soutend votre analyse : « La prolétarianisation de tous les secteurs d'activité professionnels ». De même dans l'enseignement, vous pensez retrouver ce phénomène qui retire en particulier à l'université son rôle de chien de garde du système au profit d'une « force de travail » abstraite donc adaptable et n'ayant besoin d'aucune qualification préalable. C'est ainsi que la « révolution » pédagogique (prévue par le Vif Plan) vous paraît transformer non seulement les méthodes d'enseignement dans le secondaire et le technique, mais aussi leurs finalités. Afin de saisir la démarche qui vous amène à ces considérations souvent surprenantes, pourriez-vous nous préciser ce que vous entendez par « prolétarianisation du système » ?

**PIERRE.** — Le système que l'on a connu il y a cinquante ans, c'est-à-dire celui où l'usine était une chose d'un côté, la société une autre, les rapports entre les deux étant d'ordre purement extérieurs, a totalement changé. La société peut être considérée actuellement, globalement, comme une usine, avec des points précis qui sont les usines, le tertiaire et l'école dont neurt dixièmes des gens qui en sortent sont tout simplement des ouvriers. Le point dominant est, ce qui peut faire bondir beaucoup de gens, que pour nous, les ouvriers ne sont plus seulement ceux qui effectuent du travail sous le toit d'une usine, mais, et c'est là que réside la véritable prolétarianisation, tout le travail salarié. On assiste à l'extension à l'ensemble de la société de ce qui était le mode spécifique de travail de l'usine, à savoir l'échange contre un salaire de la force de travail réduite ainsi à une marchandise.

Les gens qui se trouvent dans cette société face à l'organisation du travail n'ont aucun pouvoir sur cette organisation ; il leur reste une seule chose : « leur force de travail ».

### LE TRAVAIL ABSTRAIT

« L'indifférence à tout type déterminé de travail répond à une forme de société dans laquelle les individus passent avec facilité d'un travail à un autre et considèrent comme fortuit — et donc indifférent — le caractère spécifique du travail. Le travail est alors devenu, non seulement en tant que catégorie mais dans la réalité même, le moyen de produire la richesse en général, en tant que détermination, il a cessé de se confondre avec l'individu pour former un tout particulier. »

MARX, Grundrisse t. 1, p. 34.

**ALAIN.** — La technologie, c'est alors les modifications introduites par le capitalisme dans la production pour répondre à des luttes, c'est-à-dire pour répondre au refus des gens de passer par les conditions capitalistes. Dans la société capitaliste avancée, il ne reste plus en face de cette technologie que le travail dépourvu de toutes ses qualités qui ont été absorbées par la machine, bref, le TRAVAIL ABSTRAIT. Parler de prolétarianisation, ce n'est pas parler de l'alliance entre des couches sociales, ayant des intérêts communs avec la classe ouvrière, mais de ce qui constitue l'élément commun entre l'ouvrier et l'employé surveillé par une machine électronique qui l'oblige à accomplir son travail avec un certain rendement. C'est-à-dire être soumis aux cadences de la machine ; c'est en cela que la technologie disqualifie effectivement tout travail, détruit le « métier ». La technologie ne constitue pas un progrès, une rationalisation au sens idéal : elle possède un contenu politique. Celui d'un contrôle qui s'étend progressivement sur le travail vivant dans toute son extension.

**Vote analyse semble parfoi se rapprocher du corporatisme ou d'un retour à l'âge d'or pour le moins ambigu ?**

**ALAIN.** — Nous ne disons jamais : le capital a supprimé le « métier », donc ce qu'il faut faire c'est avancer des objectifs de défense du « métier contre le capital. Pour deux raisons : la première c'est que ce serait un objectif d'arrière-garde brûlé d'avance ; la seconde c'est qu'avec la déqualification le travail cesse de se confondre

avec l'individu pour former un tout particulier : l'OBJECTION COMMUNISTE DE REFUS DU TRAVAIL PEUT ALORS ETRE MIS EN AVANT.

Vous vous opposez donc totalement aux objectifs socialistes habituels ?

**PIERRE.** — Nous ne sommes absolument pas du côté de ceux qui regrettent la qualification perdue ; c'est ce type d'analyse qu'on retrouve dans le discours global du P.C. et dans certaines brochures maoïstes qui nous expliquent qu'en Chine les ouvriers ont encore un métier, qu'ils aiment leur travail et que, pour eux, le socialisme, c'est ça. De même, il faut critiquer l'idée profondément réactionnaire qu'il y a une loi du progrès d'un côté, et les histoires politiques d'un autre. L'apparition de nouveaux procédés technologiques n'est jamais une donnée neutre : elle a toujours été utilisée pour briser un certain type d'ouvrier et de combativité auquel le capital se heurtait. Le travail à la chaîne a été utilisé pour détruire l'ouvrier communiste. Il s'agit maintenant de comprendre que la déqualification peut être retournée contre le capital lui-même. En effet, elle généralise le dégoût et le refus du travail. Elle rend permise définitivement toute idéologie socialiste de meilleure gestion du travail. Elle fait donc du communisme compris comme libération à l'égard du travail, le programme minimum de la classe ouvrière.

Vous parlez de déqualification, le capital, de formation permanente... Comment conciliez-vous votre analyse avec la politique apparente du capitalisme ?

**PIERRE.** — Si on attache tellement d'importance à ce que racontent les capitalistes, c'est parce qu'on estime que eux savent comment marche cette société, et contre qui ils se battent. En réalité, les capitalistes ne croient plus du tout qu'il y ait une qualification et il suffit de lire le rapport des commissions du Vif Plan pour s'en rendre compte. Mais l'idéologie que le capitalisme doit maintenir à tout prix sous peine de s'auto-détruire, c'est celle de la qualification. Le vrai danger pour lui c'est la propagation du refus du travail et non des luttes pour un meilleur travail.

### ET DANS L'ECOLE...

Vous venez d'essayer de détruire le mythe de la qualification. Cela implique immédiatement la destruction d'un second : celui de l'image de marque de l'étudiant comme chien de garde et comme privilégié dans la société ?

**ALAIN.** — Les enquêtes traditionnelles sur le système de l'éducation ont essayé de dénoncer, statistiques à l'appui, l'absence de mobilité sociale : le nombre insuffisant de fils d'ouvriers à l'université ou de fils de bourgeois à l'usine. Toutes ces analyses voient l'université comme lieu de privilèges ; elles essaient de faire la peau au mythe de légalité des chances, sans se demander si l'université constitue effectivement encore « une chance » ; bref, sans remettre en question l'idée que le système d'éducation soit destiné aujourd'hui à reproduire des chiens de garde, à reproduire la classe bourgeoise en tant que classe d'individus. Tout le monde admettra volontiers qu'un fils d'ouvrier a beaucoup moins de chances qu'un fils de bourgeois de recevoir une formation supérieure, mais la vraie question est-elle là ? En d'autres termes, le fils de bourgeois à l'université a-t-il de grandes chances de se retrouver un abominable exploiteur ? Il est temps d'en finir avec l'idéologisation qu'on pose toujours entre école de la bourgeoisie et école du capital.

**PIERRE.** — L'évolution globale du système capitaliste a abouti à la liquidation du « capitaliste individuel ». Les « capitalistes d'industrie » ont dû se muer en gérants et fonctionnaires du capital, d'un patron collectif, l'Etat. Pour sauver le développement du capital, la bourgeoisie a dû laisser de côté la reproduction culturelle, sociologique de cette élite en voie de disparition. L'école ne sert plus à la bourgeoisie essentiellement à maintenir son pouvoir de caste et de privilèges et à éviter toute mobilité sociale en empêchant les fils d'ouvriers d'accéder à l'université. Elle est l'instrument du capital pour produire la force de travail dont il a besoin. C'EST EN CONSOMMANT LA FORCE DE TRAVAIL, on la transformant en travail, que le capital REPRODUIT sa domination sur la société. L'ennemi ce n'est pas la classe bourgeoise en tant que telle, mais le travail qui en constitue le fondement, et la survie. Bref, l'ennemi c'est l'Etat comme machine à obliger les gens à aller travailler plus de 40 heures par semaine et 11 mois par an. Il y a des sociétés sans patrons, mais où tout le monde reste contraint d'aller travailler. Et c'est cela qui est le pouvoir de classe qui s'exerce contre les exploités.

Le groupe Matériaux pour l'intervention qui répond aux questions que nous posons dans l'article ci-dessus, s'est constitué il y a un an. Il rassemble les camarades venant de divers horizons de l'extrême-gauche auxquels d'autres se sont joints sans formation militante préalable. Sa cohésion initiale tenait au fait que chacune des composantes représentées, se sentait en rupture avec l'extrême-gauche traditionnelle : « Celle-ci pratique une approche trop dogmatique, trop idéologique des problèmes sans prendre en considération les mutations profondes survenues dans le mouvement ouvrier depuis 15 ans. »

Leurs thèmes d'intervention recourent en fait les problèmes globaux d'une société capitaliste moderne, notamment au niveau européen.

Leur apparition sur la « scène politique » a pris la forme de meeting sur les luttes en Italie (en liaison avec Potere Operaio et Lotta Continua) et de projections de films militants (l'un sur le procès Valpreda sera bientôt diffusé). Ils ont sorti des textes sur les luttes des femmes élaborés par des militantes du groupe qui participent au M.L.F.

Ils veulent proposer certaines analyses permettant de définir une stratégie révolutionnaire en rupture avec celle qui est solidement implantée dans les milieux militants.

Ils éditent une brochure qui s'appelle la Stratégie du Refus, et envisage de créer un collectif sur l'école.

Pour contact, Martin Andler, B.P. 42-06 75261 Paris, Cédex 06.

## LES OBJECTIFS DU POUVOIR DANS L'UNIVERSITE...

Du point de vue concret, comment analysez-vous les réformes introduites par le gouvernement dans l'université ?

**ALAIN.** — Ce qu'on retrouve dans toutes les mesures prises, c'est le souci d'adapter l'université non pas à l'industrie, mais à la nouvelle politique industrielle du capital. Par exemple, le fameux contrôle continu contribue à inculquer aux étudiants la discipline du travail en exigeant l'assiduité et en multipliant les examens. Les unités de valeur, c'est-à-dire la fragmentation des matières et le « menu à la carte », ont un double but : elles permettent au système d'introduire de façon souple les matières nécessaires à la formation de la main-d'œuvre requise par la société industrielle (informatique, technologie). Deuxième-ment, avec les unités de valeur, on fait faire aux élèves trente-six choses à la fois. Peu importe le contenu de l'enseignement : des unités de « marxisme », ça ne fait pas peur au capital, ce qu'il faut c'est habituer les gens à faire des fiches sur n'importe quoi. Les dernières mesures (sélection en médecine, création prévue des Centres de formation professionnelle des maîtres, la réforme du service militaire qui supprime quasiment tous les suris), tout ça vise à dissuader un maximum de gens à faire des études longues. Le Vif Plan prévoit que les I.U.T. (Instituts universitaires de technologie) accueilleront dès 1975 entre 8 et 13 % des effectifs au lieu des 4 % actuels.

## DANS LES LYCEES...

L'abandon de la « science de la connaissance » au profit de la « science du travail » ne paraît pas aussi évident dans les lycées.

**PIERRE.** — La réforme n'est pas encore passée dans l'enseignement secondaire mais justement le Vif Plan en souligne l'urgence à plusieurs reprises parce que la contradiction entre un enseignement supérieur ajusté à la politique industrielle du capital et un enseignement secondaire archaïque lassent trop d'échappatoires à la force de travail en formation. Les élèves, par exemple, continuent à afficher dans les secteurs littéraires même si tout le monde leur prof afoflé, leur disent que c'est bouché. Les sections des sciences exactes dirigent vers l'usine et instaurent des formes de contrôle beaucoup plus dures. Horaires dusine pour habituer les futurs techniciens, chercheurs, dessinateurs, projeteurs, ingénieurs, au travail parcellisé qui sera le leur.

C'est ce qui explique que les élèves ne se précipitent pas dans ces sections. Or, le Vif Plan prévoit que la généralisation de la technologie va périmer la traditionnelle distinction entre les secteurs professionnels. D'innom-

brables machinistes envahiront les services, le tertiaire en général. Et le secteur secondaire réclamera des compétences de type tertiaire. Cette homogénéisation, ça signifie que le langage de l'informatique sera un peu le langage de base de tout travail vivant. Ainsi le premier aspect de la réforme, ce sera de supprimer la liberté d'orientation de l'élève. Les dons ou l'absence de dons, voyons ! c'est un mythe, une idéologie réactionnaire : le capital est bien d'accord. Résultat : caractère obligatoire pour tous des disciplines scientifiques.

**« Les réticences devant les disciplines des sciences exactes ressentent de mythes sociaux que devraient conjurer le renforcement de leurs horaires et leur caractère obligatoire pour tous. »**  
**(V<sup>r</sup> PLAN - COMMISSION POUR L'EDUCATION.)**

**On parle pourtant beaucoup de développement du sens de la créativité et de la recherche personnelle par le biais de l'auto-documentation notamment. De quelle nouvelle mystification s'agit-il ?**

**PIERRE.** — Cet autre aspect de la réforme ruine définitivement l'illusion selon laquelle les lycées forment des singes savants de l'idéologie dominante. On n'inculquera pas l'improvisation culturelle ou la vénération du savoir. Le V<sup>r</sup> Plan dit texto que l'auto-documentation engendrera un effort plus durable et plus important que la connaissance.

**« Pourraient être préférées des formules d'auto-documentation impliquant de la part de l'élève un effort qui lui bénéficierait toute sa vie et qui est souvent plus important que la connaissance elle-même. »**  
**(V<sup>r</sup> PLAN - COMMISSION POUR L'EDUCATION.)**

L'acquisition définitive de réflexes professionnels fondamentaux n'a besoin de la connaissance que comme support, prétexte transitoire. Il s'agit purement et simplement d'habiter l'élève au travail et à n'importe quel travail.

L'aspect le plus spectaculaire de la réforme, c'est l'introduction massive de la technologie dans l'enseignement. On peut remarquer l'avengement des enseignants qui réclament l'audio-visuel et tous les gadgets technologiques et applaudissent ainsi à leur propre déqualification. La machine reçoit sous forme de « banque de données » la tâche de transmettre les connaissances et l'enseignant n'est plus qu'un vacataire interchangeable, un animateur, un presse-bouton. D'ailleurs, dit le V<sup>r</sup> Plan, en période de croissance, les hommes de qualité se tournent vers l'économie. On ne peut être pus clair sur la déqualification prochaine du métier d'enseignant. En plus, le surplús audio-visuel objective la connaissance en jouant sur la fascination de l'image, impose ses rythmes à l'élève, et prépare ainsi activement à un travail partout médié par la machine.

**C'est donc le même procédé idéologique qui régit l'usine et l'école ?**

**ALAIN.** — Oui. Dans l'usine, la déqualification va de pair avec toute une série de tentatives mystificatrices pour hiérarchiser les « qualifications » : il s'agit de conjurer le malin à n'importe quel travail se masque du baratin de refus subversif du travail. De même, dans l'école, la formation révolution pédagogique. On trouve dans le V<sup>r</sup> Plan quelque chose comme un illichisme de droite : en 1985, nous dit-on, tout le monde sera à la fois producteur, enseignant et enseigné. C'est l'école libérée !

## DANS LE TECHNIQUE...

**Pour les lycées techniques et les C.E.T., pensez-vous qu'ils correspondent déjà à ce que le capitalisme attend de l'enseignement et de la formation de la force de travail, ou vont-ils encore se transformer ?**

**ALAIN.** — Si nous citons comme exemplaire le mot d'ordre des luttes qui se sont déroulées dans les C.E.T. : « L'ECOLE C'EST DEJA L'USINE », ce n'est pas parce que cette lutte représentait la lutte des vrais prolétaires : les luttes des lycéens et des étudiants ne l'étant pas. C'est parce qu'elle représentait, sans déguisement idéologique, le caractère réel de la lutte de TOUS les élèves contre le MEME SYSTEME. Les C.E.T. sont des endroits où le système a du mal à dissimuler la réalité brutale du travail d'usine, son caractère contraignant et insupportable. Les horaires, la soumission aux cadences, ont pour but de faire accepter aux élèves la discipline du travail.

**Mais la discipline plus dure dans les C.E.T. que dans les lycées (primaires physiques, mesures vexatoires) ne forge-t-elle pas des gens plus exploités que les lycéens, plus privilégiés ?**

**PIERRE.** — Le mot d'ordre : « L'école c'est déjà l'usine », ne lutte pas simplement contre les aspects partiellement archaïques de l'exploitation. Il y a maintenant des C.E.T. modèles, qui ne sont pas installés dans des vieilles usines désaffectées, où la discipline c'est moins l'ouvrier adjutant qui vous frotte des baffes qu'un système feutré de contraintes. Et la contrainte reste toujours la même : le travail. La lutte des élèves des vieux C.E.T. de Paris ce n'était pas pour obtenir des C.E.T. tout neufs, mais où l'on doit faire toujours plus de 45 heures de présence, se coller des tâches monotones. Parce que ça c'est exactement ce que demande la C.G.T.

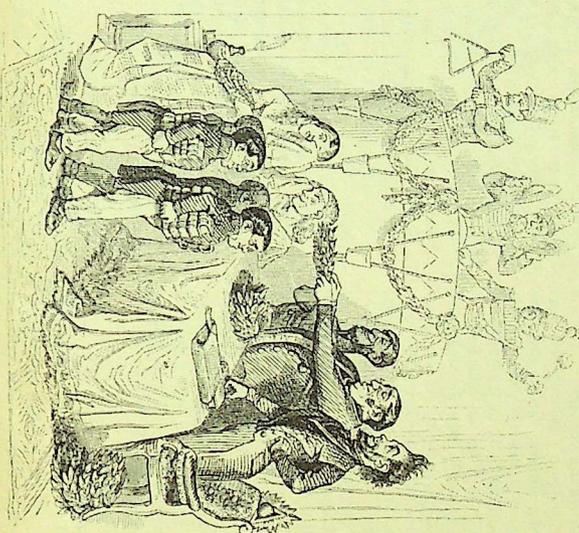
**Comment se pose dans ce secteur de l'école le problème de la déqualification dont vous avez parlé ?**

**PIERRE.** — Là, on revient à ce que vous demandiez tout à l'heure. Les C.E.T. sont en principe des écoles de formation professionnelle qui sont censées préparer à un « métier ». Elles préparent à un diplôme qui joue le rôle du bac dans les lycées. Or, si on regarde les « métiers » préparés, on s'aperçoit qu'ils ne correspondent plus à rien dans la production.

## Par exemple ?

**PIERRE.** — Les C.E.T. qui préparent à la couture et à l'habillement forment beaucoup plus de « diplômés » qu'il n'y a de places disponibles. En revanche, toute la force de travail formée est utilisée comme travail déqualifié (dans la construction électrique et électronique de précision). En effet, il n'y a pas de diplôme pour cela. **Mais ne peut-on pas demander la reconnaissance de ce type de compétence particulière ?**

**PIERRE.** — Non. C'est ce type de réactions qu'a le syndicat sous prétexte de défendre les intérêts des élèves. Mais c'est illusoire de penser qu'on peut arrêter une nouvelle grille de qualification. Car le système capitaliste détruit en permanence ces grilles et veut une mobilité croissante. L'exemple, c'est la génération de programmeurs qui se sont formés souvent au prix de cours du soir au système fortran (langage de fiches pour programmer les machines). Les diplômés créés récemment et qu'on demande aux programmes d'obtenir, ne représentent déjà plus RIEN car le nouveau système machine, le PL 1 mis au point par I.B.M., n'a plus rien à voir avec le fortran. Donc, la qualification est une mystification idéologique, sciemment entretenue par le capital. Et les syndicats en défendant toujours une utopique RE-qualification, devient complètement les luttes sur de faux objectifs.

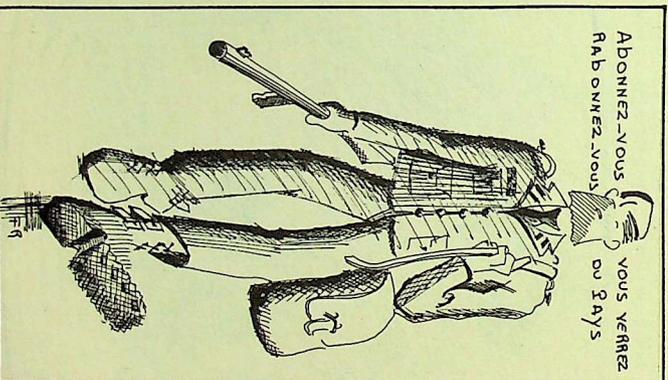


**Alors, face à cet objectif syndical de défense du « droit au métier », à « la qualification », quelle possibilité de lutte ?**

**ALAIN.** — Le terrain de la lutte pour la re-qualification, c'est vraiment un objectif entièrement capitaliste. L'élément unifiant de la lutte dans tous les C.E.T. qu'ils préparent officiellement aux vieux métiers en voie de disparition, ou aux nouveaux métiers (qui sont tous des métiers-bidon), c'est la lutte contre cette obligation de travailler, de se préparer à devenir des salariés bien sages.

**Mais comment s'est concrétisé ce refus de l'école ?**

**ALAIN.** — Par des luttes où les élèves refusaient de payer, eux, le prix de leur formation (l'argent extorqué sous des prétextes les plus divers : en particulier au nom d'une « responsabilité » de l'élève vis-à-vis de ses outils de travail). On a même vu apparaître explicitement la revendication radicale, qu'après tout, puisque la formation à l'usine est un travail non payé, il fallait que les patrons payent les élèves, et leur formation. La revendication d'une indemnité de transport, de l'inclusion dans les horaires des heures passées dans les transports le montrent bien.



## QUELS OBJECTIFS METTRE EN AVANT ?

**Alors que les C.E.T. bougent, il semblerait que la masse des lycéens et des étudiants soit plutôt amorphe et se détourne de la prise de conscience politique ?**

**ALAIN.** — Il y a en fait des formes de refus que les discours gauchistes ne prennent pas en compte, et qui sont beaucoup plus subversifs pour le plan du capital que les graffiti révolutionnaires que l'on ne lit même plus.

**Par exemple ?**

**PIERRE.** — Le plus significatif, celui des I.U.T. Des sociologues travaillant pour l'O.C.D.E. montrent qu'en 1971, 17 % seulement des élèves ayant choisi les carrières du secteur secondaire envisagent un travail salarié immédiatement à leur sortie de l'I.U.T. Ils préfèrent continuer d'acquiescer dans l'université des diplômes inutiles. C'est choisir de prolonger la condition étudiante pour retarder l'insertion dans le travail : c'est une forme de refus du travail. Ce comportement de masse aussi peu politisé qu'il apparaisse tourne la loi et déroute l'objectif qui a présidé à la création des I.U.T. : un enseignement supérieur court imposé par la croissance et directement branché sur les exigences industrielles du capital.

Ce n'est pas parce que les gauchistes n'ont plus d'objectifs à formuler sur l'université que le comportement de la masse des étudiants n'est pas révolutionnaire.

**Dans ce cas, quels sont les objectifs de lutte que vous voyez ?**

**PIERRE.** — Les objectifs se formulent de façon définitive dans la lutte. Mais on peut déjà essayer de voir sur quels axes ils pourraient s'appuyer.

Premièrement, les horaires. Ils soumettent l'élève aux rythmes de l'usine et du bureau. L'école c'est déjà l'usine. Luttons pour la réduction des horaires, luttons contre les cadences. La nature de l'augmentation des horaires est la même qu'elle soit vécue directement à l'école ou dans les transports comme dans le technique, ou qu'elle soit masquée par le travail personnel comme le lycée.

Deuxièmement, casser les mécanismes de l'orientation. On sait que le système français fonctionne au redoublement. L'âge avancé ou la précocité de l'élève constituent le facteur déterminant de son orientation. La précocité, c'est dire aux gens qu'on lie les aptitudes de l'élève à son rendement ; à la vitesse à laquelle il accepte de former sa propre force de travail. Briser ce mécanisme dans son fonctionnement matériel, c'est réclamer l'avancement automatique par classe d'âge. **A CHAQUE CLASSE D'AGE SA CLASSE SCOLAIRE.**

Troisièmement, lutte pour le salaire et refus de payer le coût des études. L'objectif étant de contraindre le capital à payer tout le travail qui se fait, et qui reste impayé. Exemple, le M.L.F. qui pose la question du travail fait par la femme à la maison et gratuitement. Donc, le coût des études doit être payé intégralement par le capital (transports, livres, nourriture, logement).

**On sait bien que salaire et contrat de travail son corollaires. N'est-ce pas livrer l'étudiant pieds et poings liés au capitalisme ?**

**ALAIN.** — Il est vrai que tout salaire est une forme de contrôle social : le capital ne donne du salaire que contre du travail fourni. Et dans cette logique, le capital va être amené, pour contrôler les étudiants, à créer un pré-salaire. Edgar Faure est pour. Mais comme toute réforme décidée par le capital, celle-ci, en l'absence de luttes étudiantes, risque de passer sous une forme hiérarchisée. On n'a qu'à se rappeler la création des I.P.E.S. après celle des écoles normales. Et alors les étudiants se retrouveraient divisés par la même hiérarchie que celle qui existe chez les ouvriers et les employés.

Il ne s'agit pas pour nous d'attendre que cette réforme soit là, quelle partie d'une initiative du capital. Les réformes du capital, il ne peut être question de les refuser sans objectifs ; car ça, c'est quasiment réactionnaire et condamné d'avance. C'est en anticipant sur ce genre de mesure qu'on pourra aboutir au résultat qui nous intéresse : faire que la réforme passe mal, que l'opération politique de division des étudiants soit déjouée.

Donc, si nous demandons le salaire pour toute formation de la force de travail, c'est sans critère « universitaire ou de qualification ». C'est en tant que droit de vivre et de vivre bien quel que soit le travail fourni.

# METS LA TELE, SIMONE...



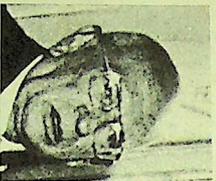
L'information... et le bâton.

Je suis journaliste au journal télévisé. Mon rôle est de vous informer « objectivement » de la situation en France et dans le monde.

Mais cet « objectivement » a des limites. Il parait, en effet, que les Français sont moroses. Aussi, la partie réservée aux informations sportives, touristiques et anecdotiques doit-elle être de plus en plus importante ; prenons un exemple : « Mme Untel vient de mettre au monde des quintuplés. Souhaitons la bienvenue à ces cinq nouveaux Français ! » Cette information de peu d'importance doit cependant tenir une grande place dans notre journal ; ainsi, en effet, pourrions-nous montrer que de telles nouvelles comptent parmi les plus importantes de notre pays, où tout n'est que calme et bonheur.

Cependant, il me faut aussi parler des conflits sociaux car il y en a hélas encore. Je dois toutefois prendre garde de présenter essentiellement les points qui permettent d'en espérer une solution rapide pour que vous vous sentiez bien de l'idée qu'un mécontentement sérieux ne peut exister dans un pays où la justice régnait en maître et l'ordre en bienfaiteur. Je dois donc vous informer bien sûr, mais surtout vous faire comprendre cette éclatante vérité : la France de 1972 est un des pays où la vie est la plus agréable, où régnent calme, justice, ordre et liberté, les Français complent parmi les plus ouverts et les plus cultivés de la planète, notre civilisation florissante et notre influence dans le monde ne cessant de croître. Il est possible que certains faits démentent ces affirmations mais l'es-sentiel pour moi est de vous persuader quand même de cette vérité.

Vive la France, vive les Français, telle est la conclusion qui s'impose, tout chauvinisme mis à part, bien entendu.



La culture... c'est comme la confiture.

Je suis l'émission culturelle. A ce titre, je vous dispense la culture avec un grand O, de préférence à des heures inaccessibles. Les heures de grande écoute, il faut les réserver aux émissions de variétés, ainsi d'ailleurs que les budgets extraordinaires.

Nous abordons tous les sujets sans exception à condition, cela va sans dire (et aussi sans heurts), de rester dans les limites du convenable... et du convenu. Le vocabulaire que nous employons est châtié et compliqué car la culture, qu'on le veuille ou non, est réservée à une certaine élite. Nous, nous devons de conserver à la culture la tour d'ivoire que notre société lui a patiemment construite. Il faut bien faire comprendre à notre bon peuple que la culture possède deux niveaux, et qu'il doit se contenter de la culture du jeu télévisé. Pour avoir accès à l'autre, il est normal et souhaitable qu'il éprouve des difficultés de tous ordres, comme cela a toujours été.

## LA TELEVISION : UN PHENOMENE POPULAIRE

Depuis 15 ans maintenant que la télévision croît et embellit, elle est arrivée à se tailler une place plus qu'importante dans la vie des Français en général et des couches populaires en particulier : 70 % des télé-spectateurs allument leur télé le soir en rentrant, et l'éteignent pour aller se coucher. Et pour voir quoi ? Arthur Comte veut distraire les Français : ses variétés sont d'une indigence et d'un crétinisme difficile à atteindre, un exemple entre mille : les remarques intelligentes de Guy Lux sur le nom de ses gagnants. De plus elles favorisent le matraquage publicitaire des chansons destinées au « grand public » tout en se parant de couvertures pseudo-scientifiques (ordinateur...). Des films, apparemment instructifs, ont très souvent un contenu idéologique marqué. La plupart, américains, sont des leçons de morale bourgeoise. Il y a les jeux télévisés, étalages lamentables de connaissances sans intérêt. Nous pourrions d'ailleurs proposer à ces messieurs, un jeu qui s'inscrit tout à fait dans la lignée de ce style d'émissions : le « jeu de l'annuaire ». Apprendre par cœur l'annuaire de téléphone et le réciter sur commande en partant d'une page tirée au sort sur ordinateur ; serait alors décernée la palme de télé-spectateur modèle, équivalente du titre de « Monsieur Chéma » ! On pourrait allonger la liste de ce type de stupidités chroniques dans chaque genre d'émission, et déterminer de même leur impact sur les masses. L'importance de ce phénomène vient du fait que la télévision marche en continu dans la plupart des foyers : « On ne regarde pas une émission parce qu'elle présente un intérêt particulier, on regarde un programme, on subit un ensemble, bien plus énervant que la somme de chacune de ses parties... »

## L'ARME DE LA CRITIQUE NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES (Karl Marx)

Une fois conscient de la toute puissance de la télévision omniprésente, encore faut-il ne pas tomber dans le piège de la « fausse critique ». En gros, celles-ci sont de deux ordres :

L'ignorance pure et simple du phénomène : cette attitude est le fait des « intellectuels de gauche » en général, de l'étudiant en particulier ; celui-ci, ne ressentant que partiellement l'aliénation collective, ne peut comprendre le retentissement énorme d'une émission télévisée. Il suffit de voir l'attitude des organisations d'extrême-gauche pour s'en persuader...

D'une toute autre nature est la critique de la télévision effectuée par la gauche dite « classique ». Ceux-là ne négligent pas la question, ils se rendent bien compte de l'impact écrasant de la télé.

Mais on ne peut ou on ne veut en tirer des conclusions correctes.

Cette critique s'articule autour de l'objectivité, de l'information, des débats, de l'extension du quart d'heure de l'opposition. Elle n'est pas inutile, mais tellement incomplète qu'elle ne change rien au problème et perd tout poids. Prenons l'exemple de la télévision aux

Etats Unis : sans oublier que cela fait 25 ans que la télévision s'est imposée dans les mœurs américaines, on peut noter que l'information y est beaucoup moins qu'en Europe soumise aux intérêts directs de la classe dirigeante. Beaucoup d'exemples précis sont là pour appuyer cette affirmation à priori surprenante.

Mais ces informations, ces débats, bref cette télévision, n'annoncent en rien la critique du système aux Etats Unis.

En effet, la bourgeoisie, intelligente, ne même plus son combat de la même façon : elle n'est plus capable de la mener dans les structures traditionnelles de l'information et du débat et elle sait que le confinement à 4 heures par jour est préférable, qu'il fait bien plus que contrebalancer une information de toute façon auto-censurée.

La situation en France s'achemine vers cette solution d'« avant », et seule une droite réactionnaire et stupide permet de conserver une certaine crédibilité à la critique réformiste. Nous ne disons pas que l'information « honnête » (sans aller au fond du problème de « l'objectivité ») est inutile, mais nous disons que la bourgeoisie peut l'accorder, et ceci, sans trop de problèmes pour sa sécurité, nous croyons que le combat doit être immédiatement élargi à une lutte contre la télévision en tant que véhicule à temps plein de l'idéologie bourgeoise. Nous disons que Guy Lux, la publicité et Alain Jérôme font beaucoup plus pour le système qu'une information tonquée et un débat faussé. Nous disons que des deux manipulations, la manipulation grossière de la censure et de tous ses atterments, et la manipulation subtile actuellement pratiquée se résument à une intoxication continue, c'est contre la manipulation subtile qu'il faut lutter car c'est là que se situe la nouvelle aliénation des masses.

## QUE FAIRE ? (Lénine)

Devons nous ces faits (et l'interprétation que nous en donnons), il ne faut pas attendre en « gauchistes utopiques » la destruction massive des postes de télévision par les masses enfin libérées. Il ne sert à rien de proposer des solutions incomplètes et sans danger pour le pouvoir : la télévision, comme les mass-médias en général l'université ou l'armée, est un problème idéologique qui, en tant que tel, ne peut être résolu dans cette société.

Il faut pourtant intervenir, ne pas ignorer le problème ou le sous-estimer parce qu'il ne nous concerne pas personnellement. La lutte doit être quotidienne, comme la drogue déversée par le petit écran : au niveau personnel, dénoncer sans relâche autour de soi l'embrigadement formidable effectué par le système capitaliste grâce à la télé. On peut aussi envisager l'intervention dans toutes les émissions en public et en direct, qui se multiplient. L'impact de ce genre d'action est énorme, le « Bonsoir, messieurs les censeurs » de Maurice Clavel est là pour en témoigner. De toutes façons, quels que soient les moyens employés, il faut à la fois gêner au maximum le débalage idéologique que la télévision vomit tous les soirs et éloigner le peuple de ce nouvel opium.



Le feuilleton... de nos ronds.

Ça y est ! C'est l'heure du feuilleton, du feuilleton quotidien, du feuilleton de 7 h 20...

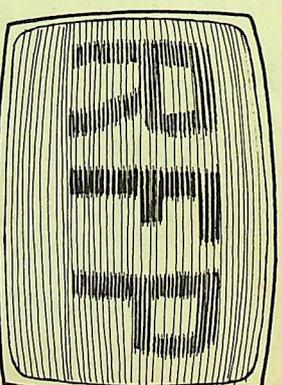
Prenez un homme, jeune, beau, intelligent, instruit et riche, qu'il rencontre des femmes de rêve, qu'il soit justicier, homme invincible... Dès lors, peu importe l'histoire. Le feuilleton a déjà rempli son rôle.

Car tous, vous vous incarnez en lui ; vous êtes laids, vous devenez beau ; vous êtes vieux, vous voilà jeunes ! Vous êtes pauvres, vous vous croyez riches... Vous les hommes, vous vous imaginez être dans les bras de ces créatures que vous n'avez pas, que vous n'aurez peut-être jamais. Vous les femmes, vous rêvez d'être une de ces créatures enivrantantes. Vous tous, vous vivez les aventures rocambolesques que jamais vous n'avez vécu !

Et vous savez bien que vous êtes laids parce que le travail vous abîme le corps, que vous êtes pauvres parce que d'autres ne le sont pas, que ces femmes vous ne les avez pas parce que vous n'avez pas le temps, ou la force, ou l'argent... Le travail vous a pris tout cela.

Et vous savez bien que cette aventure vous ne la vivrez jamais, parce que vous êtes pris du matin au soir par votre travail, du soir à la nuit par la télé, de la nuit au matin par votre sommeil.

Il faut que vous restiez spectateurs de votre vie comme de votre télé. J'endors votre conscience pour que, jamais, votre imagination ne prenne le pouvoir !



## de la publicité aux députés

Je suis la publicité, nouvelle venue mais déjà grande dame de la télévision. Mon rôle est de vous informer sur les produits de qualité.

En fait, je ne présente que ceux capables de bien me payer. Ainsi, pour monter une belle-mère montrant à sa bru les mérites d'une marque de lessive, ou un imbécile faisant sauter son chien à travers un cerceau, les firmes Dash et Canigou me payent 18 millions la minute. On me paye pour vendre, et je me vends pour être payée. Je suis la grande putain de l'O.R.T.F. Et l'argent que je reçois, sans doute allez-vous croire qu'il servira à la défense du consommateur, ou bien qu'il permettra de ne pas payer votre taxe. Bien sûr que non ! Il sert à produire d'autres émissions où vous pourriez me retrouver, clandestine cette fois.



Je suis speakrime. Je suis jeune et jolie. Je reste assise, souriante et béate, fâcheuse au pot-de-fleur qui est derrière moi.